

Cahiers du mouvement ouvrier

**Le programme du Parti socialiste français (Jaurès)
(décembre 1904)**

**Lénine (inédit) : "Pendre les criminels-communistes"
La grève de Novotcherkassk (1962) (deuxième partie)**

Léon Trotsky : Pour Grynspan !

Les Bienveillantes : un roman noltiste ?

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Albert Thomas :**
Le premier candidat ouvrier (1863) p. 7
- **Pascal Serman :**
Les *Manuscrits mathématiques* de Marx p. 15
- **Jules Guesde :**
Le programme marxiste d'émancipation de la femme p. 21
- **Le programme du Parti socialiste français (Jaurès)**
(décembre 1904) p. 25
- **Maurice Carrez :**
Otto Kuusinen
et la révolution finlandaise de 1918-1919 p. 29
- **Lénine (inédit) :**
Pendre les "criminels-communistes" (18 mars 1922) p. 41
- **Résolution du comité central du Parti bolchevique**
sur la littérature et l'art (1925) p. 45
- **Léon Trotsky : Pour Grynspan (1938)** p. 51
- **Lettre ouverte à Lénine, par John MacLean** p. 57
- **Michel Barbe : Varian Fry (deuxième partie)** p. 63
- **La grève de Novotcherkassk de juin 1962**
(deuxième partie) :
la répression, les condamnations à mort p. 75
- **Michel Barbe : Les directives de Louvain**
sur l'enseignement de l'histoire (1972) p. 87
- **Pascal Polisset : L'histoire à l'école** p. 93

- Marcel Picquier, Pierre Roy et Jean-Jacques Marie :
Les Bienveillantes, de Littell, un roman noltiste ? p. 99
- La formation des enseignants par l'armée p. 113
- Notes de lecture p. 117
- Chronique des falsifications p. 133
- Perles p. 143

Vous lirez, entre autres, dans le n° 41 :

- La déclaration programmatique de la commission d'unification socialiste du 30 décembre 1904.
- La grève des papetières de Limoges (1905).
- Lettre (inérite) de Karl Radek sur la situation en Allemagne au lendemain de l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (janvier 1919).
- Lettre (inérite) de Leo Jogisches (Tychka) sur la situation du Parti communiste allemand au lendemain de l'écrasement de la première révolution allemande (4 février 1919). Jogisches sera assassiné un mois plus tard.
- Martemian Rioutine : Staline et la crise de la dictature prolétarienne (1932) (première partie).
- La famine en Ukraine (1932-1933). Documents d'archives soviétiques inédits.
- Le rapport (inédit) du NKVD sur les réactions des écrivains soviétiques à la tenue du congrès de fondation de l'Union des écrivains (1934).
- Michel Barbe : Manouchian et l'Affiche rouge.
- Léon Trotsky-Léon Sedov : correspondance (inérite) du début des années 1930.
- Jean-Jacques Marie : Une truqueuse stalinienne de choc : Annie Lacroix-Riz.
- Ryszard Rauba : La grève de Lwow en 1936.

Présentation

“CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S’EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L’HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD’HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L’HISTOIRE HUMAINE”

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l’enseignement primaire,
25 octobre 1908)

“IL Y A UNE GUERRE DE CLASSES, C’EST UN FAIT, MAIS C’EST MA CLASSE, LA CLASSE DES RICHES, QUI LA MÈNE, ET NOUS SOMMES EN TRAIN DE LA GAGNER”

(le multimilliardaire américain Warren Buffet,
considéré comme l’homme le plus riche du monde,
New York Times, 26 novembre 2006)

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie — intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 13 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 14 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 15 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 16 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 17 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 18 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 19 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 20 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 21 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 22 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 23 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 24 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 25 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 26 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 27 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 28 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 29 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 30 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 31 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 32 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 33 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 34 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 35 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 36 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 37 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 38 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 39 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 40 |

Commande du (des) n° (n^{os}) :

Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)

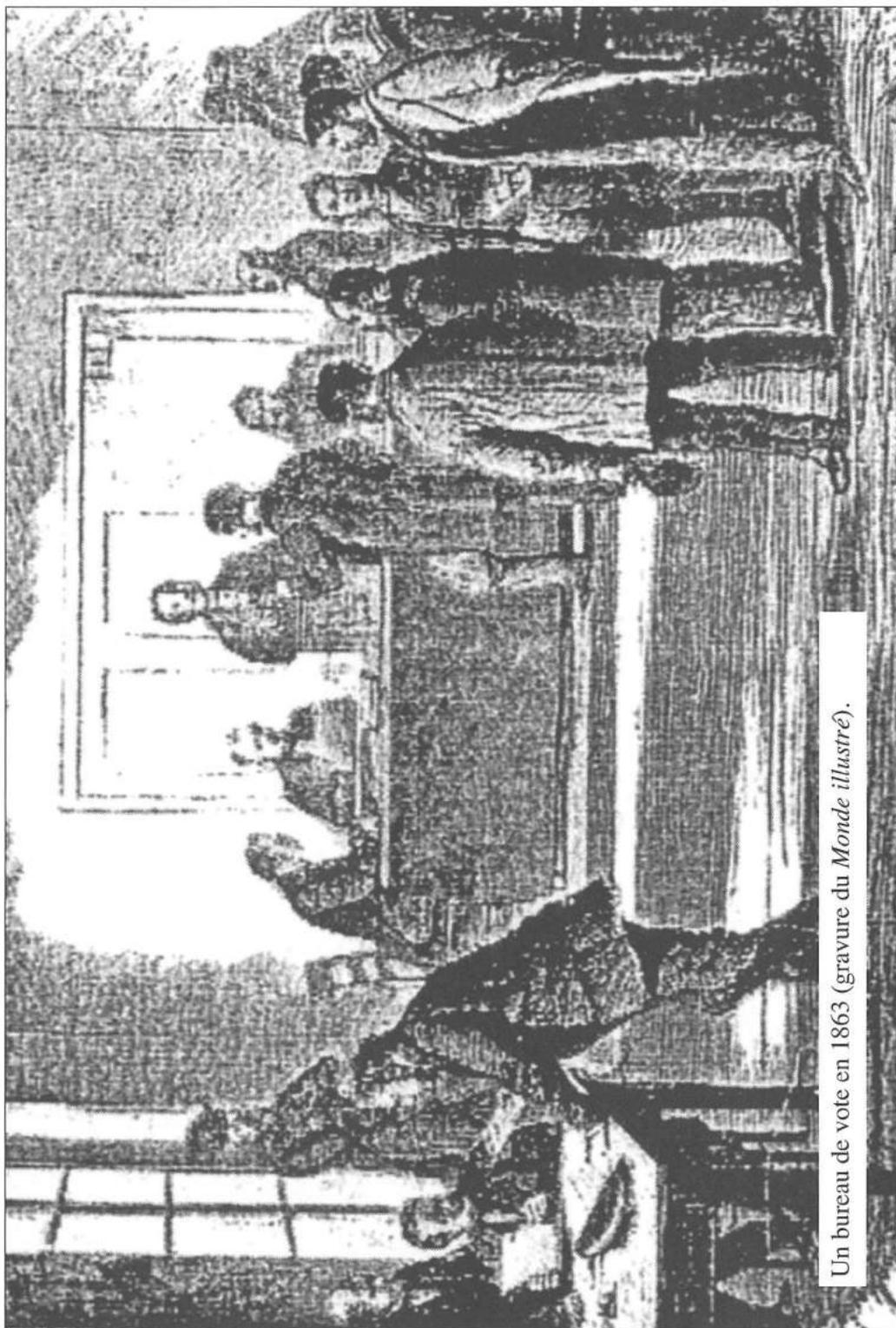
La collection des n^{os} 1 à 39 : 120 euros + 20 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Pages oubliées



Un bureau de vote en 1863 (gravure du *Monde illustré*).

Albert Thomas (1878-1932) : Histoire anecdotique du travail

“**L**ES questions économiques, les questions ouvrières sont à l'ordre du jour. Abstraction faite des luttes graves qui éclatent presque quotidiennement, la fondation même du ministère du Travail, si souvent réclamée depuis 1848, a manifesté que les problèmes sociaux devaient passer au premier rang des préoccupations gouvernementales. Or par une contradiction étrange, l'enseignement primaire semble réduit à ignorer tout cet ensemble de problèmes, de la solution desquels dépendent cependant le progrès et la vie même d'une démocratie (...). Nous avons pensé que, sous une forme historique, il était possible de proposer à l'esprit des enfants un tableau résumé de l'histoire des travailleurs, et de les préparer ainsi à examiner avec sérieux tout cet ensemble de problèmes que la vie d'aujourd'hui ne tarde jamais à poser devant eux.”

Comment ne pas être frappé par l'actualité de ces quelques lignes, qui servent de préface à l'ouvrage rédigé par Albert Thomas en 1908, *Histoire anecdotique du travail*, qui balaie en 38 chapitres, de l'extrait de l'Odyssée “*Le porcher Eumée*” à la fondation du Bureau international du travail en passant par une grève à Lyon des compagnons imprimeurs en 1572 ou par la biographie d'Eugène Varlin, cofondateur de l'Association internationale des travailleurs et martyr de la Commune de Paris, l'histoire enfouie du monde du travail ? C'est avec cette simplicité et pédagogie qu'Albert Thomas a souhaité instruire, dès l'enfance, l'histoire de celles et ceux qui n'ont d'autre richesse à vendre que leur force de travail.

Né en 1878, Albert Thomas fut une figure du mouvement socialiste sous la III^e République : élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, conseiller municipal, puis maire socialiste de Champigny-sur-Marne, député de la Seine 1910, il suit le mouvement majoritaire du Parti socialiste en 1914 en votant les crédits de guerre. Il participe même au gouvernement d'Union sacrée en tant que sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie et aux munitions, puis comme ministre de l'Armement de décembre 1916 à septembre 1917. Il quitte alors le gouvernement et redevient député. Après la guerre, il consacra l'essentiel de son énergie à la création de l'Organisation internationale du travail ; il fut élu comme premier président du Bureau international du travail en novembre 1919.

Ce parcours reste marqué par la trahison de la social-démocratie européenne en 1914, son soutien à la guerre en dépit des résolutions de la Deuxième Internationale. L'action d'Albert Thomas après la guerre a néanmoins permis la création d'une Organisation internationale du travail. Sa personnalité comme l'OIT firent débat au sein du mouvement ouvrier international après la Première Guerre mondiale. Dans son ouvrage *Albert Thomas et la création du BIT*, E. J. Pelhan, lui-même directeur du BIT, rapporte ainsi cet échange lors d'un meeting sur la création de l'organisation à Montréal.

« *La diversité des situations auxquelles Albert Thomas avait à faire peut être illustrée par un autre incident, d'un genre tout à fait différent. Il prenait la parole devant quelques centaines d'ouvriers lors d'une réunion convoquée à Montréal par la fédération canadienne*

du travail, lorsqu'il fut interrompu du fond de la salle (...). Sa voix et sa personnalité dominèrent aisément le tumulte et, abandonnant son discours original, il s'offrit à écouter les objections de son auditoire. Elles fusèrent (...). C'était un "social-traître". N'avait-il pas fabriqué pendant la guerre capitaliste des millions d'obus pour déchiquter le prolétariat esclave ! Comment pouvait-il, lui, socialiste, accepter son monstrueux traitement alors que les masses ouvrières étaient dans la misère ? (...) Lorsque ces adversaires changeaient de terrain, ils les suivaient, quel que fût le problème qu'ils avaient choisi d'évoquer : la paix, la Russie, ou les doctrines de Karl Marx, et ensuite il passait à la contre-attaque (...). Il termina par un plaidoyer raisonné en faveur de l'appui que l'Organisation internationale du travail devait trouver auprès de toutes les nuances de l'opinion du monde du travail, quelles qu'elles puissent être leurs divergences sur d'autres terrains » (pp. 242-243) ;

Le chapitre présenté renvoie à la situation politique de la France en 1863, souvent qualifiée de période libérale du Second Empire. Etabli par le coup d'Etat du 2 décembre 1851, le Second Empire fut confronté à une résistance grandissante de la classe ouvrière et des républicains dont la Commune de Paris en 1871 peut apparaître comme l'aboutissement. Assommée par la répression suite au coup d'Etat, "timide et hésitante", selon les termes de l'historien Paul Louis, elle s'affermi à la fin des années 1850 et au début des années 1860 : multiplication des organisations ouvrières sous forme de mutualité, grèves ; retour de militants proscrits suite à l'amnistie en 1859... En 1862, le régime est confronté à une grève des typographes parisiens ; Napoléon III se voit contraints de gracier les militants

condamnés. A la même période, l'empereur autorise 200 délégués ouvriers à partir à l'Exposition universelle de Londres, d'où ils reviendront avec des leçons importantes sur le trade-unionisme anglais. C'est dans ce contexte qu'ont lieu les élections législatives de 1863. Elles sont marquées par une forte progression de l'opposition, qui recueille 2 millions de voix et obtient 32 députés, dont 17 républicains. C'est aussi la première fois que la classe ouvrière décide de se présenter sous son propre drapeau. Cette première participation de la classe ouvrière sur le terrain électoral annonce le renforcement de son affirmation politique indépendante dans les années qui suivent et de plusieurs conquêtes sociales décisives : Manifeste des 60 lors des élections complémentaires de 1864, qui expose le programme des revendications ouvrières : "Liberté du travail, du crédit, solidarité" ; reconnaissance du droit de grève ; participation d'une délégation française conduite par l'ouvrier bronzier à la fondation de la Ire Internationale en 1864 et création de la section française de cette Internationale.

Ce 30^e chapitre rencontrera certainement un écho particulier chez tous les militants ouvriers qui se présentent régulièrement à des élections, en sachant par avance l'énergie formidable qu'il faut déployer dans ce combat et la faiblesse des résultats en termes de suffrages qu'ils peuvent recueillir. Mais la conclusion n'est-elle pas aussi d'une grande actualité : "L'idée était lancée, l'idée allait demeurer que les ouvriers ne pourraient vraiment être défendus et représentés que par des hommes issus de leurs rangs" ?

Jean-Michel Delaye

“Le candidat ouvrier”

Les élections de 1863

C'était en 1863, au mois de mai. Dans un petit cabaret de la rue des Gravilliers, quelques ouvriers se trouvaient assis. Ils parlaient assez bas, bien que le patron de l'établissement semblât des leurs et qu'il dévisageât attentivement chaque nouvel arrivant. Mais à l'époque de l'Empire, lorsqu'on parlait politique, il fallait toujours prendre des précautions. Et sûrement ces ouvriers parlaient politique, car on entendait de temps à autre monter de leur petit groupe les noms de Guérout, de Havin et de Girardin, c'est-à-dire de ces journalistes dont la candidature comme députés passionnait en ce moment-là toute la population parisienne.

On allait, en effet, sous peu de jours, procéder aux élections pour le Corps législatif. L'Empire, établi par le coup d'Etat du 2 décembre 1851, était sans doute encore tout-puissant. Mais, depuis 1859, les proscrits républicains, grâce à l'amnistie, étaient rentrés ; la jeunesse des écoles, toujours indépendante, s'était mise à étudier avec ardeur les œuvres des grands philosophes de la démocratie ; les ouvriers des faubourgs, accablés sous le poids des loyers coûteux et du pain cher, avaient tenté d'améliorer leur sort : les typographes avaient fait grève, et leur cause était si juste que l'empereur avait gracié ceux qui avaient été condamnés pour avoir poussé à la grève. Enfin, l'année précédente, en 1862, des délégués ouvriers avaient été envoyés à l'Exposition de Londres ; là, ils avaient appris comment leurs confrères anglais, souvent moins habiles qu'eux-mêmes, s'organisaient librement et gagnaient de hauts salaires. C'était tout un grand remuement d'idées, tout un bouillonnement d'espérances qui agitait alors la

classe ouvrière parisienne. Les délégués de Londres avaient écrit des rapports, où ils décrivaient le fonctionnement des syndicats anglais. Ils réclamaient le droit de fonder eux aussi des chambres syndicales ouvrières. D'autres s'efforçaient d'engager les sociétés de secours mutuels dans la lutte pour les salaires. D'autres voulaient tenter une fois encore de fonder des associations de production.

Les ouvriers qui se trouvaient ce soir-là chez le marchand de vins de la rue des Gravilliers avaient été, pour la plupart, des délégués à Londres. Depuis lors, ils n'avaient cessé de rêver à l'action possible qui leur permettrait d'assurer à la classe ouvrière la liberté dont elle avait besoin. Si un inspecteur de police, à l'œil un peu exercé, était entré dans la petite salle, il aurait vu tout de suite que ce n'était pas pour boire et plaisanter qu'ils étaient réunis là, car les verres qu'on leur avait servis étaient encore aux trois quarts pleins, depuis plus d'une heure qu'ils parlaient.

“Tolain ne revient toujours pas ! dit brusquement, en haussant la voix, l'un d'entre eux.

— Il est probable, dit un autre, que les négociations ne vont pas toutes seules et que, malgré les efforts de l'ami Beslay, les dictateurs bourgeois, Messieurs les journalistes ou les vieux de 48 ne veulent pas accorder ce que nous demandons,

— Bah ! l'on verra bien, repartit un troisième ; si ces Messieurs ne veulent pas reconnaître le bien-fondé de nos demandes, nous saurons bien les y contraindre.”

Et, frappant un grand coup de poing sur la table, celui-là, un petit homme noir, à l'œil vif et à la mine résolue, fit trembler les verres.

Il y eut un moment de silence : chacun de son côté réfléchissait aux négociations qui, là-bas, dans le salon de M. Carnot, l'ancien ministre de 1848, continuaient à se poursuivre.

Il s'agissait, en effet, de savoir comment, pour ces élections, seraient choisis les candidats de l'opposition, et plus particulièrement les candidats républicains.

Il y avait des jours déjà que les négociations duraient.

Carnot avait fondé, en vue des élections, un grand comité républicain. Dans ce comité, Beslay, un vieil ami de Proudhon, très honnête homme, demeuré en contact avec les ouvriers des ateliers, avait demandé qu'on formât, dans les différents quartiers, des réunions ouvrières, qui elles aussi devaient envoyer des délégués au comité central de Carnot.

Or ces délégués s'étaient déjà opposés à la candidature de plusieurs hommes de 1848, de Garnier Pages, qui avait proposé l'impôt si lourd, appelé l'impôt des quarante-cinq centimes, et de Marie, l'ancien ministre, complice de la dissolution des ateliers nationaux.

Mais ils voulaient plus. Ils réclamaient deux circonscriptions pour des ouvriers ; et c'était cette demande que Tolain avait été chargé de soutenir en leur nom à la réunion qui se tenait chez Carnot.

Ouvriers et bourgeois

Cependant la nuit tombait tout à fait, et, déjà, à toutes les fenêtres brillèrent les lampes, lorsque la porte s'ouvrit et qu'un homme, jeune encore, maigre et long, à l'allure un peu dégingandée, entra. Il s'assit à la table. Tous se rapprochèrent ; et d'une voix ferme, décidée, sans éclat, en homme réfléchi et posé, Tolain, car c'était lui, raconta ce qui s'était passé.

«Voici, dit-il. Je suis donc allé trouver, comme c'était convenu, les hommes de l'opposition. Je leur ai dit pourquoi nous souhaitons avoir un candidat choisi parmi les nôtres, parmi les ouvriers. Je leur ai montré que seuls des hommes de notre classe pouvaient bien connaître

nos besoins et étaient capables de défendre nos intérêts. Je leur ai dit comment nous voulions obtenir le droit de faire grève sans être traités en malfaiteurs, comment nous voulions avoir le droit de créer des syndicats sans être traqués par la police, comment nous voulions assurer dans nos sociétés mutuelles des secours à ceux d'entre nous qui ne trouvent point de travail.

Vous vous doutez bien de tout ce qu'on m'a répondu encore une fois.

Vous le saviez à l'avance. Nos demandes ? Nous n'avons qu'à les écrire : les bons orateurs, les bons journalistes qu'on nous proposera et que nous nommerons se chargeront de les soutenir en excellents avocats ! — Un élu, disent-ils encore, représente tout le monde ; il ne peut pas représenter seulement une classe, même la plus nombreuse : depuis 1789, il n'y a plus de classes en France.

— Oui, oui, c'est la chanson bien connue, s'écria un des plus vieux, et tu n'as pas besoin, Tolain, de nous résumer tous leurs beaux discours. Les MM. Perche, eux, ont le droit reconnu, admis de chacun, de représenter tous les grands banquiers, tous les constructeurs de chemins de fer et les heureux actionnaires des compagnies financières ; mais nous, nous n'avons pas le droit de faire entendre notre voix, et les bons républicains qui demandent nos suffrages veulent nous imposer silence.

— Alors, reprit un autre, c'est fini, c'est le refus net ?

— Oui, Murat, répondit Tolain. Point de candidat ouvrier ! Sur ce point, les journalistes, les hommes de 48 et tous les jeunes ambitieux, qui se chamaillaient encore il y a quelques jours, se sont retrouvés d'accord. Les Girardin de la Presse, les Havin du Siècle, les Guérout de l'Opinion nationale, tous ces beaux Messieurs se querellaient ferme, hier encore, avec les hommes de 48. Contre les ouvriers, ils se retrouvent des alliés. Il est vrai, ajoute-t-il en riant, que nous leur aurions enlevé deux places... Et il fallait voir les mines s'allonger, quand je faisais ma proposition.

— Eh bien ! dit Murat, nous, les mécaniciens, Buette, les deux Aubert et

moi, nous allons vous demander de poser nous-mêmes, tout seuls, une candidature ouvrière.

— Il faut voir ! dit Tolain. Est-ce que vous ne craignez pas de détourner de nous ceux qui nous sont sympathiques ? Est-ce que vous ne craignez pas qu'on nous accuse de mettre le trouble dans les rangs de l'opposition et de faire ainsi le jeu de l'Empire ?

— Non ! non ! Tant pis pour eux ! dit Murat avec violence. Puisqu'ils nous ont repoussés, marchons tout seuls et nous dirons pourquoi. Nous dirons que nous voulons défendre nos droits de travailleurs, nous rappellerons à tous que les travailleurs doivent être traités exactement comme leurs patrons, comme les riches, et si l'on nous accuse de faire le jeu de l'Empire, il nous sera facile de nous disculper. Il y a des orléanistes, des ennemis irréductibles de l'Empire, qui se présentent tout seuls, en indépendants ; nous ferons comme eux. Et puisque l'heure presse, eh bien ! choisissons tout de suite notre homme. Moi, je demande à l'ami Blanc s'il veut bien être notre candidat.

— Diable ! qu'est-ce que va dire mon patron ? s'écria l'intéressé (Blanc, en effet, était metteur en pages de l'Opinion nationale, le journal de Guérout, l'un des candidats.) Quelquefois, le soir, quand je mettais l'Opinion en pages, ces derniers jours, il est venu rôder autour de moi et a tenté de me faire parler. Quand il va savoir que je suis candidat, candidat dans ces conditions, que va-t-il dire ?

— Eh ! il dira ce qu'il voudra : il n'avait qu'à soutenir nos demandes, lui et son ami Havin, à la réunion Carnot.

— Enfin, dit Murat, tu acceptes ?

— Il le faut bien, puisque je suis encore, de nous tous, le plus indépendant, le plus libre.

— Vive donc Blanc, notre candidat !

— Maintenant ce n'est point tout cela, dit familièrement Tolain, l'homme pratique ; nous n'avons point beaucoup de jours, il va falloir nous presser. Patron, apporte une plume et de l'encre. Blanc, tu vas monter dans la petite chambre ; tu rédigeras ta première circulaire : nous la porterons au Temps. Le Temps, lui,

n'aime point les dictateurs ; c'est un journal indépendant : sûrement il l'insérera. Nous annoncerons des réunions, nous ferons quelques petites affiches, et je suis bien certain que nous trouverons des amis."

Alors, ce fut dans le petit groupe une agitation fébrile : l'un proposait d'établir des listes de souscription ; l'autre indiquait les réunions auxquelles on pouvait assister. Murat dressait des listes de camarades, qu'il fallait aller trouver dans les ateliers. Louis Aubert calculait les dépenses et Vanhamme se proposait pour coller lui-même les affiches.

La bonne gaieté ouvrière s'en mêlait. On plaisantait déjà Blanc sur son entrée solennelle au Corps législatif.

"Nous nous cotiserons tous pour t'acheter une redingote, et le jour de ton premier discours, nous serons à notre poste, dans la tribune du public, au Corps législatif. Ce jour-là, il n'y aura pas de patron qui tienne..."

Au fond, ni les uns ni les autres, pas même le candidat, ne se laissaient aller à cette espérance. Mais ils tenaient à affirmer leurs principes ; ils tenaient à bien marquer que, dans le parti républicain, tous devaient être égaux, ouvriers ou bourgeois. Après huit jours de belle lutte et de discussions passionnées, malgré les encouragements des ateliers parisiens, malgré de belles adresses envoyées par les ouvriers lyonnais, Blanc obtint tout juste 332 voix.

Il rentra dans sa blouse, ainsi qu'il disait, "comme un diable à ressort rentre dans sa boîte", après avoir seulement inquiété un instant les autres candidats (car les candidats s'inquiétaient facilement). Mais l'idée était lancée, l'idée allait demeurer que les ouvriers ne pourraient vraiment être défendus et représentés que par des hommes issus de leurs rangs.

RÉFLEXIONS. — Il importe de bien marquer comment les ouvriers se sont trouvés amenés à concevoir et à désirer une représentation particulière de leur classe au Parlement.

Nous avons relaté dans le précédent récit et au début de celui-ci les grands ef-

forts faits par eux pour fonder soit des sociétés de résistance (syndicats), soit des coopératives. Mais pour qu'une action syndicale et coopérative porte tous ses fruits, il faut qu'elle puisse se déployer librement : il faut que le gouvernement ni la loi ne l'entravent. Il faut que le droit de grève, que le droit d'association soient reconnus.

Or depuis 1860, le gouvernement fait de nombreuses avances à la classe ouvrière. Il lui laisse entendre, en quelque manière, qu'il tolérera ses initiatives si elle se montre dévouée à l'Empire. Un certain nombre d'ouvriers acceptent cette politique : ils s'efforcent de mériter les faveurs impériales par leur dévouement au régime.

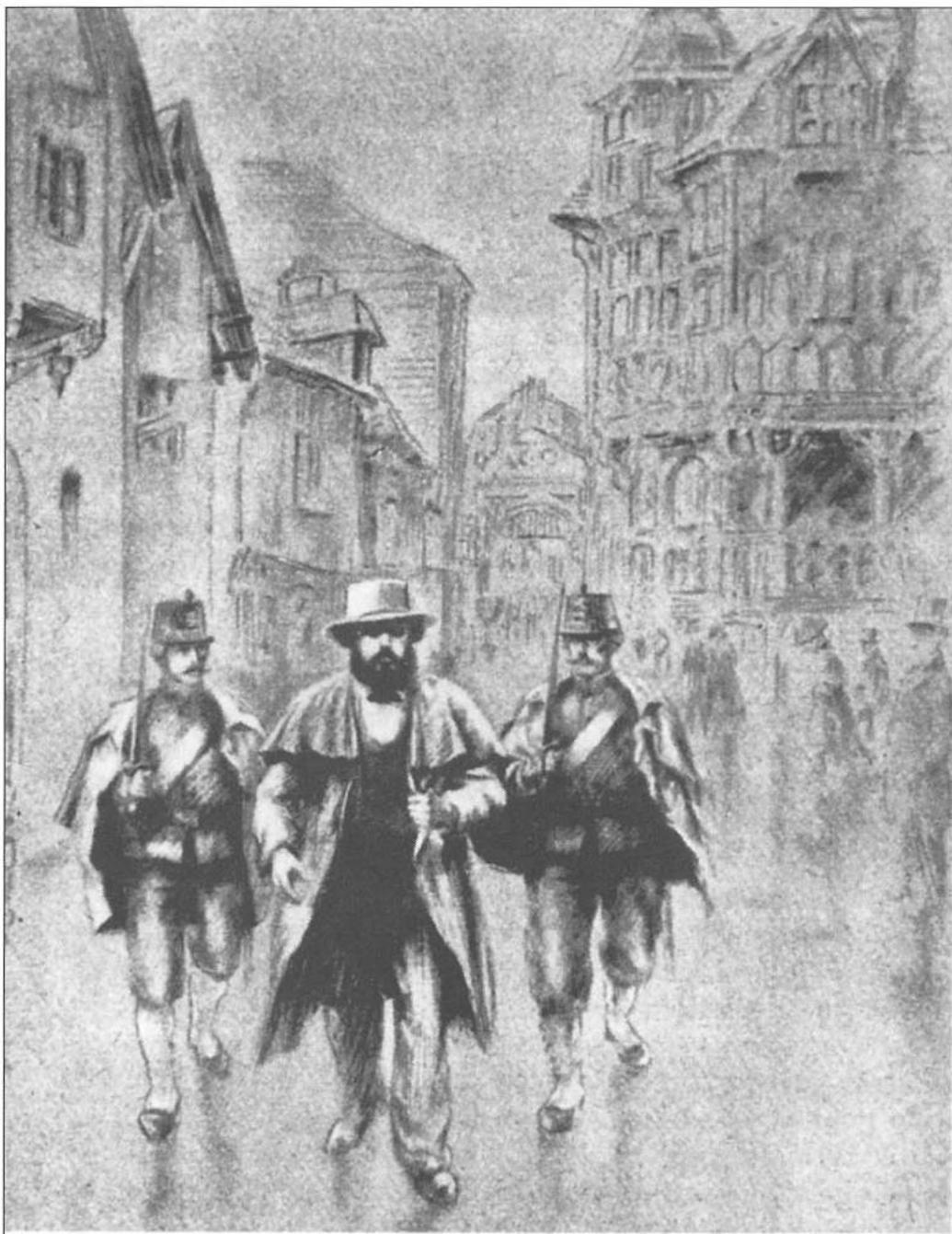
Mais la plupart des ouvriers, surtout à Paris, sont républicains. Ils ne veulent pas des faveurs impériales : ils veulent

une reconnaissance légale. Et ils s'efforcent de l'obtenir par l'action politique. Ils participent à l'effort de l'opposition libérale et républicaine, en 1863.

Cependant, cette opposition même, préoccupée avant tout d'atteindre l'Empire et sûre d'autre part que les ouvriers parisiens ne l'abandonneront pas complètement, ne fait pas à leurs revendications la place qu'elles méritent. De là l'idée de candidatures ouvrières.

La première posée fut celle du typographe J.-J. Blanc en 1863 ; la seconde, celle de Tolain, aux élections complémentaires de 1864. C'est à l'occasion de celle-là que fut publié le célèbre *Manifeste des soixante*, où l'on trouve exprimée tout au long l'idée d'une action politique indépendante de la classe ouvrière.

Pascal Serman :
En relisant
les Manuscrits
mathématiques
de Marx



L'interpellation de Marx à Bruxelles en février 1848.

Marx et le calcul différentiel

DANS le discours prononcé lors de l'enterrement de Marx en 1883, Engels signalait l'existence de travaux mathématiques de son ami et camarade de combat. De fait, depuis 1863, Marx étudiait le calcul *infinitésimal* (ou *différentiel*, ce qui est la même chose). Il a laissé plusieurs manuscrits et près d'un milliers de pages de notes sur le sujet.

Il aura fallu attendre 1968 pour une première publication, bilingue allemand-russe, par une équipe de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, dirigée par S. Janoskaja — avec une importante présentation rédigée par S. Janoskaja et un appareil critique substantiel —, 1969 pour une traduction allemande de la présentation originale de S. Janoskaja — publiée dans une revue de RDA —, 1974 pour la publication des textes allemands — en RFA —, 1983 pour une traduction anglaise, enfin 1984 pour une traduction française par Alain Alcouffe, professeur d'économie à l'université de Toulouse (*).

Retenant — comme c'était le cas pour les éditions allemande et anglaise — les travaux de Marx sur le calcul différentiel, Alcouffe reprend les notes de l'édition russe — qui suivent les calculs de Marx pas à pas —, ainsi que les commentaires de l'édition allemande de

1974 ; enfin, il reproduit les *appendices* figurant dans l'appareil critique russe, car, écrit-il, ils brossent "*un splendide panorama des pratiques mathématiques dans les sources utilisées par Marx*".

Marx, Hegel et le Calcul

Sous ce titre, une passionnante introduction précède les manuscrits proprement dits.

Retraçant la démarche de Marx à l'égard des mathématiques, Alcouffe souligne l'influence de Hegel sur ses recherches. Selon lui, les manuscrits sont un "*matériau important pour l'économiste, mais aussi pour le mathématicien et le philosophe, qu'ils se réclament ou non de Marx*".

A l'attention de l'économiste :

Au risque de surprendre le lecteur, Alcouffe affirme que Marx "*n'a pas été guidé dans ses travaux mathématiques seulement ou même principalement par le souci des applications en économie*", et qu'au contraire "*la place qui doit être accordée aux préoccupations récréatives ou ludiques et philosophiques est (...) au*

(*) *Manuscrits mathématiques de Marx*, traduction Alain Alcouffe, éditions Economica, Paris, 1984.

moins aussi importante que celle du projet économique”.

A l'attention du mathématicien et à celle du philosophe :

“Si une analyse forcément rapide, mais scrupuleuse, nous a conduits à écarter parmi les motivations de Marx un souci d'utilisation immédiate en économie, plusieurs éléments marquant une relation Hegel-Marx sautent aux yeux quand on examine les conditions dans lesquelles Marx s'est intéressé au calcul différentiel, et, plus encore, le contenu de ces travaux.” S'intéressant donc au lien entre la dialectique hegelienne et les mathématiques, Alcouffe ne pouvait pas ne pas rencontrer l'analyse non standard (1). Affirmant que cette théorie mathématique “oblige à une relecture de Hegel dans la mesure où elle inscrit manifestement dans le champ mathématique les remarques de Hegel”, il conclut que “l'examen détaillé de Hegel n'est nullement une digression par rapport aux MMM, mais est, au contraire, le prérequis pour les aborder”.

A l'attention du philosophe et à celle du marxiste :

Dans la conclusion de cette introduction, Alcouffe prend résolument le contre-pied de la démarche pseudo-marxiste du philosophe stalinien Althusser (2). Il n'hésite pas à écrire que les manuscrits mathématiques, « résultat de vingt années de travail de Marx sur des mathématiques de la science de la logique, devraient, à tout le moins, provoquer un réexamen des thèses de la “coupure” et ruiner certaines discussions byzantines pour situer “la” rupture Marx-Hegel ».

Les manuscrits mathématiques proprement dits

Dans les deux premiers manuscrits, *Sur le concept de fonction dérivée* et *Sur la différentielle*, qui peuvent être considérés comme achevés, Marx s'intéresse au concept. Il fait donc œuvre de philosophe. Cela dit, pour étudier le concept,

Marx effectue des calculs, il fait donc œuvre de mathématicien. Au fil des calculs, Marx formule des remarques, pose des questions auxquelles il cherche à répondre, effectue des retours en arrière (plus exactement, revient à une formulation antérieure qu'il enrichit de sa nouvelle constatation).

Dans les ébauches regroupées sous le titre *Sur l'histoire du calcul différentiel*, Marx ne se contente pas de philosopher en calculant ou de calculer en philosopant, il soulève des questions de fond.

Pour comprendre l'intérêt des extraits qui suivent, une digression est nécessaire. Dans le calcul différentiel mis au point en 1671-1672 par Newton et Leibniz, indépendamment l'un de l'autre, on calcule avec de mystérieuses quantités : les quantités *infinitésimales*. Qu'on en juge : la quantité infinitésimale existe, elle varie, augmente, diminue, le mathématicien l'ajoute, la retranche, multiplie par elle, va jusqu'à diviser par elle. Seulement, pour arriver à la fin du calcul, le calculeur annule cette quantité — selon Newton, elle s'évanouit, selon Leibniz, on la néglige —, mais le résultat est le même : ce qui est quantité au début du calcul ne l'est plus avant même la fin du calcul. Autrement dit, l'*infinitésimale* est une quantité tout en n'étant pas une quantité. Au nom de la rigueur implacable de la logique métaphysique d'Aris-

(1) Théorie mathématique forgée au début des années 1960 par le mathématicien allemand Abraham Robinson (1918-1974), dans laquelle les infiniment petits et les infiniment grands sont pour la première fois rigoureusement définis, sans difficulté conceptuelle particulière. Cette théorie, qui réconcilie les mathématiques et le monde réel, est cependant très controversée dans le “monde” des mathématiques.

(2) Louis Althusser fut longtemps le philosophe officiel du Parti communiste français. Le mathématicien et marxiste Gérard Bloch notait ceci, à propos du concept de *coupure épistémologique* cher à Louis Althusser et à son école : “Le terme de coupure épistémologique prétend désigner, dans le langage de M. Althusser et de ses nombreux disciples — en fait, tous les philosophes du PCF le sont (...) —, une date avant laquelle Marx ne serait pas marxiste et après laquelle il le serait. Cette date, cependant, est d'une étonnante variabilité chez M. Althusser” (Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction, notes et avant-propos de Gérard Bloch, éditions Pie, 1984, note [20], p. 88).

tote, logique qui présidait depuis plus de vingt siècles à l'activité mathématique, les mathématiciens se sont vu contraints, bon gré, mal gré, à renoncer à l'usage des quantités infiniment petites. Mais cela est une autre histoire, qui commence en 1821 (3).

Revenons aux manuscrits mathématiques de Marx. Dans *La marche du développement historique*, Marx distingue trois moments dans l'histoire du calcul différentiel : le calcul différentiel *mystique* (Newton, Leibniz), le calcul différentiel *rationnel* (d'Alembert), le calcul différentiel *purement algébrique* (La-grange).

C'est en s'intéressant au *calcul différentiel mystique*, celui de Newton-Leibniz, que Marx soulève la question cruciale.

Pour l'intelligence des extraits des manuscrits qui vont suivre, une nouvelle (et brève) digression s'impose. Pour représenter un infiniment petit, Marx utilise indifféremment la notation de Leibniz, dx , ou celle de Newton, \dot{x} . Lorsqu'on ajoute à une quantité x une quantité finie (ordinaire), le terme ajouté est noté Δx . Ainsi, la quantité x , lorsqu'elle augmente, devient $x + \Delta x$. Toute la difficulté provient du passage de l'accroissement fini Δx à l'accroissement infiniment petit dx ou \dot{x} . Car tant dans le traité que Newton rédige (4) que dans les lettres que Leibniz envoie à partir de 1672, $x + \dot{x}$ ou $x + dx$, c'est toujours x , sans pourtant l'être tout à fait.

Les premières lignes de *La marche du développement historique* sont les suivantes :

"1) Le calcul différentiel mystique : $x_1 = x + \Delta x$, transformé désormais en $x_1 = x + dx$ ou $x + \dot{x}$, où dx est supposé par une explication métaphysique. Il existe d'abord et il est expliqué ensuite."

Plus loin, Marx écrit :

"La seule question qui pourrait être soulevée : Pourquoi y a-t-il la suppression violente de certains termes que l'on trouve en chemin ? Cela suppose précisément que l'on sache qu'ils encombreront le chemin et n'appartiennent pas réellement à la dérivée.

Réponse très simple (5) : on l'a trouvée de façon purement expérimentale. Non seulement les dérivées effectives de beaucoup de fonctions de x parmi les plus élaborées étaient connues depuis longtemps (...), mais on découvrit cela également grâce à l'expérimentation la plus décisive qu'il soit, précisément en manipulant la plus simple des fonctions algébriques du deuxième degré."

Décrivant minutieusement la démarche de Newton-Leibniz, Marx effectue les calculs suivants, qu'il présente avec les notations de Leibniz, puis avec celles de Newton, montrant ainsi qu'il les considère comme rigoureusement équivalentes :

$$y = x^2$$

$$y + dy = (x + dx)^2 = x^2 + 2xdx + dx^2$$

$$y + \dot{y} = (x + \dot{x})^2 = x^2 + 2x\dot{x} + \dot{x}^2."$$

Si l'on enlève, dans les deux membres, la fonction originelle x^2 ($y = x^2$), il vient

$$dy = 2xdx + dx^2 \quad \text{ou} \quad \dot{y} = 2x\dot{x} + \dot{x}^2."$$

"Si j'élimine, poursuit Marx, les derniers termes dans les deux membres [droits], on a

$$dy = 2xdx \quad [\text{ou}] \quad \dot{y} = 2x\dot{x}."$$

Et enfin :

$$\frac{dy}{dx} = 2x \quad \text{ou} \quad \frac{\dot{y}}{\dot{x}} = 2x."$$

"On ne savait pas que ce résultat mathématiquement correct reposait sur la supposition tout aussi mathématiquement fondamentalement fautive que $x_1 - x = \Delta x$ puisse être (confondu) avec $x_1 - x = dx$. Sinon on aurait obtenu le même résultat non pas par un escamotage, mais par une opération algébrique du style le plus simple, et on l'aurait présenté au monde mathématique.

Ainsi on croyait même au caractère mystérieux de la façon de calculer que l'on venait de découvrir et qui fournissait des résultats exacts (et en outre véri-

(3) Cf. Augustin Louis Cauchy, cours d'analyse de l'Ecole royale polytechnique, Paris, 1821.

(4) *La méthode des fluxions et des suites infinies*. Non publié du vivant de son auteur. Première traduction française publiée par Buffon en 1740.

(5) Souligné par Marx.

tablement surprenants dans leurs applications géométriques) grâce à des procédés positivement faux. On était si profondément mystifié, on appréciait la nouvelle trouvaille d'autant plus, on rendait la troupe des vieux mathématiciens orthodoxes d'autant plus enragée et on provoquait tellement la clameur opposée qu'elle retentit même chez les profanes et qu'elle est nécessaire pour frayer le chemin de la nouveauté."

Ainsi Marx prend-il résolument le parti de ceux qui fraient "le chemin de la nouveauté", nonobstant la coexistence du vrai et du faux dans les raisonnements. Et il poursuit, vingt années durant, sa recherche du concept qui justifierait leurs tours de prestidigitation logique. Ne pouvant concevoir l'analyse non standard, qui ne verrait le jour que dans les années 1960, sa recherche du concept pouvait-elle aboutir ?

Pour conclure

Les quelques extraits des manuscrits présentés ci-dessus ont été choisis parmi ceux dont la compréhension ne nécessite selon nous pas de connaissance particulière, ni sur le calcul infinitésimal ni sur les fondements de la logique mathématique. Nous sommes convaincus que, tout en travaillant le calcul infinitésimal de l'intérieur, Marx travaillait déjà à le rendre accessible au plus grand nombre.

En cela, nous rejoignons Gérard Bloch écrivant en 1987 à un jeune mathématicien (6) : « Une difficulté supplémentaire est qu'on ne peut prétendre valablement travailler sur les fondements de la logique mathématique (...) sans en avoir un minimum de connaissance "de l'intérieur" ». » Nous ajouterons que le professeur d'économie Alain Alcouffe a réalisé un travail remarquable, étudiant le calcul infinitésimal "de l'intérieur", lisant tous les livres cités par Marx dans ses manuscrits, ainsi que les deux éditions de la *Science de la logique* de Hegel, avant de rédiger sa passionnante introduction (*Marx, Hegel et le Calcul*).

Alcouffe a selon nous indéniablement raison : la lecture des manuscrits mathématiques de Marx est à conseiller à l'économiste, au mathématicien et au philosophe, qu'ils se réclament ou non de Marx. Cela dit, nous espérons avoir convaincu le lecteur peu familiarisé avec le calcul infinitésimal ou avec la logique mathématique que la lecture de l'introduction d'Alcouffe (*Marx, Hegel et le Calcul*) est d'un intérêt qui dépasse ceux de l'économiste, du mathématicien et du philosophe, qu'ils se réclament ou non de Marx.

Pascal Serman

(6) Gérard Bloch, *Ecrits*, vol. 1, Selio, Paris, 1989, p. 10.

Jules Guesde : le Parti ouvrier et la condition de la femme ouvrière

En août 1881, Jules Guesde se présente comme candidat de la Fédération ouvrière socialiste du Nord dans la circonscription de Roubaix aux élections, face à un candidat républicain et à un candidat bonapartiste. Les républicains accusent Guesde de diviser leurs rangs.

Le 21 août, Guesde obtient 494 voix sur 10 868 votants, soit un peu moins de 5 % des voix. La Fédération ouvrière socialiste du Nord commente ce résultat dans un bref communiqué où elle remercie Jules Guesde, *“dont la campagne socialiste révolutionnaire, pour n’avoir pas abouti immédiatement, n’en portera pas moins ses fruits dans un avenir prochain”*.

Le communiqué donne enfin le sens que la Fédération attribue à la campagne électorale de Guesde : *“Grâce au scrutin d’hier, la guerre des classes d’où peut seulement sortir l’affranchissement du travail a commencé dans le Nord à Roubaix et à Douai.”*

Avant de rentrer à Paris, Guesde décide d’organiser un meeting exclusivement réservé aux femmes pour expliquer aux ouvrières de la région la position de son jeune parti sur cette question. Dans sa biographie de Jules Guesde, Compère-Morel a résumé en détail son discours. Ce sont ces deux pages que nous reproduisons ci-dessous.

“Mettre fin à la triple exploitation civile, politique et économique de la femme”

AVANT de rentrer à Paris, Guesde fait une réunion exclusivement réservée aux femmes, au Fontenoy, le 25 août 1881.

Plus de cinq cents citoyennes ont répondu à l'appel de la Fédération ouvrière socialiste. La salle primitivement choisie se trouve trop petite et il faut, au dernier moment, se transporter dans l'immense couloir de la Brasserie populaire.

C'est là, au milieu d'un silence complet, que Guesde peut, une heure durant, exposer comment la femme — comme femme et comme ouvrière — est *la grande sacrifiée* de l'ordre social actuel.

Il la montre dans l'ordre civil, subordonnée à l'homme, à qui elle doit obéissance, comme père et comme mari, et sans le consentement formel duquel elle ne peut faire aucun mouvement, aucun acte. Dans l'ordre politique, c'est pis encore : là, la femme n'existe pas.

La souveraineté nationale, c'est la souveraineté de la partie masculine de la nation. Les droits du citoyen ont pu être proclamés, mais les droits de la citoyenne, il n'en a jamais été question, et le bourgeoisisme ne veut pas en entendre parler — courtisane, ménagère, ou machine dans l'atelier, tel est le triple rôle ou plutôt la triple prison dans laquelle il entend enfermer la femme devenue un

être en sous-ordre, quelque chose comme un chien de luxe ou un cheval de trait.

Dans l'ordre économique, la femme n'est et n'a jamais été qu'un moyen de faire baisser le salaire de l'homme. Faire faire concurrence au père et au mari par la fille et par la femme, de façon à augmenter ses profits, le capitaliste n'a jamais vu autre chose dans le travail féminin. Peu lui importe la suppression du foyer domestique ouvrier, la destruction de la famille ouvrière : à travail égal, la femme pouvait être payée moins que l'homme ; elle pouvait, en d'autres termes, rapporter davantage à ses employeurs. Cela a suffi à ces derniers pour la convertir en outil.

Eh bien ! ajoute Guesde, il s'est tout dernièrement constitué un Parti ouvrier, qui entend mettre fin à cette triple exploitation civile, politique et économique de la femme, c'est-à-dire de la moitié de l'humanité. Seuls de tous les partis politiques existants, les travailleurs socialistes proclament l'égalité de la femme et de l'homme. Seuls ils l'appellent, dans la société transformée, à la jouissance des mêmes droits et à l'accomplissement des mêmes devoirs.

Ce que nous demandons immédiatement dans notre programme électoral, c'est d'abord qu'à travail égal, la femme, en tant qu'ouvrière, soit rétribuée autant que l'homme.

Une loi doit intervenir, qui accomplisse cette œuvre de justice.

Ce que nous demandons encore, c'est qu'il ne soit fait aucune distinction entre les filles et les garçons, et que tous les enfants des deux sexes trouvent dans la société, jusqu'à l'âge de travail, la double garantie d'une instruction scientifique et professionnelle complète, et de la satisfaction de leurs besoins physiologiques.

Personnellement, vous ne profiterez pas de cette dernière réforme, mais elle bénéficiera à vos enfants, désormais à l'abri de l'ignorance et de la faim ; et à ce titre, Guesde compte que toutes les mères de famille présentes et celles qui sont appelées à le devenir se rallieront au Parti ouvrier comme à leur propre parti.

Guesde explique ensuite la raison d'être du Parti ouvrier, qui est l'antagonisme des intérêts entre prolétaires et capitalistes.

Le fabricant ou le patron n'a qu'une préoccupation : allonger la journée de travail et diminuer les salaires, parce que ses bénéfices seront d'autant plus considérables que plus de travail aura été accompli et que ce travail aura été moins payé.

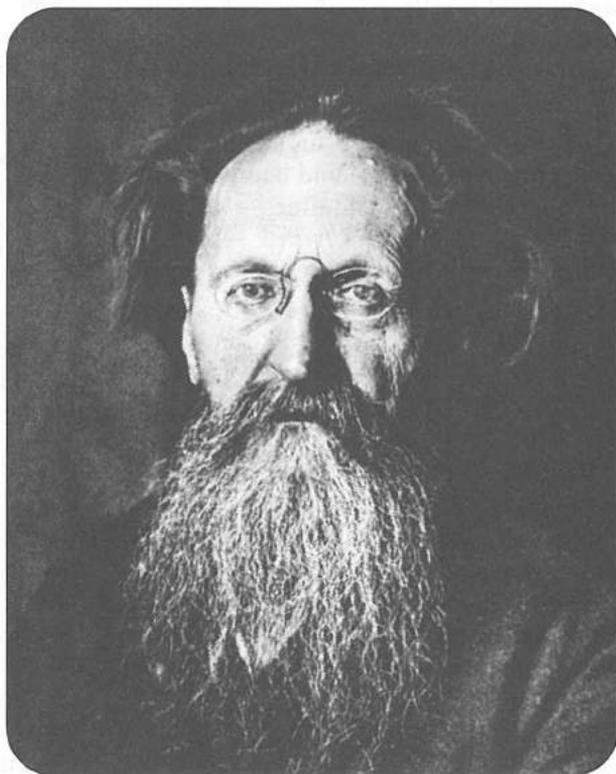
Les machines, d'autre part, leur perfectionnement se traduisent pour le capitaliste par des profits, alors que, pour l'ouvrier et l'ouvrière, dont elles prennent la place, qu'elles expulsent de l'atelier, elles ne produisent que des chômages, c'est-à-dire la misère, la faim, la mort.

Dans ces conditions irréfutables, peut-on comprendre que les travailleurs continuent à se faire représenter par les mêmes hommes, par les mêmes gouvernements que les patrons !

N'est-il pas évident, au contraire, que pour améliorer leur sort, pour s'émanciper à leur tour, comme s'est émancipé le tiers-état en 1789, ils doivent se séparer de leurs exploités, avoir leur programme à eux, leurs députés à eux, leur politique à eux ?

Vous en êtes convaincues, n'est-ce pas, citoyennes ? Vos applaudissements me le prouvent. Et cependant, parmi vos frères de travail, il y en a encore un grand nombre qui n'ont pas compris que tant que les moutons se feront représenter par les loups, ils continueront à être mangés. Et ce sera justice.

C'est à vous, en tout cas, qu'il appartient de faire revenir de leur erreur ces travailleurs trompés. Si vous n'avez pas le bulletin de vote, vous avez, en effet, dans vos mains les votants. Usez de toute votre influence, et elle est grande, pour les amener au Parti ouvrier, pour les rallier au drapeau de leur classe, et vous aurez bien mérité de l'humanité, en même temps que vous aurez travaillé à votre propre émancipation. (*Bravos et cris de "Vive le Parti ouvrier !" .*)



Jules Guesde en 1918.

Le programme du parti de Jaurès

En 1904 s'engage le processus d'unification des différents partis et fédérations autonomes socialistes, qui va aboutir en 1905 à leur fusion et à la proclamation de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Chacune des organisations est invitée à présenter ses propositions programmatiques à la commission d'unification. Celle-ci, réunie le 12 décembre 1904, prend connaissance des textes des différentes organisations.

Parmi ceux-ci figure le document présenté par le Parti socialiste français de Jean Jaurès. Ce document commence par un préambule affirmant la volonté du Parti socialiste français de parvenir à *“un pacte d'union entière, de fusion complète, d'unité définitive”*, puis, avant d'exposer son programme, affirme :

“En faisant valoir les revendications immédiates du prolétariat, en défendant les libertés publiques, les droits acquis des citoyens et des travailleurs, le Parti socialiste français n'a jamais mis les moyens et la tactique au-dessus des principes, du but final et de l'avenir du mouvement ouvrier.

Toujours, au contraire, le Parti socialiste français a regardé l'unité du parti comme une nécessité primordiale, qui élimine toute divergence dans l'action, qu'on doit accepter comme une mesure de salut public.

C'est qu'en effet l'unité du prolétariat résulte de l'évolution moderne, de la socialisation croissante des moyens de production, de la lutte de classe qui oppose le prolétariat quelquefois à une fraction seulement de la bourgeoisie, mais le plus souvent à la classe capitaliste tout entière. Cette union du prolétariat comme classe implique une action économique et politique collective, une résistance et une offensive d'ensemble : elle exige l'unité complète d'organisation.”

“Le Parti socialiste n’est pas un parti de réforme, mais un parti de révolution”

LE Parti socialiste français déclare donc que l’unification de toutes les forces socialistes en France peut se faire dans un bref délai sur les bases suivantes :

1° Le Parti socialiste est un parti de classe. Il n’a pas pour objet la réforme de la société actuelle, il se propose, au contraire, de socialiser les moyens de production et d’échange, de transformer la société capitaliste, aussi rapidement que possible, en une société collectiviste ou communiste. Il organise les travailleurs pour leur émancipation et la conquête du pouvoir politique. Ainsi, par le but et l’idéal qu’il poursuit, par les moyens qu’il emploie, le Parti socialiste n’est pas un parti de réforme, mais, au sens exact du mot, un parti de révolution.

Aucune alliance n’est donc possible entre le Parti socialiste et une portion quelconque de la classe capitaliste. Si, dans des circonstances exceptionnelles, la coalition peut paraître nécessaire, le parti devra appliquer la résolution du Congrès international de Paris, en 1900.

La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois.

Résolution : I. — Alliances : Le congrès rappelle que la lutte de classe interdit toute espèce d’alliances avec une

fraction quelconque de la classe capitaliste.

Etant admis même que des circonstances exceptionnelles rendent nécessaires, par endroits, des coalitions (bien entendu, sans confusion de programme ou de tactique), ces coalitions, que le parti doit s’attacher à réduire à leur minimum jusqu’à complète élimination, ne sauraient être tolérées qu’autant que leur nécessité aura été reconnue par l’organisation nationale ou régionale dont relèvent les groupes engagés.

2° Les élus du parti forment au Parlement un groupe unique, distinct de tous les groupes des partis bourgeois. Ils doivent se réunir et se concerter pour réaliser autant que possible l’unité de vote, s’inspirer en toute circonstance des principes du parti et des décisions des congrès (congrès communs des organisations socialistes de France et congrès internationaux).

Les élus du parti doivent refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et la maintiennent au pouvoir. Si certains budgets, comme ceux de l’instruction publique, de l’assistance sociale, des services publics productifs, intéressent plus particulièrement le prolétariat, il n’en est pas moins vrai que ces budgets particuliers ont, eux aussi, un caractère de classe et que le budget, dans son ensemble, est

la chose et l'instrument de la classe dominante.

En conséquence, les élus du parti refuseront de voter l'ensemble du budget, les budgets de la guerre et de la marine, les crédits de conquête coloniale et les fonds secrets.

Ce refus de voter le budget est surtout un vote d'opposition : toutefois, c'est plutôt une question de tactique qu'une question de principe. La situation politique générale, les réformes incorporées dans le budget, si elles assurent au prolétariat des avantages décisifs pour son organisation et son développement, peuvent autoriser des exceptions. Ces exceptions ne pourront être admises que par une décision prise, à la majorité des trois quarts des voix, par le groupe parlementaire.

Pour le parti, l'action politique et parlementaire n'a pas seulement pour objet la protestation et l'agitation. Elle doit encore conserver et étendre les libertés politiques, les droits des travailleurs, réaliser par un effort constant et méthodique les réformes qui améliorent les conditions d'existence, de lutte et de progrès de la classe ouvrière.

Mais l'activité du parti ne saurait se borner à la poursuite des réformes, même les plus profondes, à l'organisation économique et politique des travailleurs. En mettant en avant les intérêts immédiats du prolétariat, le parti doit toujours poursuivre sa propagande sur le but final du socialisme, la transformation de la propriété privée des moyens de production et d'échange en propriété sociale — sur son idéal non pas utopique, mais réel, puisqu'il résulte de l'évolution de la société capitaliste elle-même.

Les élus du parti au Parlement, aux conseils généraux et municipaux sont placés sous le contrôle : 1° pour chaque élu, de sa fédération ; 2° pour le groupe parlementaire, et pour l'ensemble des conseillers généraux et municipaux, du congrès.

Le congrès examine les rapports du groupe parlementaire, des élus des départements et des communes : c'est à lui qu'appartient la direction générale du parti.

Le Parti socialiste français déclare, en outre, que la délégation des gauches n'a été, de sa part, qu'une pratique temporaire, qui lui a paru utile et nécessaire dans un état politique donné, qu'en fait cette délégation a cessé de fonctionner et ne sera pas renouvelée. Toutefois, dans une crise politique qui menacerait les intérêts du prolétariat, le Parti socialiste n'aurait pas à s'interdire une coalition momentanée contre la réaction.

3° Pour la presse qui se réclame du parti, il suffira d'appliquer la résolution du Congrès de Paris de 1899, qui prévoit, si on veut bien l'appliquer, des mesures efficaces et qu'il suffirait d'adapter à la constitution du Parti socialiste unifié.

Le Parti socialiste français estime enfin qu'il est indispensable de coordonner l'organisation, la propagande et l'action parlementaire. Pour cette raison, il croit qu'il ne convient pas d'exclure absolument la fraction parlementaire, en tant que telle, de la direction politique générale. Il s'agit moins de peser sur les décisions du conseil central, des réunions plénières des délégués des fédérations dans l'intervalle des congrès, que d'informer plus exactement le parti, de faire exécuter plus facilement ses résolutions. Cependant, la fraction parlementaire ne sera représentée aux délibérations du conseil central que par une délégation, qui ne pourra excéder le tiers de ses membres et le tiers des membres du conseil central.

Telles sont les bases nécessaires, selon le Parti socialiste français, de l'unification complète et définitive dans l'Etat, le département et la commune, de toutes les forces socialistes. Ses délégués ont mandat de préparer l'unité avec toutes les organisations qui acceptent les décisions du congrès de l'Internationale.

Les délégués du Parti socialiste français devront étudier les voies et moyens avec les délégués des organisations contractantes. C'est seulement lorsqu'un projet complet d'unification aura été élaboré et adopté par les délégués et les organisations qu'il y aura lieu de soumettre ce projet à un congrès général. »

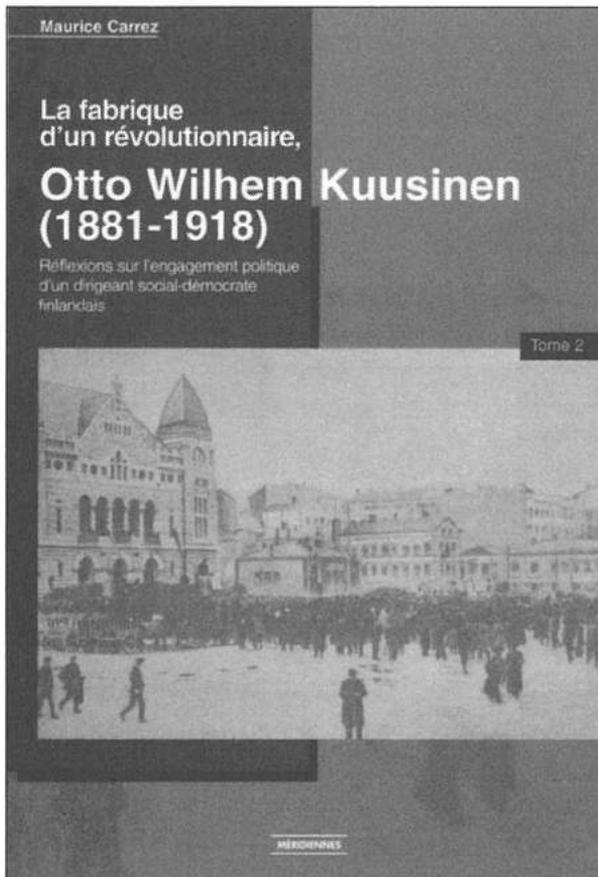
Otto Kuusinen et la révolution finlandaise de 1918

Maurice Carrez vient de publier aux éditions Méridiennes deux volumes intitulés *La fabrique d'un révolutionnaire, Otto Wilhelm Kuusinen (1881-1918)*, d'où nous avons extrait quelques pages consacrées à la révolution finlandaise de janvier-mars 1918 et à la politique qu'y développe Kuusinen, l'un des dirigeants du Parti social-démocrate finlandais, futur dirigeant du Parti communiste finlandais et de l'Internationale communiste.

Otto Kuusinen (1881-1964) fut l'un des fondateurs du Parti communiste finlandais en 1918, de 1921 à 1939 sera secrétaire du comité exécutif de l'Internationale communiste, en 1923 sera nommé membre du présidium du comité exécutif de l'Internationale. Il devient alors citoyen soviétique et est en 1940 élu député au Soviet suprême de l'URSS. En 1941, il est élu membre du comité central du Parti communiste russe. De 1940 à 1945, président du présidium du Soviet suprême de la République de Carélie finlandaise, créée en URSS après la guerre avec la Finlande. En juin 1957, après l'élimination par Khrouchtchev du "groupe antiparti" (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Boulganine, Sabourov, Pervoukhine et Chepilov, "qui se joignent à eux", selon la formule inventée par Khrouchtchev), il est nommé membre du secrétariat du comité central et du présidium du comité central du PCUS.

Pour éclairer la lecture des pages suivantes, nous ne saurions trop conseiller aux lecteurs de se reporter à l'article de Maurice Carrez sur la révolution finlandaise dans le n° 23 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (1).

(1) Maurice Carrez : "La révolution finlandaise", *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 23, pp. 53 à 72.



“Si nous n’étions pas unis, alors s’écrouleraient les espérances...”

Sus aux blancs !

La prise de pouvoir de la nuit du 27 au 28 janvier 1918 s’avéra d’emblée beaucoup plus difficile que prévu et les premiers jours de la révolution furent marqués par de lourdes incertitudes.

Certes, il y avait l’apparence d’une mécanique apparemment bien huilée.

La déclaration du Comité exécutif ouvrier, approuvée le 27, fut bien publiée à temps et connue rapidement de la population. La Délégation du peuple fut aussi instituée officiellement le lundi 28 janvier et commença aussitôt ses travaux.

On y retrouvait, comme prévu, pratiquement tous les membres de la Commission exécutive nationale du parti, à l’exception de Wiik et Gylling : Manner (président), Sirola (Affaires étrangères), Taimi et Haapalainen (Intérieur, c’est-à-dire aussi Affaires militaires), Letonmäki et Kiviranta (Justice), Turkia (Procuration), Kohonen (Finances), Eloranta (Agriculture), Elo (Postes et communications), Kuusinen (Education) ; les syndicalistes aussi étaient présents, malgré les réticences initiales, avec Tokoi (Ravitaillement), Lumivuokko (Travail) et Lindqvist (Transports). Un embryon d’administration se mit aussitôt en place dans les locaux du Sénat. On annonça

aussi, dans la matinée du 28, la création d’un Conseil suprême ouvrier (CSO, *Työviien Paaneuvosto*) de 35 membres, où devaient figurer des représentants des syndicats, du parti et des Gardes rouges (appellation désormais officielle de toutes les gardes ouvrières unifiées sous un même commandement, *l’Esikunta*, sorte d’état-major). A la première réunion de la Délégation du peuple, à 9 heures du matin, un programme, sans doute rédigé par Kuusinen, fut approuvé avec comme points principaux : la démocratisation des institutions et de l’éducation, une réorganisation de l’aide sociale qu’on voulait plus généreuse, la libération immédiate des métayers et la mise en place d’une économie répondant aux besoins (on ne parlait pas de socialisation, ce qui est à noter). Ce programme, publié le lendemain en même temps qu’une déclaration de la Délégation du peuple, fut soumis à l’approbation des travailleurs dans des réunions de masse tenues dans les principales villes du pays aux mains des rouges, c’est-à-dire Helsinki, Vyborg, Turku, Kotka, Pori et Tampere.

Globalement, la réception fut positive, même s’il y eut des critiques contre la modération jugée excessive des mesures économiques (certains souhaitaient une socialisation rapide). Par ailleurs, les Gardes rouges se mobilisèrent massive-

ment là où il leur avait été demandé de le faire, et la grève générale fut bien suivie dans les principales agglomérations du sud du pays. Enfin, l'attitude des forces russes fut plutôt bienveillante ; lors d'une réunion entre le Comité exécutif ouvrier et le comité de zone, le 28 janvier à midi et demi, on fit le point et l'on remarqua que presque partout les soldats encasernés avaient accueilli sans hostilité apparente la révolution finlandaise. A Vyborg, le mardi 29 janvier, les délégués de la 42^e armée déclarèrent que les blancs finlandais, par leurs attaques continuelles, étaient devenus des ennemis. Mais, conformément à la position officielle du gouvernement russe, ils se prononcèrent pour une position strictement défensive sans intervention directe dans les affaires finlandaises. Glazounov, pour sa part, avait demandé le 28 aux forces russes de résister aux attaques de Mannerheim. Le mercredi 30 janvier, le commissariat du peuple dépêcha Prochian auprès de la Délégation du peuple finlandaise afin de lui signifier une reconnaissance officielle.

Mais sous ces dehors apparemment victorieux, il y avait d'autres réalités beaucoup plus préoccupantes, en particulier sur le plan militaire. Le commandement des Gardes rouges connut d'emblée du tanguage. Comme les escouades de Gardes rouges envoyés au domicile des responsables politiques de droite étaient revenues les mains vides, on accusa Aaltonen d'impéritie. En réalité, sa faute principale, comme le note avec pertinence Anthony Upton, avait été de trop faire confiance aux unités locales, avec un plan d'ensemble lacunaire. Il n'avait pu que donner des directives très simples aux unités pour éviter des pertes inutiles. Il fut donc remplacé à la tête de l'*Esikunta* par Haapalainen, pour la plus grande joie de son ennemi Taimi, qui attendait son tour. La Délégation du peuple fut mise au courant le lendemain, mardi 29.

Les Gardes rouges contraints à la défensive

Sur le terrain, les Gardes rouges étaient en fait contraints à la défensive.

Au-delà d'une ligne courant en gros du Vuoksi jusqu'au sud du lac Päijänne, puis passant un peu au nord de Tampere et Pori, soit environ 15 % du territoire (il est vrai le plus peuplé et le plus riche), les Gardes rouges n'avaient que des points d'appui isolés autour d'Oulu, Kemi, Kuopio et Varkaus. Les blancs avaient déjà nettoyé le 28 toute la Carélie du Nord et tentaient même des coups de main sur les arrières des rouges, comme les Gardes civiques (blancs) d'Uusimaa à Kerava, le 30 janvier. Jusqu'au tout début février, en outre, les Gardes rouges manquèrent sérieusement d'armement ; le train venu de Petrograd n'arriva en effet à Helsinki que le dernier jour de janvier et à Tampere le 2 février 1918. Dans ces conditions, il n'était pas vraiment question de pouvoir lancer une attaque générale, comme il ressortit du rapport fait par Aaltonen (toujours membre de l'état-major) le 31 janvier devant la Délégation du peuple.

Très vite par ailleurs, les troupes russes, sur l'appui desquelles comptaient les rouges, s'avèrent défaillantes. Certes, Smilga et Cheinman avaient promis de tout faire pour inciter les soldats russes à coopérer dans les zones où les blancs se montraient agressifs, mais il y avait loin de la coupe aux lèvres. Le commandant en chef des troupes russes en Finlande, Glazounov, eut beau encourager les siens à se battre en Ostrobotnie le 28, il dut dès le lendemain renoncer à contre-attaquer ; il demanda alors à la 106^e division (ou ce qu'il en restait !) de battre en retraite, malgré l'opposition du colonel Svetchnikov. En Carélie, le 30 janvier, le comité de zone échoua dans sa tentative de mobiliser la 42^e armée contre les blancs. Les hommes ne voulaient tout simplement plus se battre, lassés des ordres contradictoires et désireux avant tout de rentrer chez eux. De ce fait, toute résistance massive étant impossible, il fut décidé de n'utiliser que des volontaires. Svetchnikov procéda de la sorte en Ostrobotnie le 31, demandant l'évacuation des autres, c'est-à-dire la grosse majorité. Ainsi, sur les 40 000 Russes présents encore en Finlande début janvier, entre 2 000 et 4 000 à peine (le deuxième chiffre inclut les Estoniens rouges) participèrent de manière spora-

dique ou continue aux combats, ce qui était loin de compenser l'aide étrangère (volontaires suédois, puis division allemande) dont bénéficiaient les blancs. Dans son rapport du 30 janvier devant la Délégation du peuple, Sirola se montra très pessimiste sur l'aide à attendre des Russes. Il y aurait, affirmait-il, une évacuation rapide. La seule promesse faite était de défendre la voie ferrée Helsinki-Petrograd en cas d'attaque blanche.

A ces problèmes d'ordre militaire, s'ajoutaient les difficultés d'ordre politique. Au sein du SSDP (1), la mobilisation des cadres n'était pas de tout repos. Certes, des gens réticents à une prise de pouvoir révolutionnaire, comme Gylling, Airola ou Salin, se rallièrent assez vite, tout comme une majorité de députés du groupe parlementaire. Des hommes de tempérament indépendant, comme Yrjö Mäkelin, ne firent pas non plus de grosses difficultés pour prendre des responsabilités. Mais il y eut à l'inverse des défections. Sans surprise, la droite du parti, avec Huttunen, Tanner, Paasivuori, Ryömä, V. Wuolikoki ou bien Keto, se retira sur l'Aventin, avec la ferme intention de profiter du moindre faux pas de la Délégation du peuple pour abattre ses cartes. D'autres éléments comme Wiik se refusèrent dans un premier temps à toute fonction officielle, avant de venir à contre-cœur rendre de menus services. Beaucoup d'autres encore trouvèrent des prétextes pour éviter de s'engager : par exemple, Af Ursin, qui évoqua une santé précaire pour éviter de prendre en charge le secteur de l'Education, Joonas Laherma ou bien l'ex-sénateur Voionmaa, qui se défila, paraît-il, lors d'une entrevue avec Kuusinen le premier jour de la révolution. Il fallut recruter beaucoup de jeunes au sein de l'administration de la Délégation du peuple pour pallier ces défections.

Une grève paralysa les principales administrations d'Helsinki

Il y eut d'autre part, mais c'était en partie prévu, de grosses difficultés avec

les fonctionnaires. Une grève paralysa les principales administrations d'Helsinki (ministères, postes, écoles, bureaux des chemins de fer, etc.) dès le 28 janvier. Elle ne put jamais être vraiment surmontée, sinon par des licenciements (officialisés le 20 février) et des remplacements (fort incomplets). Mais surtout, fait gravissime, les principaux dirigeants des partis bourgeois ainsi que les sénateurs avaient totalement échappé aux arrestations. Ils se cachaient dans Helsinki avec une facilité déconcertante en attendant de pouvoir évacuer, ce que fit Svinhufvud le 2 mars dans des conditions rocambolesques quand les blancs s'emparèrent dans le port, avec la complicité d'officiers russes, du brise-glace *Tarno* qui le mena à Tallin, puis de là en Allemagne.

On doit souligner aussi, pour finir, que l'indiscipline d'un certain nombre d'éléments des Gardes rouges entraîna dans les premiers jours du conflit des actes de violence qui inquiétèrent la Délégation du peuple. Dans une de ses délibérations du 1^{er} février, elle eut à traiter des assassinats du député Antti Mikkola et du sportif J. Halme. Elle en conclut qu'il faudrait sans doute en venir à des mesures spéciales de police. Elle était en fait soucieuse de ne pas s'aliéner l'opinion publique. En effet, si le soutien populaire ne faisait pas défaut, il était très inégal selon les groupes sociaux. La classe ouvrière, comme le montraient les réunions de masse et les engagements dans la Garde rouge, prenait généralement le parti de la Délégation du peuple. La paysannerie pauvre ne se montrait pas hostile non plus, mais avec un peu plus de réserves. La petite bourgeoisie était en revanche d'emblée hostile, sauf une minorité, tout comme les paysans propriétaires (ces deux derniers groupes sociaux formaient les gros bataillons des Gardes civiques [blancs] depuis l'été 1917). Les fonctionnaires de l'ancien Etat étaient également des opposants potentiels, y compris les plus modestes, du moment où ils portaient une casquette. Quant aux classes dirigeantes, la bourgeoisie et les gros propriétaires terriens,

(1) Parti social-démocrate de Finlande.

elles constituaient un pôle de résistance infrangible. On peut observer en outre que si, dans la Finlande blanche, une partie des couches populaires fut gagnée aux blancs grâce à une propagande présentant les rouges sous les aspects les plus rebutants, cela ne fut pas vrai des classes moyennes et dirigeantes dans la Finlande rouge.

En dépit de ce tableau peu encourageant, Kuusinen s'engagea à fond dans l'aventure. Il est possible qu'il croyait, au début, aux chances de réussite du soulèvement. Cela dit, il n'était pas le fanatique que s'employèrent à décrire Oskari Tokoi et Emil Laiho (alias Louhikko) ; leurs témoignages furent écrits, il est vrai, bien des années après les événements, et dans des circonstances où il leur était utile de charger la barque d'autrui. En réalité, comme le prouvent tous ses écrits et ses actes d'octobre 1917 à janvier 1918, Kuusinen était conscient des risques inhérents à une prise de pouvoir ; il serait pour le moins étonnant qu'il eût changé son fusil d'épaule dès la fin janvier alors qu'il avait à écouter des rapports pour le moins alarmants de la part de ses collègues ; le pouvoir rend fou, mais pas à ce point ! Au demeurant, Joonas Laherma, confus, je le concède, dans ses souvenirs, croyait si peu à cette thèse qu'il écrivit le contraire, au risque de déplaire à ses camarades de parti. Pour lui, *"Kuusinen doutait dès le début de la réussite du soulèvement. Dans la phase initiale, il était devenu pleinement convaincu que le soulèvement était condamné à échouer pour maintes raisons."*

Otto Kuusinen à l'époque où il participait à la Délégation du peuple

En tant que délégué du peuple à l'Éducation, Kuusinen se consacra naturellement à son secteur d'attribution. Il était épaulé dans sa tâche par l'énergique Hilja Pärssinen et son mari, l'un et l'autre enseignants. Le dimanche 3 février,

soit une semaine après le début de la révolution, parut une première circulaire destinée aux élèves, aux parents et aux enseignants ; on y expliquait que les cent ans écoulés avaient constitué pour le pays une *"glaciation spirituelle"* (*henkinnen jaakaust*) sous l'égide de la réaction. Le secteur éducatif se trouvait donc dans un état insatisfaisant dont il fallait le tirer. Il convenait dans un premier temps de supprimer un enseignement religieux dogmatique, digne d'un autre âge, afin d'y développer des enseignements modernes et de revoir les manuels d'histoire. La tâche essentielle était cependant la démocratisation de l'école et son ouverture réelle à tous les enfants. On annonçait pour ce faire la mise en place d'un comité de réflexion. Le samedi 9 février 1918, Kuusinen présenta à la séance du soir de la Délégation du peuple le projet de création d'un Conseil de l'éducation (*kouluneuvosto*) comprenant deux sections, l'une des affaires scolaires, l'autre de l'apprentissage. Il recommanda d'y nommer, outre les époux Pärssinen, Hulda Salmi, R. Penttinen et Y. K. Laine (qui, plus tard, minimisa beaucoup son rôle au sein de la Délégation pour les besoins de sa défense devant les tribunaux blancs). Il était prévu aussi de mettre en place un conseil des affaires culturelles (*Taideasiain neuvosto*). Le 16 février, la Délégation du peuple accepta le principe d'augmenter de façon importante les salaires des instituteurs du primaire et d'apporter une aide matérielle aux enfants pauvres des écoles.

Elle le confirma le 22 février. Ces mesures avaient pour but évident de séduire les milieux de renseignement et de la culture, dont l'appui serait d'un grand secours pour la Délégation du peuple. En même temps, la circulaire du 3 février cherchait à faire intervenir les milieux populaires dans les problèmes scolaires, ce qui était une revendication ancienne des militants sociaux-démocrates et une question souvent débattue dans les Maisons du peuple. Mais si l'écho fut plutôt positif parmi ceux qui étaient convaincus de la justesse du soulèvement, les enseignants et les artistes restèrent sourds à cet appel du pied, sans doute parce que, dans leur grande majorité, ils penchaient

pour les blancs. Beaucoup d'enseignants, par ailleurs, et même de parents, du moins à la campagne, tenaient à l'enseignement religieux traditionnel.

Mais le rôle de Kuusinen ne se limitait absolument pas à ses fonctions officielles de délégué du peuple à l'Éducation. Sur ce point, les témoignages se rejoignent, de même que les travaux des historiens. En vérité, il fut, jusque vers la fin mars, l'un des personnages clés de la Délégation du peuple, bien que ses apparitions publiques restassent rares et qu'il préférât l'ombre à la lumière. Le dépouillement des archives ne laisse aucun doute à ce sujet. On le vit par exemple élu le jeudi 31 janvier (avec Eloranta et Letonmäki) à la commission financière chargée d'épauler Korhonen dans sa tâche. Cette élection peut sembler apparemment mineure, mais, en réalité, il ne s'agissait pas d'un poste anodin dans la mesure où la révolution rencontrait d'énormes difficultés dans la gestion de ses finances, en dépit des efforts de Korhonen et de Gylling (nommé le 8 février). On ne pouvait confier une tâche aussi ardue à des seconds couteaux. Kuusinen était d'autre part très sollicité pour le recrutement et les nominations de cadres révolutionnaires. Ainsi, le 16 février, la Délégation du peuple le chargea avec Einari Laaksovirta de trouver un nouveau président à la Délégation d'Uusimaa, poste éminemment important de l'administration régionale rouge. Kuusinen intervint en outre de manière constante dans le domaine de la politique économique.

Un vif débat sur la socialisation éventuelle de diverses entreprises

Le 11 février eut lieu au sein de la Délégation du peuple un vif débat sur la socialisation éventuelle de diverses entreprises. Cela faisait suite à une décision du 7 février chargeant Lumivuokko, délégué du peuple au Travail, d'établir un rapport sur la question, suite à des pressions venues de la base ouvrière. De nombreuses entreprises, en effet, se trou-

vaient arrêtées, soit parce qu'elles rencontraient de vraies difficultés, soit par mauvaise volonté ou fuite de leurs propriétaires. Eloranta avait préparé une motion relativement radicale qui donnait à l'État et aux communes le droit de socialiser des entreprises industrielles et agricoles en cas de besoin.

Haapalainen présenta un texte plus prudent, où il était question de remise en route soit au compte de l'État, soit à compte privé (ce qui supposait un arrangement), et seulement si cela était techniquement possible et économiquement profitable. Il proposait en outre la création d'un comité industriel chargé d'examiner la faisabilité des projets. Kuusinen, qui se méfiait des mesures trop radicales et voulait rester sur un terrain réaliste, proposa le texte suivant : *“La question de la socialisation des établissements productifs doit être résolue au cas par cas et secteur par secteur. Pour cela, il faut se tourner vers des experts, avec comme possibilité d'utiliser en tant que tels des groupes de travail. L'organisation pratique sera laissée aux syndicats.”* Sa position, on le voit, était très politique. Il fallait éviter de prêter le flanc à des groupes de pression radicalisés et laisser aux organisations éprouvées de travailleurs ainsi qu'à des gens qualifiés la réflexion sur ce qui était possible ou pas. La proposition d'Eloranta lui semblait excessive et celle d'Haapalainen imprécise, bien que compatible sur le fond avec la sienne. Ce fut néanmoins cette dernière qui arriva en tête, avec une voix d'avance sur la sienne. Les plus “modérés” avaient voté pour lui (Tokoi, Turkia, Gylling, Manner, Elo), les plus radicaux pour celle d'Eloranta (Letonmäki, Kiviranta, Taimi...), ce qui était significatif des lignes de force. Il est intéressant d'observer que Sirola avait choisi Haapalainen plutôt que Kuusinen. S'étant rallié finalement à la motion Haapalainen, Kuusinen fut élu ensuite au comité industriel, où il représenta l'aile modérée. Il y avait une continuité dans son attitude, car deux jours plus tôt, face à un Letonmäki pressé de prendre des mesures économiques “révolutionnaires”, il avait répliqué fermement que *“toute forme de marche forcée menait à*

la répression". Pour lui, il fallait faire les choses sans précipitation et dans l'ordre. Les projets devaient être bien préparés, d'où sa proposition de mettre en place un comité de socialisation (reprise ensuite par Haapalainen avec une autre dénomination).

Bien que minoritaire sur le papier au sein du comité industriel, il conserva une influence notable, puisque, le mardi 12 février, ce fut lui qui présenta à la Délégation du peuple le plan d'action prévu par ce dernier.

A toutes les casquettes précitées, Kuusinen ajoutait celle de consultant sur les questions diplomatiques. Le 14 février 1918, il fut chargé avec Sirola de discuter avec le socialiste de droite suédois Böhmer, de passage au siège du parti et qui se proposait de jouer les intermédiaires avec le pouvoir blanc.

On était alors dans une phase délicate de la révolution. Des éléments blancs s'étaient emparés des îles Åland sous la direction de Fabritius le 10 (ils avaient rapidement désarmé le petit contingent russe) et le gouvernement suédois avait décidé le 13 d'envoyer des navires de guerre dans la zone, prétendument pour évacuer les civils, en vérité avec des intentions moins pures. De plus, la Délégation du peuple venait d'apprendre la veille que les négociations de Brest-Litovsk avaient été interrompues et que les Allemands reprenaient leur avance en Livonie et en Estonie. Cela ne laissait pas d'inquiéter et Sirola devait se rendre le plus vite possible à Petrograd pour sonder les intentions bolcheviques. La négociation avec Böhmer exigeait donc d'être traitée avec le plus grand sérieux pour essayer de voir ce que voulaient vraiment les Suédois, que ce soit le gouvernement ou les sociaux-démocrates de Branting. La présence de Kuusinen est significative du poids qu'il avait au sein de la Délégation du peuple, surtout quand on sait qu'en théorie, Sirola et son département avaient à eux seuls la possibilité de traiter. Ajoutons enfin que Kuusinen était en permanence sollicité pour rédiger des déclarations ou des décrets, en raison de ses talents de plume comme de sa longue expérience de parlemen-

taire et de membre de la Commission exécutive nationale du parti ; n'était-il pas entre autres l'auteur de la déclaration du Comité exécutif ouvrier le 28 janvier et de celle de la Délégation du peuple le lendemain ?

On peut également observer l'importance du rôle de Kuusinen dans ses interventions au Conseil national du Parti social-démocrate du 3 février 1918. Cette réunion était cruciale pour les dirigeants révolutionnaires, car elle était censée leur obtenir l'aval officiel du parti avant le congrès. Or les adversaires du soulèvement étaient représentés en force dans cette instance, malgré l'absence de Gylling et Wiik, démissionnaires de la Commission exécutive nationale du parti. Étaient présents en effet des militants comme Vuoristo, Saarikivi ou Airola, dont la gauche pouvait craindre qu'ils ne fissent du scandale. La position de Mäkelin était également importante, non pas qu'il fût, comme l'affirment curieusement Anthony Upton et Hannu Soikkanen, un adepte inconditionnel de la tactique parlementaire, mais parce qu'il était parfois imprévisible.

Or ce fut lui que l'on nomma président de séance, les "modérés" ayant espéré sans doute, mais à tort, qu'il rejoindrait leur camp. Le bouillant Airola attaqua bille en tête, comme à l'accoutumée : il regretta que le compromis n'eût pas été trouvé avec les parlementaires bourgeois, car, selon lui, la social-démocratie avait les moyens de les y forcer. Il s'inquiéta aussi de la propension des masses à ne pas agir selon des "*procédés sociaux-démocrates*", c'est-à-dire sages et légaux (il faisait là allusion aux violences contre les blancs). Il déclara cependant qu'il n'était pas possible de revenir en arrière dans l'immédiat et qu'il fallait agir positivement. La première mesure qu'il appela de ses vœux fut de séparer nettement les affaires militaires, gérées par les Gardes rouges et les radicaux, des affaires civiles. Cette proposition fut vivement soutenue par les droitiers, mais également par Turkia et Murto. Face à ces propos assez ambigus, Mäkelin prit une position plus claire. Selon lui, ce qui était arrivé n'était pas à remettre en cause. Au contraire, cela aurait

dû être fait déjà avant, au moment de la grève générale de novembre. Il fallait avancer et mettre en ordre de marche le parti. Il n'y avait là aucune trace de ce modérantisme supposé dont on l'affuble. Personne n'osa le contredire ouvertement.

Ne pas en rajouter dans le radicalisme

Kuusinen, pour sa part, saisit rapidement qu'il ne fallait pas en rajouter dans le radicalisme, car cela aurait eu l'effet contraire de celui escompté.

L'intervention de Mäkelin avait en outre poussé le verrou. Il choisit donc de rassurer les hésitants, tout en leur faisant crédit de certaines critiques. *"Tout ne s'est pas passé comme nous l'avions espéré, concéda-t-il. L'événement est une nouveauté, c'est pourquoi il faut être compréhensifs."* Il insista toutefois sur les chances de réussite, quitte à manier l'euphémisme : *"La situation semble bonne actuellement, même si on n'est pas encore entièrement sûr du résultat."* Il ne chercha pas à masquer en retour les trois difficultés majeures qui se présentaient : l'organisation de la guerre contre les blancs, le manque de vivres et l'état des finances. Puis, en politicien chevronné qui savait faire vibrer les cordes sensibles, il partit sur un éloge de l'unité, clé de la réussite finale. Il ne put s'empêcher cependant de mettre en garde les éventuels récalcitrants : *"Si nous n'étions pas unis, alors s'écrouleraient les espérances qui selon moi sont sûres désormais."* Au terme du débat, une commission de quatre membres fut élue pour rédiger la déclaration finale. On y retrouvait Airola et Vuoristo, preuve que le poids des "modérés" était bien pris en compte. Sans pouvoir donner au texte une coloration trop molle, ils imposèrent toutefois, malgré les objections d'Hurmevaara et d'Härmâ, de donner 15 sièges au parti dans le futur *Työväen Pâd-neuvosto*, au grand dam des Gardes rouges qui estimèrent que cette sur-représentation était une marque de défiance à leur égard. Ils veillèrent aussi à ce que

les sections rurales fussent bien représentées au sein de ce Conseil suprême des ouvriers. La déclaration finale, parue le lendemain, était malgré tout une victoire pour l'aile politique de la Délégation du peuple. On y retrouvait tous les points importants qu'elle souhaitait voir mis en exergue : la présentation de la révolution comme une nécessité, l'approbation des institutions et du programme qu'elle avait mis en place, l'insistance sur ses visées démocratiques (référence à un vote populaire sanctionnant les mesures prises), l'affirmation du rôle souverain du congrès ainsi que la séparation des fonctions civiles et militaires. En outre, le texte soulignait, élément essentiel aux yeux de Kuusinen, que la socialisation devait se faire progressivement, sans accélération artificielle. Les violences inutiles et l'anarchie étaient également condamnées, ce qui motivait le vœu de voir rapidement institués des tribunaux révolutionnaires.

Le projet constitutionnel présenté à la fin février 1918 devant la Délégation du peuple finlandais

Parmi les mesures préconisées par le Conseil national du Parti social-démocrate figurait d'autre part en bonne place la rédaction rapide d'une Constitution démocratique. Cette tâche fut confiée à Kuusinen, secondé par son beau-frère, juriste de profession, Einari Laaksovirta ; elle n'était pas seulement honorifique, mais centrale dans le dispositif révolutionnaire. Le choix de Kuusinen était dicté par le fait qu'il était le principal spécialiste du parti en matière de questions constitutionnelles et qu'il était en même temps membre de la Délégation du peuple. L'intéressé se mit fiévreusement au travail. Ses papiers prouvent au demeurant qu'il fut l'âme du projet.

Celui-ci fut prêt avant le 20 février, date de son examen de passage devant la

Délégation du peuple. Il comprenait 83 articles qui ont fait depuis l'objet de nombreux commentaires : Anthony Upton a essayé de le tourner assez injustement en ridicule ; Viktor Holodkoski en a fait des compliments, tempérés par le fait qu'elle n'ouvrait pas la voie à une économie socialiste (argument agité trente ans plus tard par Kuusinen, devenu citoyen soviétique) ; Osmo Rintatassi pour sa part, s'appuyant sur des commentaires plus anciens de juristes, en a fait une présentation assez neutre et bien circonstanciée. Il a montré en particulier les liens de continuité entre les propositions de février 1918 et celles présentées en commission constitutionnelle à l'automne 1917. La lecture attentive du manuscrit montre d'abord que celui-ci ne visait nullement à implanter en Finlande la dictature du prolétariat. Au contraire, il s'agissait d'un projet de démocratisation très large des institutions, comme l'avaient annoncé à la fois la Délégation du peuple dans son texte du 29 et le Conseil national du Parti social-démocrate du 3 février. La Finlande était définie en effet comme une république (article 1) où le pouvoir appartenait pleinement au peuple souverain par le biais d'un Parlement élu (article 2). Les droits individuels y étaient garantis par le titre I, comprenant 16 articles (incluant les précédents).

Chaque citoyen avait ainsi droit à la protection de sa vie, de son honneur et de sa liberté (article 4), liberté de résidence, de déplacement (article 5), mais aussi de croyance (article 6), d'expression (article 7), de réunion (article 8) et de port d'armes (article 9). Le droit de propriété, y compris économique, était reconnu (article 11), mais avec la précision qu'il était réglementé par la loi et sous surveillance de l'Etat (article 10). La grève était autorisée, même sur le lieu de travail, à condition de recourir à des méthodes paisibles (article 12). On ne pouvait être condamné ou emprisonné sans jugement ou simplement parce qu'on avait des dettes (articles 13-14). Les mauvais traitements lors d'arrestations ou d'emprisonnements étaient interdits (article 15). Le titre II définissait les droits du Parlement (29 articles) en

instituant un régime strictement parlementaire. *L'Eduskunta*, composé de 200 membres (article 17), était élu par tous les citoyens âgés d'au moins 20 ans, sauf ceux privés de leurs droits civiques pour infraction à la loi (article 18). Ses membres décidaient de la durée de ses sessions (article 19) et avaient le droit de proposer des lois individuellement ou en groupe (article 20). Ils élisaient des commissions — certaines d'entre elles étant obligatoires (article 21) — ou des comités en fonction des besoins (article 22). Leurs votes devaient être confirmés par écrit (article 25). Le Parlement était seul habilité à voter sans restriction les lois et les décrets (articles 26, 27, 28), même si le gouvernement (appelé Délégation du peuple) avait le droit d'en proposer — à condition d'être jugés conformes à la loi par la commission constitutionnelle (articles 28, 29). Il décidait aussi, à la majorité des deux tiers, de l'institution de nouveaux impôts et droits de douane (article 34). Il votait le budget chaque année (article 36) et surveillait sa mise en application (articles 37, 38). Il approuvait les traités signés avec des Etats étrangers (article 39). En cas de négociations officielles avec d'autres pays, il avait le droit de former des commissions où les partis étaient représentés proportionnellement (article 41). Il veillait à l'inviolabilité des frontières, à l'indépendance et à la neutralité du pays — sauf cas d'absolue nécessité pour cette dernière (article 42a). En cas de conflit avec l'extérieur, il ne pouvait limiter les libertés que de manière transitoire (article 42b). Le Parlement, en revanche, avait le droit de prendre des mesures contre des personnes ou des groupes rebelles voulant abolir la Constitution (article 44). Il lui était interdit cependant d'abolir la Constitution démocratique et d'en établir une oligarchique. Dans ce cas, le peuple avait le devoir d'insurrection (article 45). Le titre III définissait pour sa part les droits du peuple à proposer des lois et à participer à des référendums (6 articles). Il suffisait pour cela d'avoir les signatures d'au moins 10 000 citoyens sur un projet (article 46). Une fois le texte préparé, le Parlement était tenu de l'examiner (article 48). Si un tiers des députés

au moins le souhaitait, ledit projet pouvait faire l'objet d'un référendum (article 49). En cas d'approbation majoritaire, il avait alors force de loi (article 50). Les citoyens pouvaient être amenés à se prononcer sur des changements constitutionnels si les deux tiers des députés y consentaient : la majorité populaire simple suffisait à entériner les réformes proposées (article 51). On pouvait par référendum voter l'annulation d'une loi parlementaire deux mois au moins après son adoption (article 52). Le titre IV (30 articles) concernait les droits de l'Etat et de l'appareil judiciaire, mais il cherchait aussi à garantir le droit de contrôle des citoyens. Les fonctionnaires, par exemple, devaient tous les cinq ans se soumettre à une évaluation de leur travail ; ils ne pouvaient voir renouveler leur embauche que s'ils avaient donné satisfaction (article 54). Si le poste était soumis à élection, on pouvait demander un vote pour abrégé la durée de son exercice avec l'appui d'un cinquième des électeurs concernés (article 55). La Délégation du peuple, organe exécutif suprême, était soumise à la surveillance régulière du Parlement (articles 56, 60, 61, 62, 63). Ses membres étaient élus pour trois ans au plus (article 57). De même, la Cour suprême, le procureur et les présidents des tribunaux étaient désignés par le Parlement (articles 66, 68). Toute victime d'un jugement inique pouvait en appeler au procureur (articles 70, 71) et obtenir réparation (article 82). Tout fonctionnaire ayant abusé de ses pouvoirs était passible d'un jugement (article 74) et était responsable de ses actes (article 81).

Un cachet libéral progressiste

Beaucoup des dispositions ici décrites reprenaient, en les poussant jusqu'à leur terme, certains éléments des Constitutions "bourgeoises" les plus avancées de l'époque (helvétique, française et américaine en particulier). Ce projet avait donc en partie un cachet libéral progressiste. Le droit à l'insurrec-

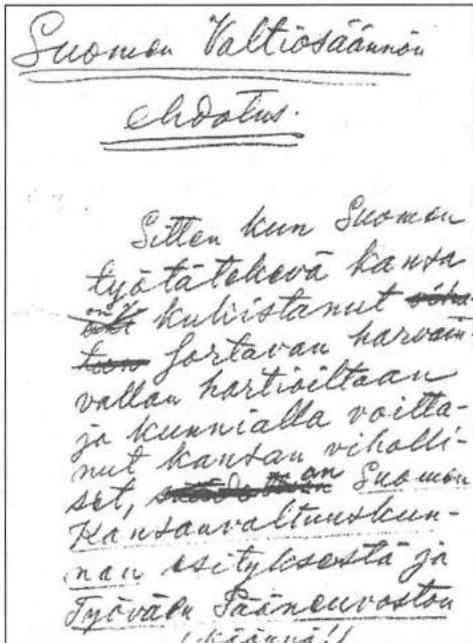
tion était repris par exemple des Constitutions bourgeoises de la fin du XVIII^e (américaine de 1776 et françaises de 1789 et 1793). Mais il est évident aussi qu'il n'était pas un simple projet républicain "bourgeois". Ainsi, l'article 10 ne sanctifiait pas le droit de propriété, mais laissait entendre que ce dernier pouvait être limité au nom de l'intérêt général. Le n° 12 donnait des armes importantes aux travailleurs en cas de conflit du travail. De nombreux autres articles, en outre, posaient les jalons d'un système de démocratie directe, donnant aux citoyens la possibilité de surveiller ou de démettre leurs représentants. D'autre part, beaucoup de dispositions sur le fonctionnement de l'*Eduskunta* ou la limitation des droits du gouvernement, des fonctionnaires et de la justice étaient inspirées par les combats concrets de la social-démocratie finlandaise contre l'autoritarisme gouvernemental, les mesures antiparlementaires et les abus de pouvoir des fonctionnaires. Ainsi, le projet de Kuusinen ne portait pas seulement la marque des joutes parlementaires depuis 1907, mais aussi des luttes de la classe ouvrière contre l'arbitraire. Il avait de la sorte, aux yeux de nombreux Finlandais, une tonalité socialiste.

Au demeurant, quelle est cette étrange conception (le plus souvent implicite) selon laquelle un projet socialiste doit établir des soviets et la dictature du prolétariat pour être considéré comme tel ? Il n'existe en réalité aucun modèle de Constitution socialiste, pas plus qu'il n'existe de modèle de Constitution bourgeoise. Un projet prend une tournure socialiste lorsque son but est d'offrir aux plus humbles la possibilité de faire entendre leur voix et de défendre concrètement leurs intérêts (avec une chance de victoire), pas seulement de les remettre entre les mains des élites. Nous pouvons remarquer en tout cas que, par certains aspects, le projet constitutionnel de janvier 1918 correspondait à certaines aspirations citoyennes d'aujourd'hui dans de nombreux pays développés. Il avait de ce fait une certaine modernité, même s'il donna à ses ennemis l'occasion de railler son caractère utopique. Anthony Upton insiste quant à lui sur l'incompatibilité

qu'il y aurait eu entre un tel projet et les réalités de la guerre civile. Cet argument n'est pas entièrement recevable, car dans l'esprit de Kuusinen et de ses collègues de la Délégation du peuple, sa mise en application supposait d'abord une phase transitoire où les organisations ouvrières seraient directement au pouvoir. La théorie révolutionnaire officielle (celle des déclarations des 28 et 29 janvier) était que la classe ouvrière n'avait pris que provisoirement le pouvoir, et non définitivement.

Plus solide en revanche est la remarque de ce même Anthony Upton quant aux difficultés que n'aurait pas manqué d'apporter un résultat négatif au référendum constitutionnel ou une victoire bourgeoise aux élections législatives. Kuusinen n'avait prévu que deux pare-feu, l'article 9 qui permettait aux citoyens de posséder des armes, donc en théorie de former des milices populaires, et l'article 44, raillé par notre collègue britannique, sur le droit à l'insurrection. Ceux-ci laissaient la possibilité de tenter un deuxième coup d'Etat avec une apparence légale, mais en contradiction apparente avec les affirmations sur la souve-

raineté populaire ; en outre, la majorité de la Délégation du peuple, sans doute moins au fait des astuces constitutionnelles, demanda le retrait de l'article 9, ce qui était effectivement une naïveté. Le texte constitutionnel préparé par Kuusinen ne traitait pas du problème de la décentralisation. Il se contentait d'annoncer dans son article 78 qu'on légiférerait sur l'autonomie communale. Notons cependant que, dans la pratique, du moins en février et mars, quand le pouvoir rouge fonctionnait à peu près dans la zone qu'il administrait, des éléments de démocratie directe et d'autonomie communale purent être observés. Pour finir, le projet Kuusinen-Laaksovirta fut examiné le 20 février en réunion de la Délégation du peuple. Les articles 9 (liberté de s'armer pour les citoyens) et 10 (limitation au droit de propriété), susceptibles de provoquer des polémiques, furent retranchés. Quelques modifications formelles sans importance furent également exigées. Moyennant cela, il fut définitivement adopté le 23 pour être présenté au CSO. Les circonstances firent toutefois qu'il ne fut jamais mis en application.



Début du manuscrit de Kuusinen concernant le projet constitutionnel présenté à la fin février 1918 devant la Délégation du peuple finlandais.



Otto Kuusinen à l'époque où il participait à la Délégation du peuple.

Lénine : pendre les “criminels- communistes”

Lors du plénum du comité central du Parti communiste de l'URSS (PCUS) de la mi-novembre 1962, Khrouchtchev, en colère contre les bureaucrates qui truquent les statistiques, détournent des produits et des fonds, veut intimider ces derniers.

A cette fin, il cite une lettre restée jusqu'alors inédite de Lénine, du 18 mars 1922, furieux que le comité de Moscou du Parti bolchevique ait tenté de défendre ceux de ses membres qui avaient commis des abus de pouvoir lors de la répartition de logements ; Lénine avait alors écrit : « *C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles.* » Il allait, rappelle Khrouchtchev, jusqu'à réclamer la pendaison pour les communistes coupables et l'exclusion du parti à la moindre tentative d'influencer les tribunaux en vue d'atténuer leur responsabilité.

Khrouchtchev fait publier cette lettre jusqu'alors inédite dans la *Pravda* (20 novembre 1962). Il informe le comité central qu'au cours de la dernière période, 40 000 cadres du parti (dont des cadres de la procureure des tribunaux) ont été arrêtés ou sont passés en jugement pour malversations diverses, pots-de-vin, etc., ce qui, d'ailleurs, ne change rien, car la corruption et la prévarication sont une donnée organique de la caste parasitaire qu'est la bureaucratie.



Combattre impitoyablement "le banditisme bureaucratique"

A quels faits renvoie la lettre de Lénine ? De nombreux Moscovites s'étaient plaints d'abus de pouvoir, de passe-droits et de favoritisme dans la répartition des logements (très déficitaires, vu le lourd héritage du tsarisme dans ce domaine comme dans bien d'autres) par la section centrale du logement du soviet de Moscou (alors dirigé uniquement par des communistes).

Certaines de ces plaintes parvinrent à Lénine, qui chargea le chef du service administratif du commissariat du Peuple, Divilkovski, de mener une enquête. La commission mise en place par ce dernier confirma les abus de pouvoir des responsables communistes de la section centrale du logement du soviet de Moscou, qui avaient attribué des logements à leurs petits copains ou à ceux qui leur graissaient la patte. Mais, le 14 mars, le soviet de Moscou déclara infondées les conclusions de la commission d'enquête. Le lendemain, Divilkovski, dans une lettre à Lénine et à tous les membres du bureau politique, dénonçait cette décision du soviet de Moscou en soulignant qu'elle contredisait les instructions de Lénine de combattre impitoyablement "*le banditisme bureaucratique*".

Cette lettre de Lénine appelle au moins deux remarques :

1) Les adversaires de la révolution russe utilisent certaines expressions musclées de Lénine dans quelques lettres ou circulaires pour dénoncer sa brutalité, sa violence, etc., sans jamais chercher à savoir (et surtout à indiquer) quels faits ont motivé sa vigueur verbale, pourquoi cette dernière et de quels effets ont été suivies ses recommandations vigoureuses destinées à

fouetter des énergies défaillantes, ou dont il craint — à tort ou à raison — qu'elles ne le soient.

"*Pendre les criminels-communistes*" est manifestement l'expression d'une indignation à la fois devant les actes de bureaucrates corrompus et devant "l'indulgence" des dirigeants du parti de la capitale à leur égard, et non une proposition à prendre au pied de la lettre.

Lénine ne veut certainement pas les faire "pendre" au sens exact du mot, mais les faire châtier de façon exemplaire... comme la suite de la lettre le montre. La menace de pendaison est à l'évidence une image hyperbolique. Les faits le prouvent...

2) La lettre est transmise à Molotov, alors secrétaire du comité central et déjà bras droit de Staline. Staline va être nommé deux semaines plus tard lui-même secrétaire du comité central. Le secrétariat du comité central va enterrer la recommandation de Lénine d'autant plus aisément que ce dernier, dont la santé est très chancelante, est confronté à de nombreux autres soucis, et sa recommandation ne sera suivie d'aucun effet.

Staline et son clan s'appuient déjà sur les bureaucrates — petits et grands — que Lénine veut châtier. C'est à eux qu'ils vont promettre deux ans plus tard l'édification du "socialisme dans un seul pays", c'est-à-dire la défense et l'extension de leurs privilèges.

En citant cette lettre inédite de Lénine devant le plénum du comité central et en la faisant publier dans la *Pravda*, Khrouchtchev lance à son appareil un avertissement net : en rappelant que Lénine menaçait de "pendre les communistes-criminels", il

suggère sa volonté de réserver le même sort aux communistes-criminels de son époque. Lénine n'avait pourtant fait pendre aucun de ceux qu'il dénonçait et même pas pu les faire révoquer. La suggestion de Khrouchtchev subit un sort identique : son développement sur la lettre de Lénine est censuré par l'appareil lui-même. Il ne figure en effet pas dans le texte de son discours imprimé de la *Pravda*, soumis d'ailleurs à deux autres censures. (L'appareil censure aussi ses propos sur la grève de Novotcherkassk et sur la nature de l'appareil façonné par Staline ! Une paille !)

Cette lettre sera ensuite publiée dans le tome 45 des *Œuvres complètes* de Lénine en russe, remis à l'impression en mars

1964, alors que Khrouchtchev est pour quelques mois encore premier secrétaire du comité central du PCUS. Mais le texte ne figure pas dans le tome 45 des *Œuvres complètes* de Lénine publiées en français par les éditions de Moscou en 1970, et qui comprend toute la correspondance de Lénine de 1920 à 1923 "oubliée" dans le tome 35 de ces *Œuvres complètes*, qui rassemblait la correspondance de Lénine de 1912 à la fin 1970.

C'est l'apogée de l'ère Brejnev, au moment où les mafias de l'appareil pullulent et foisonnent. Inutile, donc, d'assurer une quelconque diffusion à cette lettre dans les éditions étrangères des œuvres de Lénine. Elle reste confinée au tome 45 en russe, par ailleurs jamais réédité.

Lénine : lettre au bureau politique du comité central du PCR(b)

Au camarade Molotov pour les membres du bureau politique.

Le comité de Moscou (et Zelenski dans le nombre) — et ce n'est pas la première fois — *se montre indulgent* avec les criminels-communistes, qu'il faut pendre.

Cela se fait "par erreur", mais le danger de cette "erreur" est gigantesque. Je propose :

1. D'*accepter* la proposition de Divilski.

2. D'*infliger* un blâme sévère au comité de Moscou pour indulgence à l'égard des communistes (pour la forme de l'indulgence, une commission particulière).

3. D'*informer* tous les comités provinciaux que le comité central répondra à la plus petite tentative "d'influer" sur les tribunaux afin "d'adoucir" la responsabilité des communistes par *l'exclusion du parti*.

4. D'*informer* par circulaire le commissariat du peuple à la Justice (avec copie aux comités provinciaux) que les tribunaux sont obligés de punir les communistes *plus sévèrement* que les non-communistes.

La non-exécution de cette directive par les juges populaires et les membres du collège du commissariat à la Justice entraînera leur *révocation*.

5. Confier au présidium du comité exécutif central des Soviets la tâche de *stigmatiser* le présidium du soviet de Moscou par un blâme dans la presse.

18 mars 1922,

Lénine

P. S. : C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles...

Le Parti bolchevique et la littérature

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié diverses études sur la littérature et la vie intellectuelle soviétiques à diverses époques :

- dans le n° 10, un article de Valeri Essipov : “*Chalamov et l’esprit de résistance*” ;
- dans le n° 15, un article de Valeri Essipov : “*Chalamov et Soljenitsyne*” ;
- dans le n° 16, un texte d’Evgueni Gromov, intitulé “*Staline, l’art, les récompenses et les décorations*” ;
- dans le n° 18, un article d’Avner Zis : “*La répression contre les philosophes soviétiques ukrainiens*” ;
- dans les nos 21 et 23, une étude de Fiodor Achine et Vladimir Alpatov : “*L’écrasement de l’intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan*” ;
- dans le n° 24, un article d’Emmanuel Choïnel : “*La vie du linguiste soviétique Nicolas Marr*” ;
- dans le n° 37, un article de Gérard Masson sur la littérature et l’art soviétiques dans les années 1920, et un article de Pascal Gautron sur l’architecture soviétique dans les années 1920.

La résolution du comité central du Parti bolchevique sur les rapports entre le Parti communiste et la littérature adoptée en 1925, à une époque où Staline ne s’intéressait pas encore à ces questions, mais après la défaite de l’Opposition de gauche et la campagne déchaînée engagée contre Trotsky en 1924 contre ses *Leçons d’Octobre*, illustre les développements de Gérard Masson. Elle tente de définir un équilibre entre la revendication de l’indépendance créatrice avancée par la majorité des écrivains et l’exigence avancée par les “écrivains prolétariens” de se voir confier par le Parti communiste au pouvoir — qui le leur refuse — la direction et le contrôle de la littérature.

“*Sur la politique du parti dans le domaine de la littérature*”

Résolution du PC(b)R du 18 juin 1925 ⁽¹⁾

1 — L'élévation du confort matériel des masses pendant la dernière période en liaison avec le changement des esprits consécutif à la révolution, avec l'intensification de l'activité militante dans les masses, avec l'élargissement gigantesque de l'horizon, etc., entraîne une énorme augmentation des demandes et des besoins culturels. Nous sommes ainsi entrés dans le champ de la révolution culturelle, qui constitue la condition de l'évolution continue vers la société communiste.

2. — Cette élévation culturelle des masses comporte en particulier la croissance d'une littérature nouvelle, prolétarienne et paysanne en premier lieu, depuis les formes embryonnaires, mais en même temps d'une ampleur inconnue jusqu'à ce jour par les domaines qu'elles embrassent (rabkor, selkor [2], journaux muraux, etc.), jusqu'à la production littéraire consciente de son idéologie.

3. — D'autre part, la complexité du processus économique, le développement simultané de formes économiques contradictoires et même directement hostiles, provoqué par cette évolution, le processus d'apparition et de consolidation d'une nouvelle bourgeoisie, l'attraction inévitable, encore qu'au début inconsciente, exercée par elle sur une par-

tie de l'ancienne et de la nouvelle *intelligentsia* ; l'apparition du fond des profondeurs sociales d'agents idéologiques sans cesse nouveaux de cette bourgeoisie : tous ces faits se manifestent à la surface littéraire de la vie sociale.

4. — Ainsi, de même que la lutte des classes en général n'est pas terminée chez nous, de la même façon, elle n'est pas terminée sur le front littéraire.

Dans une société de classes, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'art neutre, quoique la notion de classe dans les beaux arts en général et dans la littérature en particulier s'exprime sous des formes infiniment plus diverses que, par exemple, en politique.

5. — Néanmoins, il serait totalement erroné de perdre de vue le fait principal de notre vie sociale : la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, l'existence de la dictature du prolétariat dans le pays.

Si, avant la prise du pouvoir, le parti du prolétariat attisait la lutte des classes et luttait pour mettre à bas toute une société, maintenant, dans la période de la dictature du prolétariat, le parti est confronté avec ce problème : comment vivre en bonne intelligence avec la pay-

(1) Publiée dans *Octobre*, 1925, n° 7, pp. 161 à 164. Texte complet.

(2) Rabkor : correspondant ouvrier ; selkor : correspondant paysan des journaux soviétiques.

sannerie, tout en la transformant lentement ; comment admettre une certaine coopération avec la bourgeoisie, tout en la supplantant lentement ; comment mettre au service de la révolution l'intelligentsia technique ou autre en la détachant idéologiquement de la bourgeoisie.

La lutte des classes ne s'arrête pas, mais elle change de forme. Avant la prise du pouvoir, le prolétariat aspire à la destruction d'une société donnée ; dans la période de sa dictature, il met au premier plan "un travail d'organisation paisible".

6. — Le prolétariat doit, tout en conservant, en renforçant et élargissant sa direction, adopter une position correspondante sur toute une série de nouveaux secteurs du front idéologique. Le processus de pénétration du matérialisme dialectique dans des domaines nouveaux (biologie, psychologie, sciences naturelles en général) a déjà commencé. La conquête des positions dans le domaine de la littérature doit tôt ou tard devenir un fait.

7. — Le prolétariat est en train de résoudre nombre de problèmes, mais celui-ci est infiniment plus compliqué. Sous le régime capitaliste, le prolétariat pouvait déjà se préparer à la révolution, à sa victoire, former des cadres, produire son idéologie de combat politique. Mais il ne pouvait étudier les sciences naturelles ni les questions de technique. Opprimé dans le domaine culturel, le prolétariat ne pouvait créer sa propre littérature, sa propre forme artistique, son style. S'il possède d'ores et déjà d'inafaillibles critères pour analyser le contenu politico-social d'une œuvre littéraire, le prolétariat n'a pas encore de réponse à toutes les questions concernant la forme.

8. — Ces considérations doivent déterminer, dans le domaine de la littérature, la politique du parti dirigeant du prolétariat. Cela intéresse en premier lieu les questions suivantes : rapports entre les écrivains prolétariens, les écrivains paysans et ceux qu'on appelle les "compagnons de route" et autres ; politique du parti envers les écrivains prolétariens eux-mêmes ; questions de la critique ; questions du style et de la forme des œuvres littéraires et méthodes pour mettre

au point de nouvelles formes d'art ; enfin, questions d'organisation.

9. — Les rapports entre les différents groupements d'écrivains, en fonction de leur contenu de classe ou de la fraction sociale qu'ils représentent, sont définis par la politique générale du parti. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la direction dans le domaine de la littérature appartient à la classe ouvrière dans son ensemble, avec toutes ses ressources matérielles et idéologiques.

Il n'y a pas encore d'hégémonie des écrivains prolétariens, et le parti doit aider ces écrivains à gagner par leur travail le droit à cette hégémonie.

Les écrivains paysans doivent rencontrer un accueil amical et jouir de notre soutien inconditionnel. Le problème consiste à conduire leurs cadres naissants sur les voies de l'idéologie prolétarienne, sans toutefois éliminer de leur œuvre les formes littéraires qui conditionnent leur influence sur la paysannerie.

10. — En ce qui concerne les "compagnons de route", il faut considérer : 1° leur différenciation ; 2° l'importance de beaucoup d'entre eux en tant que "spécialistes" qualifiés de la technique littéraire ; 3° la présence d'hésitations dans cette couche d'écrivains. Il ne peut y avoir ici d'autres directives générales que des rapports tactiques et prudents avec eux : entendons qu'il faut se comporter avec eux de façon à leur assurer toutes les conditions propres à un passage aussi rapide que possible aux côtés de l'idéologie communiste, tout en écartant les éléments antiprolétariens et anti-révolutionnaires (aujourd'hui tout à fait insignifiants) et en luttant contre l'idéologie naissante de la nouvelle bourgeoisie dans une partie des "compagnons de route".

Le parti doit tolérer les formes idéologiques transitoires et aider patiemment ces formes inévitablement nombreuses à s'user dans le processus d'une collaboration de plus en plus étroite et amicale avec les forces culturelles du communisme.

11. — En ce qui concerne les écrivains prolétariens, le parti doit adopter la

position suivante : en aidant par tous les moyens à leur croissance, en les soutenant continuellement ainsi que leurs organisations, le parti doit prévenir par tous les moyens toute manifestation "d'arrogance communiste", justement parce qu'il voit en eux les futurs dirigeants idéologiques de la littérature soviétique, doit lutter par tous les moyens contre une attitude légère et dédaigneuse envers la tradition littéraire, de même qu'envers les spécialistes de la langue littéraire. Il condamne également la position de ceux qui sous-estiment l'importance de la lutte pour l'hégémonie des écrivains prolétariens dans le domaine des idées.

Contre les "capitulards" et contre "l'arrogance communiste", tel doit être le mot d'ordre du parti.

Le parti doit aussi lutter contre l'essai de créer une littérature prolétarienne de "serre" : embrasser largement les événements dans toute leur complexité ; ne pas s'enfermer dans le cadre d'une seule usine, être la littérature non d'un atelier, mais d'une grande classe combattante entraînant avec elle des millions de paysans, telles doivent être les tâches d'une littérature prolétarienne.

12. — Ces principes définissent en général et dans l'ensemble les tâches de la critique, qui constitue un des principaux instruments d'éducation entre les mains du parti. Sans abandonner un instant les positions du communisme, sans s'écarter d'un iota de l'idéologie prolétarienne, en dégagant la signification de classe des différentes productions littéraires, la critique communiste doit lutter impitoyablement contre les manifestations contre-révolutionnaires, démasquer le libéralisme, etc., et, en même temps, faire preuve du plus grand tact, de précautions, de patience envers toutes les couches littéraires qui peuvent rejoindre le prolétariat et le rejoindront.

La critique communiste doit chasser de ses habitudes le ton de commandement en littérature. Elle ne pourra avoir une action éducative profonde que le jour où elle s'appuiera sur sa supériorité idéologique. Elle doit résolument écarter toute "arrogance communiste", préten-

tieuse, à moitié illettrée, suffisante. Elle doit se donner pour mot d'ordre : apprendre. Et repousser tout gribouillage, toute divagation.

13. — Tout en discernant sans erreur possible le contenu social et de classe des tendances littéraires, le parti, dans son ensemble, ne peut s'engager à soutenir une tendance donnée dans le domaine de la forme. Il dirige la littérature dans son ensemble : il ne peut être question qu'il soutienne un tant soit peu une quelconque fraction, en classant ces fractions suivant leur point de vue sur la forme et le style. Pas plus qu'il n'a à décider, par les résolutions, de la forme que prendra la famille, bien qu'il dirige dans son ensemble, et doive diriger l'élaboration du nouveau mode de vie.

Tout laisse supposer que le style correspondant à notre époque se créera par d'autres méthodes. Nous en sommes encore loin. Dans la phase actuelle du développement culturel du pays, toutes tentatives de gêner le parti dans ce domaine doivent être repoussées.

14. — Le parti doit donc se prononcer pour une libre émulation entre les différents groupes et tendances. Toute autre solution ne serait qu'une pseudo-solution administrative et bureaucratique du problème. Il serait, de même, inadmissible qu'un décret ou une décision du parti accorde un monopole légal dans l'édition à un groupe ou à une organisation littéraire quelconque. En soutenant matériellement et moralement la littérature prolétarienne et paysanne, en aidant les "compagnons de route", etc., le parti ne peut donner le monopole à aucun groupe, fût-ce au plus prolétarien par son idéologie ; cela signifierait la ruine de la littérature prolétarienne avant toute autre.

15. — Le parti doit s'appliquer à empêcher que des éléments incontrôlés ou incompetents se mêlent des questions littéraires ; il doit donner un soin particulier au choix des personnes ou des institutions qui ont l'administration des choses du livre et de la presse, afin d'assurer effectivement à notre littérature une direction juste, efficace et prudente.

16. — Le parti doit montrer à tous les travailleurs de la littérature la nécessité

d'une juste délimitation des fonctions du critique et de l'écrivain.

Il est indispensable que ces derniers portent tout leur effort sur le travail de production littéraire, au plein sens du terme, en utilisant la matière gigantesque que leur offre l'actualité.

Il est indispensable de donner une attention accrue au développement des littératures nationales des nombreuses républiques et territoires de notre Union.

Le parti doit souligner la nécessité de créer une littérature qui s'adresse effecti-

vement à la masse du public ouvrier et paysan ; il faut rompre plus audacieusement et plus décidément avec les préjugés seigneuriaux en littérature et, en utilisant toutes les conquêtes techniques des vieux maîtres, élaborer une forme correspondante, intelligible à des millions de lecteurs.

C'est seulement quand elles auront rempli cette grande tâche que la littérature soviétique et sa future avant-garde prolétarienne pourront accomplir leur mission culturelle et historique.

Léon Trotsky : Pour Grynszpan

Herschel Grynszpan, jeune Juif polonais dont le père tailleur, installé en Allemagne depuis 1918, a été expulsé vers la Pologne avec près de 15 000 Juifs d'origine polonaise installés en Allemagne, et que le gouvernement fascisant polonais refuse d'accepter, s'est réfugié en France.

Révolté par l'indifférence que suscite le sort des Juifs allemands, il décide d'abattre l'ambassadeur d'Allemagne pour attirer l'attention sur leur sort.

Le 7 novembre 1938, il entre dans l'ambassade d'Allemagne. En l'absence de l'ambassadeur, il est reçu par le troisième conseiller de l'ambassade, un certain von Rath, qu'il abat de plusieurs coups de revolver et qui mourra quelques jours plus tard de ses blessures. Henri Jeanson, le scénariste de *L'Hôtel du Nord*, approuve publiquement le geste de Grynszpan. Il est le seul à le faire avec Trotsky et est condamné à six mois de prison pour "apologie du crime"...

Les nazis font de von Rath un martyr, et, dans la nuit du 9 au 10 novembre, pour répondre à l'acte de Grynszpan, organisent un vaste pogrome : synagogues incendiées, magasins ravagés et pillés, 91 Juifs assassinés, près de 30 000 arrêtés et déportés.

Dans ses articles consacrés à cette affaire, les 9 et 10 novembre, *L'Humanité* affirme que Grynszpan se réunissait avec les trotskystes ; le quotidien du PCF suggère ainsi que ce sont ces derniers qui l'ont poussé à commettre son acte, que les dirigeants du PCF condamnent donc. Alors qu'ils défendent toujours la ligne de l'antifascisme, ils sont sans doute plus ou moins vaguement informés des tentatives de rapprochement entre Staline et Hitler engagées depuis plusieurs mois. Grynszpan est arrêté, mais ne sera pas jugé. Après l'invasion de la France et l'armistice de juin 1940, il sera poursuivi par la Gestapo, arrêté par la police de Vichy, et sera le premier émigré étranger à être livré par elle à la Gestapo, qui l'emmène à Berlin.

Goebbels voudrait monter un grand procès de Grynszpan. Mais ce dernier ridiculise Goebbels et la Gestapo en inventant des relations homosexuelles imaginaires entre lui et von Rath. Impossible d'organiser un procès public où Grynszpan transformerait en homosexuel un héros de la mythologie nazie.

Impossible de torturer brutalement Grynszpan si l'on veut le présenter dans un procès public. Et un procès à huis clos n'aurait aucun intérêt. Sur ce point, en pleine guerre, Grynszpan met ainsi en échec la machine nazie.

La Gestapo l'enferme alors au camp de Sachsenhausen où il disparaît, abattu ou gazé, on ne sait quand.

Contre les pogromistes fascistes et les brigands staliniens (30 janvier 1939) ⁽¹⁾

IL est clair pour toute personne, même peu familiarisée avec l'histoire, que la politique des gangsters fascistes provoque directement et quelquefois délibérément des actes terroristes.

Ce qui est le plus étonnant, c'est qu'il n'y ait eu qu'un seul Grynszpan. Sans aucun doute, le nombre de ces actes augmentera.

Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme opérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. Notre sympathie est d'autant plus grande que Grynszpan n'est pas un militant politique, mais un jeune, inexpérimenté, presque un enfant, dont le sentiment d'indignation a été l'unique conseiller.

Arracher Grynszpan des mains de la justice capitaliste, laquelle est capable de le décapiter pour mieux servir la diplomatie capitaliste, c'est le devoir élémentaire, immédiat, de la classe ouvrière internationale.

La campagne stalinienne

Ce qui est le plus révoltant dans sa stupidité policière et sa bassesse inouïe, c'est la campagne actuellement menée sur ordre du Kremlin dans la presse stalinienne internationale. On essaie de le dépeindre comme un agent des nazis ou un agent des trotskystes liés aux nazis. Fourrant dans le même sac le provocateur et sa victime, les staliniens prêtent à Grynszpan l'intention de créer un prétexte favorable à la politique pogromiste de Hitler.

Que dire de ces journalistes vénaux qui n'ont plus le moindre vestige de honte ? Depuis le début du mouvement socialiste, la bourgeoisie a de tout temps attribué toute démonstration violente d'indignation, et particulièrement les actes terroristes, à l'influence pestilentielle du marxisme. Sur ce point comme sur d'autres, les staliniens ont hérité des traditions les plus ignobles de la réaction. La IV^e Internationale doit être à juste titre fière que les rebus réactionnaires, staliniens compris, associent automatiquement à la IV^e Internationale toute action ou protestation courageuse, toute explosion d'indignation, tout coup porté aux bourreaux.

(1) Léon Trotsky, *Œuvres* (janvier-mars 1939).

Il en était de même pour l'Internationale au temps de Marx.

Nous sommes naturellement liés par les liens d'une solidarité morale ouverte à Grynspan et non à ses geôliers "démocratiques" ou aux calomniateurs staliniens qui ont besoin du corps de Grynspan pour étayer, même partiellement et indirectement, les verdicts de la justice de Moscou. La diplomatie du Kremlin, complètement dégénérée, essaie en même temps d'utiliser cet "heureux" incident pour renouer ses intrigues en vue d'un accord de réciprocité international entre les divers gouvernements, y compris ceux de Hitler et de Mussolini, pour l'extradition mutuelle des terroristes (2). Attention, maîtres faussaires ! L'application de pareille loi nécessiterait la remise immédiate de Staline entre les mains d'une douzaine de gouvernements étrangers !

Les staliniens ont glissé dans l'oreille de la police que Grynspan fréquentait des "réunions de trotskystes". Malheureusement, ce n'est pas vrai, car, s'il avait circulé dans le milieu de la IV^e Internationale, il aurait trouvé une issue toute différente et plus efficace à son énergie révolutionnaire. Ils deviennent rares, les gens qui soient même capables de s'indigner contre l'injustice et la bestialité. Mais ceux qui, comme Grynspan, sont capables d'agir conformément à ce qu'ils pensent, prêts au sacrifice de leur vie, sont le précieux levain de l'humanité.

Trouvez une autre voie !

Du point de vue moral — et non pour ses méthodes d'action — Grynspan peut servir d'exemple à tout jeune révolutionnaire. Notre solidarité morale avec

Grynspan nous donne doublement le droit de dire à tous les Grynspan possibles, à tous ceux qui sont capables de se sacrifier dans la lutte contre le despotisme et la bestialité : *Trouvez une autre voie !* Ce n'est pas un vengeur isolé qui peut libérer les opprimés, mais seulement un grand mouvement révolutionnaire des masses, qui ne laissera rien subsister du système de l'exploitation de classe, de l'oppression nationale et de la persécution raciale.

Les crimes sans précédent du fascisme créent une soif de vengeance parfaitement justifiée. Mais l'ampleur de ses crimes est si monstrueuse que cette soif ne peut être éteinte par l'assassinat de bureaucrates fascistes isolés. Pour cela, il faut mettre en mouvement des millions, des centaines de millions d'opprimés à travers le monde, en les menant à l'assaut contre les bases de la vieille société. Seul le renversement de toutes les formes d'esclavage, la complète destruction du fascisme, seul l'exercice de l'impitoyable justice du peuple contre les bandits et gangsters contemporains peuvent apporter une satisfaction réelle à l'indignation du peuple. Telle est précisément la tâche que s'est assignée la IV^e Internationale. Elle nettoiera le mouvement ouvrier de la plaie du stalinisme. Elle organisera dans ses rangs l'héroïque jeune génération. Elle fraiera le chemin vers un avenir plus précieux et plus humain.

(2) C'était au lendemain de l'assassinat à Marseille du roi Alexandre de Yougoslavie que Maxime Litvinov, représentant de l'URSS à la SDN, avait proposé des accords contre le terrorisme et obtenu le 10 décembre 1934 un vote du conseil pour une "aide mutuelle contre le terrorisme", ce que Trotsky avait relevé à l'époque et vigoureusement souligné à plusieurs reprises lors des procès de Moscou et des accusations de "terrorisme" lancées contre lui.



Herschel Grynszpan.



**Lettre ouverte
à Lénine,
par John MacLean**

**(publiée dans *The Socialist*,
30 janvier 1921)**

John MacLean est une figure marquante du mouvement révolutionnaire écossais du début du XX^e siècle. Il apparaît sur le devant de la scène à l'occasion des grèves des loyers à Glasgow en 1915 et milite sans relâche pour un nouvel ordre social jusqu'à sa mort, en 1923.

Profondément humaniste et internationaliste, autodidacte, orateur hors pair, il est fondamentalement convaincu que le marxisme est la solution aux maux auxquels la société écossaise et le monde entier sont confrontés. C'est aussi un idéaliste et un homme de principes qui ne veut pas faire de compromis dans son analyse de la situation politique écossaise et internationale. Ainsi, il pense que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne finiront par s'affronter à cause de leur course effrénée aux marchés.

A ce titre, il soutient vivement la cause irlandaise et se montre favorable à une alliance entre nationalistes irlandais et écossais, dont l'objectif doit être de miner l'empire britannique de l'intérieur afin d'éviter une guerre avec les Etats-Unis. Pour y parvenir, il milite pour l'unité de la classe ouvrière, qui, grâce à l'agitation sociale et ouvrière, doit faire reculer l'Etat et prendre le pouvoir.

Ces thèmes sont abordés dans la lettre ouverte qu'il adresse à Lénine, qui l'a nommé consul bolchevique en Ecosse le 5 janvier 1918. Tout en faisant un état des lieux de la situation du mouvement ouvrier en Ecosse, il montre son indépendance et son refus de toute compromission politique et intellectuelle, au moment où la création d'un Parti communiste de Grande-Bretagne est à l'ordre du jour. Au cours de l'année 1921, John MacLean est emprisonné une première fois, de mai à août, accusé de sédition. Après avoir purgé sa peine, il est arrêté une seconde fois, et, le 25 octobre 1921, il est reconnu coupable et condamné à 12 mois de prison, qu'il purgera en qualité de prisonnier politique, après avoir menacé d'entreprendre une grève de la faim. Depuis sa cellule, il rédige son programme de candidat à la circonscription de Kinning Park aux élections municipales d'octobre 1921, sous l'étiquette "Glasgow Unemployed Group" (le groupe des chômeurs de Glasgow). Il finit second de l'élection, loin derrière le candidat libéral (2 421 voix contre 5 749), mais devant le candidat travailliste.

Après sa sortie de prison, son activité politique majeure concerne la fondation et le développement du Scottish Workers' Republican Party (le Parti républicain des travailleurs écossais). Il fait campagne dans les Gorbals, un quartier très pauvre du centre de Glasgow, en 1923. Il milite pour une Ecosse indépendante sous la forme d'une république communiste, mais il ne suscite qu'un très faible soutien dans la classe ouvrière à Glasgow et aucun à l'extérieur de la ville. Il meurt le 30 novembre 1923 d'une pneumonie, chez lui, à Pollokshaws, six jours avant le scrutin pour lequel il avait fait campagne, épuisé par un rythme effréné de travail, cinq séjours en prison et les conséquences d'une alimentation insuffisante à laquelle il se soumettait à cause de revenus que son activité politique à plein temps avait rendus plus que précaires. 10 000 personnes forment le cortège qui accompagne son corps jusqu'au cimetière d'Eastwood, au sud de la ville, et autant de personnes lui rendent hommage le long du parcours.

Fabien Jeannier

“Un pays dirigé par la classe capitaliste la moins scrupuleuse et la plus rusée...”

UNE conférence se tient aujourd'hui (dimanche 30 janvier) à Leeds pour constituer un Parti communiste unifié, en tant que section britannique de la Troisième Internationale. Je crois que vous avez une trop bonne connaissance de ce qu'il se passe pour être abusé par la situation en Grande-Bretagne et par les ambitions de la plupart des personnes en vue qui y seront présentes. Un groupe hétéroclite de personnages s'est rendu en Russie l'année dernière, ouvertement, secrètement, et “secrètement” alors que les autorités faisaient semblant de ne rien voir.

A la lecture de comptes rendus de déclarations qu'ils ont diffusés au nom des personnes qui ne les avaient pas mandatés, nous apprenons qu'on vous demande de croire qu'un très grand nombre de travailleurs se sont organisés dans les ateliers et qu'ils se tiennent prêts à débrayer au signal de la révolution, et qu'un parti discipliné et bien organisé se tiendra prêt à les guider dans la révolution.

Vous admettez que c'est l'affaire du gouvernement britannique de vous duper et de vous amener à faire de mauvais calculs, comme il a conduit le Kaiser à élaborer de fausses prévisions et à échafauder des plans sur la défaite de l'Allemagne. Vous devez donc reconnaître que n'importe quelle personne ou information en provenance de Grande-Bretagne doit être reçue avec la plus grande prudence et la plus grande circonspection, considérant la façon dont la Grande-Bretagne a traité la Russie au cours des deux dernières an-

nées. Le capitalisme britannique n'est aucunement résolu à reconnaître le communisme russe ou à entretenir des relations commerciales avec lui, quels que soient les expédients temporaires auxquels il a recours. Il prend conscience avec plus d'acuité que n'importe quel autre capitalisme dans le monde qu'une bataille pour la suprématie entre le capital et les travailleurs a maintenant débuté et il est déterminé à écraser les travailleurs en écrasant la république russe et à restaurer un régime réactionnaire, de la même manière qu'il est en train de restaurer un régime réactionnaire dans les pays vaincus que l'on appelle encore “les puissances centrales”.

L'Angleterre n'a été contenue de façon décisive qu'une fois en quatre cents ans, à l'occasion de la guerre qui a donné naissance aux Etats-Unis dans les années 1775-1786. Aujourd'hui, l'Angleterre rassemble ses forces pour balayer les ambitions américaines comme elle l'a fait pour les ambitions allemandes. Cela explique sa tentative brutale, sanglante et sans remords d'anéantir l'esprit de la race la plus courageuse qui se soit jamais élevée contre la nation anglaise, les Irlandais. Car, dans l'hypothèse où les Irlandais s'allieraient avec les Américains si une autre guerre mondiale devait éclater (et elle se profile à court terme), l'Angleterre doit être contenue à l'ouest.

Si cette guerre peut être évitée jusqu'à ce qu'un Kaiser allemand ou un tsar russe soient rétablis, alors la Grande-Bretagne sera reliée à toute l'Asie et l'Amérique en passant par l'Allemagne et les autres na-

tions du centre de l'Europe, ainsi que par la Russie et la Sibérie.

Si l'Amérique insiste sérieusement cette année, alors que le commerce britannique est paralysé, et tandis que les travailleurs n'ont pas l'intention de répondre aux appels patriotiques et aux pressions exercées si habilement lors de la dernière guerre, alors la Grande-Bretagne mettra gentiment Earl Curzon (1) de côté et enverra humblement Lloyd George (2) vous étreindre comme un frère perdu de vue depuis longtemps.

Une parodie de gouvernement travailliste sera constituée, qui comptera dans ses rangs nos chers camarades MacDonald (3) et Snowden (4) (ainsi que la sublime Ethel [5]), alors que le vrai travail sera exécuté par la "vieille garde" sous le patronage du Privy Council.

Cette façon de procéder ne vous trompera pas, puisque vous et vos camarades connaissez parfaitement les dirigeants du Parti travailliste et de l'ILP (6), et cela, Lloyd George le sait parfaitement.

Il doit donc laisser la voie libre à la constitution d'un Parti communiste dont il contrôlera les "dirigeants". Ceux qui se rassemblent sont un mélange hétéroclite d'anarchistes, de sentimentalistes, d'anarcho-syndicalistes, avec un zeste de marxistes. L'unité dans un tel camp sera très vraisemblablement impossible. Mais si toutefois l'unité devait représenter une menace, alors les "dirigeants" canaliseront l'énergie supplémentaire vers de "sûrs" chemins — sûrs pour Lloyd George.

Le président du groupe parlementaire sera, comme il l'a été récemment, le lieutenant-colonel Malone, MP (7). Ce gentleman siégeait au comité directeur de la Société de reconstruction (8), anciennement la Société antisocialiste (9), qui a distribué des millions de brochures pendant et après l'élection générale de 1918, empoisonnant l'esprit des gens contre le bolchevisme, vous-même, Trotsky et d'autres camarades russes. Après son voyage en Russie, Malone tint des conférences à propos de la situation en Russie et rejoignit le British Socialist Party (BSP), après que la tentative de Rothstein de m'acheter et d'acheter Fairchild eut pour résultat le retrait de Fairchild du parti et mon exclusion en secret.

Désormais, le *Communist*, le successeur de *The Call* (10) quand le British Socialist Party est devenu le Parti communiste de Grande-Bretagne, est passé sous le contrôle de M^r Meynell, qui en est le rédacteur en chef, qui se retira de la direction du *Daily Herald* quand Lloyd George l'accusa de faire venir des bijoux de la Russie vers l'Angleterre pour financer le *Daily Herald*.

Si Lansbury (11) et Malone ont jugé bon de dissocier le *Daily Herald* de Meynell, pourquoi donc Meynell se retrouve-

(1) Lord Curzon (1859-1925) : membre du War Cabinet de David Lloyd George, puis ministre des Affaires étrangères libéral de David Lloyd George (libéral) et Andrew Bonar Law (conservateur) de 1919 à 1924.

(2) David Lloyd George (1863-1945) est ministre (libéral) des Munitions à partir de juin 1915, puis Premier ministre du 7 décembre 1916 au 19 octobre 1922.

(3) James Ramsay MacDonald (1866-1937) préside le Labour Party de 1911 à 1914, date à laquelle il démissionne de la présidence du parti quand son opposition à la Première Guerre mondiale le met en minorité. Il est élu député en 1922 et préside le groupe travailliste à la Chambre des communes. Il est le premier Premier ministre travailliste de Grande-Bretagne (janvier-novembre 1924, puis juin 1929-juin 1935).

(4) Philip Snowden (1864-1937). Elu député travailliste de Blackburn en 1906, il perd son siège à l'élection de 1918. Est de nouveau élu député en 1922. S'oppose à la Première Guerre mondiale et apporte son aide aux objecteurs de conscience. Chancelier de l'Echiquier dans les gouvernements successifs de Ramsay MacDonald jusqu'en 1931, puis Lord Privy Seal jusqu'en 1932. Ne se présente pas à l'élection de 1931. Accepte le titre qui lui permet de siéger à la Chambre des lords.

(5) Ethel Annakin Snowden (1880-1951). Epouse de Philip Snowden. Pacifiste, elle milite aussi pour le droit de vote des femmes. Elle est élue au comité national exécutif du Parti travailliste après la guerre. Elle refuse une investiture travailliste à Leicester en 1922 pour se consacrer à la campagne de son mari.

(6) Independent Labour Party.

(7) Member of Parliament (député).

(8) Reconstruction Society.

(9) Anti-Socialist Society.

(10) Journal hebdomadaire du British Socialist Party.

(11) George Lansbury (1859-1940). Editeur de presse, il lance le *Daily Herald* en 1911, dont il devient le rédacteur en chef en 1913. Député travailliste de 1910 à 1912, puis de 1922 à 1940. Opposé à la participation de la Grande-Bretagne à la guerre, il perd les élections de 1918, comme tous les candidats du parti travailliste opposés à la guerre. Il est élu à la tête du Parti travailliste en 1928. Il prend la tête de l'opposition travailliste quand Ramsay MacDonald forme un gouverne-

t-il maintenant rédacteur en chef de ce qui est reconnu comme étant l'organe de presse officiel du Parti communiste de Grande-Bretagne ? Qui est Meynell et quel est son rôle sont deux questions très pertinentes. A ma connaissance, il n'a jamais adhéré à la SDF (12) ou au BSP. Il a autant de légitimité dans les cercles révolutionnaires de Grande-Bretagne que Malone.

Il n'y a qu'un pays comme la Grande-Bretagne, dirigée par la classe capitaliste la moins scrupuleuse et la plus rusée qui ait jamais déshonoré notre planète, où des hommes complètement inconnus, sans expérience et qui n'ont jamais fait leurs preuves, peuvent être catapultés en première ligne.

A son retour, Gallacher (13) prêcha l'unité et l'effacement des personnalités, mais il participa à la conférence des groupes écossais à Glasgow pour constituer le Communist Labour Party (CLP). Le but était de "couler" le SLP, dont, en fait, des sections passaient directement au CLP, et de préparer une bonne représentation à la conférence de Leeds — telle une caricature de Lloyd George à la grande convention de Leeds de 1917 après la première révolution russe. Pour embrouiller les gens, le secrétaire du groupe qui constitua et maintenant compose le CLP fut choisi pour tromper les gens non vigilants. Son nom est John MacLean, et il est, tout comme moi, originaire de Glasgow.

Non content de prêcher l'unité et d'aider à la constitution d'un nouveau parti en octobre, Gallacher a insisté sur la nécessité de sacrifier les personnes au profit du mouvement. Pourtant, qu'a-t-il fait en secret ? Il a fait le tour du pays et dit aux socialistes que MacLean souffre "d'hallucinations". Il a écrit à ce propos au SLP (14) alors que j'étais en train de préparer une conférence afin de faire se conformer mes sympathisants à la ligne du SLP.

Il est venu à la conférence sans y être invité et y a fait des déclarations identiques en public en présence d'un journaliste dépêché en secret travaillant pour le compte des journaux de la famille Harmsworth (15), de Glasgow. Avant de se rendre en Russie, avec ses collègues de *The Worker* (16), il a fait irruption dans les

cours du camarade Clunie, dans le Fife (17), où notre camarade enseigne les principes du marxisme dans un certain nombre de cours.

Celui qui, en Grande-Bretagne, est contre le marxisme est aussi contre le bolchevisme en Russie. Obscurantisme et réaction sont toujours allés de pair.

Bien sûr, Gallacher va procéder à un camouflage au niveau industriel. Il vous a amené à croire qu'il y a un mouvement spontané de la base en Ecosse. Il s'agit d'un mensonge éhonté. J'ai fait les entrées des usines de toute la vallée de la Clyde tout l'été et tout l'automne, et j'affirme catégoriquement que la victimisation après la grève prématurée des quarante heures a anéanti le mouvement spontané de la base. La terreur du chômage s'est immiscée dans les cœurs de ceux qui travaillent, tout comme la faim est censée dompter ceux qui n'ont pas d'emploi. Aucun mouve-

ment national (coalition entre National Labour Party, Conservative Party, Liberal Party et Liberal National Party) de 1931 jusqu'en 1935.

(12) Social Democratic Federation, première organisation marxiste en Grande-Bretagne fondée en 1881 à l'initiative de H. M. Hyndman.

(13) William Gallacher (1881-1965). Préside le Clyde Workers's Committee, comité de grève constitué en 1915 pour résister à la loi sur les munitions et la dilution. Membre influent de la campagne pour la semaine de 40 heures en 1919. Emprisonné à plusieurs reprises (1916-1917, 1919). Rejoint le Parti communiste de Grande-Bretagne dès sa création. En est le vice-président en 1921. Elu député communiste de West Fife en 1935 et East Fife en 1945. Voir l'article "*Le mouvement ouvrier en Ecosse entre 1917 et 1921*" dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n°s 36 et 37, pour un développement sur les relations entre John Maclean et William Gallacher au moment de la création du Parti communiste de Grande-Bretagne.

(14) Socialist Labour Party.

(15) Harold Sidney Harmsworth, premier vicomte Rothermere (1868-1940). Patron de presse qui a développé avec son frère Alfred Harmsworth les quotidiens populaires londoniens *Daily Mail* et *Daily Mirror* (ce dernier est son plus grand succès avec un tirage de 3 millions d'exemplaires en 1922). Il avait auparavant fondé le *Daily Record*, quotidien populaire glaswégien, et le *Sunday Pictorial*. Il fut élevé au rang de vicomte en 1919. Il soutint avec beaucoup de ferveur la révision du traité de Trianon en faveur de la Hongrie, pays dans lequel il jouit alors d'une grande popularité et où il acheta des terres au cas où l'Angleterre succomberait à une invasion soviétique.

(16) Journal du Clyde Workers' Committee.

(17) Région d'Edimbourg.

ment de nature radicale n'est possible pour le moment, sauf dans les rangs des mineurs, et ce mouvement a été ravivé et est porté par les adhérents du SLP.

J'ai la certitude que le mouvement des délégués d'atelier en Angleterre est aussi moribond qu'en Ecosse.

Ne faites pas confiance, donc, au Parti communiste unifié qui va être constitué aujourd'hui. De même, ne comptez pas sur le mouvement des délégués d'atelier.

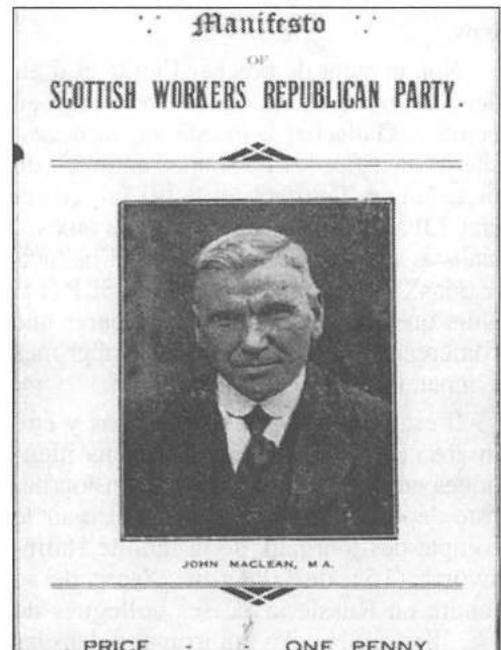
En Russie, ne prenez conseil ni auprès de Quelch ni auprès de Fineberg. Prenez conseil auprès de Peter Petroff. Il est le seul Russe à avoir une connaissance fine du mouvement ouvrier à Londres et à Glasgow. Jusqu'à ce qu'il soit emprisonné en 1916, Petrov est resté avec moi et il a travaillé avec MacDougall et moi-même à la constitution d'un mouvement de masse qui commence désormais à se manifester en Ecosse. Petrov est donc le seul marxiste en Russie à comprendre réellement ce qu'il se passe ici et à pouvoir vous expliquer cette lettre. Rappelez-vous qu'il m'avait incombé la tâche d'initier le mouvement pour la libération de Petrov et Tchitcherine en 1917, et que c'est sous les conseils de Petroff en Russie que vous m'avez nommé consul en Ecosse. C'est ma fidélité à votre personne et à la cause révolutionnaire qui m'a valu une peine d'emprisonnement de 5 ans en 1918.

Je continue la lutte, malgré la trahison, non pas des travailleurs, mais des soi-disant "camarades". Ce n'est pas par accident que le D^r Shadwell a écrit dans une série d'articles publiés dans le *Times*, après un récent tour de Grande-Bretagne, que la Clyde est le centre le plus révolutionnaire de Grande-Bretagne.

Le gang de Gallacher a essayé par trois fois de me déposséder du contrôle et a complètement échoué. Trois mille cinq cents chômeurs se réunissent chaque semaine à la mairie pour discuter des principes et des stratégies appliquées à la présente situation d'un point de vue marxiste.

Alors que de plus en plus d'ouvriers sont licenciés et commencent à être affamés, car le gouvernement veut les affamer, vous pouvez comprendre que, tôt ou tard, un mouvement de masse, plus vaste et plus entreprenant que jamais auparavant, va se manifester.

La situation devient d'autant plus sérieuse que beaucoup de travailleurs exploités ici sont Irlandais, dont le pays est de plus en plus cruellement et perfidement torturé. La haine légitime de classe et de race de ces hommes va se transformer en une avalanche d'opinions et de sentiments qui sont voués, tôt ou tard, à briser les chaînes du capitalisme anglais.



Michel Barbe :
Varian Fry à Marseille
Un rebelle
dans l'œil du cyclone

(deuxième partie)

Le n° 39 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie de l'étude consacrée par Michel Barbe à ce personnage, qui a joué un rôle si important en 1940-1941 pour protéger et sauver de la police de Vichy au service de la Gestapo un certain nombre de réfugiés politiques, d'émigrés, de militants, d'écrivains, de peintres qui risquaient d'être livrés à la Gestapo en application de l'article 19 de la convention d'armistice.

La liste en est impressionnante (Marc Chagall, Marcel Duchamp, Max Ernst, Wilfredo Lam, André Masson, Max Ophuls, Hannah Arendt, André Breton, Jean Malaquais, Heinrich Mann, Benjamin Péret, Victor Serge, Franz Werfel, Giuseppe Modigliani, Jacques Schiffrin, etc.). Selon Michel Barbe, *"en treize mois, dépassant largement les limites du mandat qui lui avait été confié par l'Emergency Rescue Committee, Varian Fry réussit à aider plusieurs milliers de réfugiés menacés d'arrestation, majoritairement des Juifs"*.

Michel Barbe y étudie le fonctionnement du Comité américain de secours (CAS) fondé par Varian Fry et les moyens divers et multiples utilisés par l'Américain pour parvenir à ses fins, les conceptions politiques que l'on peut déceler dans son activité. Cette seconde partie étudie le prolongement de cette activité confrontée à des difficultés croissantes et tente d'en dresser un bilan.

Comment transformer un rebelle en petit soldat

Retour sur la genèse de l'ERC

Charles Jacquier, directeur des éditions Agone, à Marseille, rééditeur du livre de Varian Fry, et qui le préface d'un beau titre : *Une lueur vive dans la nuit*, aborde la question de la protohistoire de l'ERC de façon constructive. C'est une première plongée historique sérieusement documentée et argumentée dans ce que l'on peut globalement qualifier d'affaire Varian Fry ! Il apporte sa pierre à la recherche d'une compréhension du contexte historique américain de la mission de Varian Fry.

“L'action de Fry n'a en effet été possible que parce que, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, tout un travail de sensibilisation, de mobilisation, de création de réseaux a été accompli, en particulier par les syndicats ouvriers en lien avec des émigrés allemands — notamment juifs et socialistes. C'est de cette histoire complexe (...) que naît le Centre américain de secours.”

L'ERC plonge en effet ses racines dans une rencontre entre des segments du mouvement ouvrier juif américain avec les professions intellectuelles et artistiques.

Au départ, “un personnage méconnu, Abraham Plotkin, fut l'un d'eux. Emigré d'origine juive russe et militant de l'ILGWU (International Ladies Garment

Workers Union – Syndicat international des ouvriers de la confection féminine), il joua un rôle déterminant à la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir pour alerter le mouvement syndical américain des dangers du nazisme (...). A la même période, en février 1934, est fondé le Jewish Labor Committee (JLC) (...), qui réunit un millier de délégués du monde ouvrier juif – à savoir les syndicats de la confection (ILGWU et ACWA) (Amalgamated Clothing Workers of America) avec le Jewish Socialist Verband (ancienne section juive du Parti socialiste américain), ainsi que des associations laïques, socialistes et mutualistes (...). Le JLC impulse la création d'une association, l'American Friends of German Freedom (AFGF) (...), qui devient l'interlocuteur et le porte-parole de Neu Beginnen aux Etats-Unis.

Les initiatives du monde syndical (...) complètent ou s'articulent avec celles prises par les associations d'exilés antifascistes et antinazis aux Etats-Unis, pour finalement donner naissance à l'Emergency Rescue Committee (...). Parallèlement, à partir de 1933, les professions artistiques et intellectuelles se mobilisent elles aussi pour organiser les secours aux antinazis.

C'est à la rencontre de ces initiatives fondées sur une base ouvrière forte que va naître le projet d'un sauvetage des dissidents qui fuient le nazisme. Et c'est

ici que la trajectoire de Varian Fry va croiser celle de ce mouvement" (Une lueur vive dans la nuit, pp. XV-XVI).

Encore sur le portrait de l'antinazi et antistalinien Varian Fry

Lorsqu'en juillet 40, à 32 ans, il se déclare volontaire au départ pour la France, Varian Fry est déjà armé d'une expérience fondée sur un solide bagage pratique et intellectuel acquis à Harvard par des études effectuées dans le domaine des relations internationales. Directeur de magazine, journaliste, photographe, éditeur, écrivain..., il est porteur de la double tradition des droits de l'homme acquise dans les révolutions américaine et française.

Il est l'homme de la situation pour cette périlleuse et délicate mission de sauvetage. Il se trouve au carrefour des contradictions de cette guerre où révolution et contre-révolution sont intimement fusionnées, exigeant à tout moment audace, prudence, culot et, pourquoi pas, humour.

Le manche de la cuillère qu'il emportait avec lui à Marseille était-il suffisamment long pour lui permettre de conserver dignité et indépendance à la table du diable à Vichy, au consulat, à l'Evêché ?

Nous l'avons écrit, issu des meilleures traditions de la bourgeoisie protestante, démocrate de conviction et libéral progressiste, antistalinien et antinazi résolu, Varian Fry n'était pas pour autant trotskyste. Loin de là ! Ni antitrotskyste. Il appréciait cette large mouvance du point de vue des libertés démocratiques et de son ouverture d'esprit. Ils combattirent les mêmes ennemis : Gestapo, Guépéou, police de Vichy, OVRA (police politique de Mussolini), police de Franco.

Journaliste présent en Allemagne de "novembre 1932 à mai 1933, (il assista) à la prise du pouvoir par Hitler, aux premières mesures antisémites et à la défaite sans combat du mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe" (Charles Jacquier).

En 1935, revenu à Berlin pour enquêter sur la réalité du nazisme, assis à une terrasse de café, il est témoin d'une scène qui le marqua toute sa vie. Un commando

de SA sème la terreur contre les Juifs, l'un d'eux plantant son poignard dans la main d'un consommateur (préssumé) juif buvant une bière, pendant que les autres arrêtaient les voitures pour en expulser leurs occupants juifs et les rouer de coups.

Pas le moindre syndicat ouvrier, pas le moindre parti ne pouvait se dresser pour faire barrage à cette déferlante barbare : ils avaient été dissous. De retour aux Etats-Unis, il décrivit la scène dans un reportage qui fit sensation.

Lequel n'échappa sans doute ni à Hitler ni à Goebbels, attentifs au maintien d'une neutralité bienveillante des Etats-Unis envers l'Allemagne.

Question : était-il conscient de la responsabilité du Parti communiste allemand (KPD) dans la montée et la prise du pouvoir par Hitler ? Le Parti communiste allemand ne dénonçait-il et ne combattait-il pas quotidiennement le SPD, ce "social-fasciste", ce "social-traître" ! Cette politique de division était combattue par l'Opposition de gauche trotskyste, qui militait pour l'unité des frères ennemis, KPD et SPD.

Est-ce cette expérience, nourrie par celle de la guerre en Espagne, qui lui fit systématiquement rejeter les "communistes de stricte obédience" ? Position dont il ne devait jamais se départir, même lorsque l'URSS fut envahie par les nazis et qu'elle devint l'alliée circonstancielle des Etats-Unis. Du coup, le vil plomb stalinien se trouva transformé en or et Varian Fry en persona non grata !

En 1937, couvrant la guerre d'Espagne, il adhéra au "North American Committee to Aid Spanish Democracy (...), pour lequel il travailla l'année suivante à temps plein". Ou bien il le quitta ou bien il s'en fit exclure au motif d'avoir combattu la mainmise stalinienne sur lui.

En 1938, avec le petit groupe socialiste allemand de gauche, le Neu Beginnen ("Nouveau départ"), il milita dans l'American Friends of German Freedom (*ibidem*, p. XVIII).

Un autre regard sur Fry et le Centre américain de secours

Dans une étude peu connue : *Fusillez ces chiens enragés ! Le génocide des*

trotskyistes (1981, Olivier Orban), René Dazy, journaliste exclu du PCF en 1949, non trotskyste, évoque parmi les innombrables chasses à l'homme engagées par l'appareil international de Staline "l'affaire du Centre américain de secours" (pp. 249 à 254).

"En moins de deux ans de fonctionnement, jusqu'en juin 1942, les bureaux du Centre virent un défilé hétéroclite de bordiguistes italiens, de poumistes espagnols, de réfugiés allemands du Sozialistische Arbeiter Partei, de mencheviks russes, de sociaux-démocrates dissidents, d'anars de toutes nationalités, de surréalistes et de sans-parti non conformistes (...). Une activité si intense, l'affluence de militants fichés, mêlés à des écrivains et des artistes dont la discrétion n'était pas la qualité maîtresse, ne pouvaient qu'attirer la police."

Un document saisi par la police, intitulé "Le gouvernement de Pétain peut-il être considéré comme fasciste ?", "avait entraîné l'arrestation, en juin 1941, d'Albert Demazière, responsable régional du POI (Parti ouvrier internationaliste — l'une des deux branches du trotskysme en France sous l'Occupation) et membre du comité de la zone sud, Jean Reboul, Marguerite Usclat, Pierre Delamotte et Pietro Tresso, dit Blasco (...). Rigal et Demazière furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité... Reboul et Tresso à dix ans de la même peine."

Tresso, dit Blasco, ex-militant socialiste qui dirige le Parti communiste clandestin avec Gramsci, est exclu et rejoint l'Opposition de gauche trotskyste et le POI. Traqué par la police de Mussolini, il est arrêté à Marseille en 1942 et enfermé par Vichy à la prison du Puy-en-Velay. Les prisonniers staliniens organisaient l'isolement systématique des trotskystes. Dirigeant reconnu en Italie, il disparut à la suite "de l'évasion la plus retentissante et la mieux réussie de toute l'Occupation", en octobre 1943, par une attaque des FTP (staliniens). Il est assassiné à l'initiative d'un agent soviétique d'origine italienne qui commande le maquis "libérateur". Le crime est couvert par Togliatti, chef du PCI. Demazière, trotskyste de la première heure, réussit à s'échapper. C'est lui qui raconta et mena l'enquête.

A Marseille, les avocats des inculpés du CAS étaient Gaston Monerville, futur président du Sénat, Gaston Defferre, futur maire de Marseille, et Mireille Poinot-Chapuis, future députée MRP.

D. Retour forcé aux Etats-Unis. Indésirable à Marseille, Varian Fry devient peu désirable à New York

Dès 1942, après son retour aux Etats-Unis et encore sous l'émotion, Varian Fry écrit le récit de son extraordinaire aventure marseillaise. Elle ne sera publiée qu'en 1945 et censurée de sa préface par un éditeur peu courageux, sous le titre *Surrender on Demand*. Le livre ne rencontra aucun écho. Il ne sera traduit en français qu'en 1999 sous le titre *La Liste noire*, restituant le texte maudit de la préface.

"Il s'agit ici de l'expérience la plus forte que j'aie jamais vécue (...). C'est une histoire d'horreur. Non pas l'horreur d'une mort brutale sur les champs de bataille, mais l'horreur lente et invisible (...) que vécurent des hommes, des femmes et des enfants enfermés dans des camps d'internement. L'horreur de la chasse à l'homme par la Gestapo. Des arrestations, déportations, enlèvements. Du suicide, du meurtre, de la mort dans une prison de la Gestapo (...) quand j'y pense... laissant derrière moi tant de réfugiés qui en étaient venus à voir en moi leur seul espoir d'échapper à l'enfer qu'Hitler avait fait de l'Europe" (p. 9).

Entré en rébellion contre l'ERC, lâché par le département d'Etat et Eleanor Roosevelt, Varian Fry se trouva isolé politiquement. On ne lui pardonnait pas d'avoir si largement débordé le programme que lui assignait l'ERC "(en ayant voulu) sauver le plus grand nombre, et pas seulement les plus célèbres".

Défendant contre l'ERC son siège du CAS à Marseille, n'avait-il pas écrit le 21 janvier 1941 à Frank Kingdom, son président à New York, une lettre en forme de déclaration de guerre : "Ce bureau n'est pas votre bureau : c'est un comité

indépendant composé de divers citoyens américains qui résident en France” (Charles Jacquier, p. XXXI). Une bombe qui le condamnait pour insoumission.

En juin 1941, après l'entrée en guerre de l'Allemagne avec l'URSS, le dispositif politique global des Etats-Unis change. *“Dès lors, la direction de l'ERC considère que Fry a troqué la rhétorique humanitaire neutre pour un militantisme dangereux trop proche du socialisme et poursuivi des activités illégales en temps de crise internationale.”* Pour l'ERC et le département d'Etat, le soutien de Fry aux antistaliniens se rapprochait trop du trotskysme (“socialisme”). Il devenait gênant au moment où les Etats-Unis et l'URSS procédaient à un rapprochement stratégique. L'entrée en guerre des Etats-Unis après Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, modifie la donne. L'ERC renonçant à envoyer à Marseille un remplaçant à Varian Fry, il se dresse contre cette décision en lançant une campagne pétitionnaire qui échoue. Il est exclu de l'ERC et mis en quarantaine comme les pestiférés. Fin de partie.

1940 : l'époque des grands et des petits “sauveurs” est arrivée

Soyons clairs : le succès de Varian Fry à Marseille en 1940, avec l'effondrement des repères politiques, le malheur universel d'un peuple livré sans défense au pillage, à la terreur policière et à la pénurie alimentaire, signifie que le temps de la croyance en l'époque des “sauveurs” est venue. A défaut de Dieu, des hommes, grands et petits, peuvent faire fonction ! On observe cela dès l'effondrement en juin 1940.

Pour les “grands”, il s'agissait évidemment de “sauver la France” ou “la Patrie” de la révolution qui menaçait. Soit en faisant alliance avec Hitler pour écraser l'URSS : c'est le maréchal Pétain qui *“fait don de sa personne”* (discours du 17 juin) pour cette entreprise. Soit avec le camp anglo-saxon : c'est de Gaulle qui choisit *“la force mécanique supérieure”* (discours du 18 juin 1940) pour contrôler la France le jour de la Libération, en combattant l'ennemi aux côtés des Alliés afin d'éviter et, éventuelle-

ment, de réprimer une issue révolutionnaire de type Commune de Paris.

La différence avec le petit sauveur Varian Fry, c'est qu'il sauva effectivement plusieurs milliers d'hommes et de femmes pourchassés pour leurs opinions politiques, pour leurs œuvres artistiques ou, plus “simplement”, pour avoir le malheur d'être nés Juifs. Bref, un véritable sauvetage. Sauver des antinazis, des antistaliniens et des Juifs relevait d'une aide au camp de la révolution.

Pour cette raison, il fut lui-même poursuivi pour avoir refusé de jouer le jeu officiel de la diplomatie d'Etat. Qu'elle fût celle de Berlin, celle de Moscou ou celle de la Maison-Blanche, il fut éconduit pour excès de zèle dans son rôle de véritable sauveur, il lui fut signifié l'interdiction de sauver plus et encore jusqu'à la fin de la guerre ! Il fut ramené sans gloire aux Etats-Unis, loin de Marseille. Il était resté rebelle à son autorité de tutelle jusqu'au bout. De son vivant, elle ne le lui pardonna pas.

La vague révolutionnaire de 1943-1945 submergée l'Europe et le monde

Dès 1943, la crainte de Coulondre et le pronostic de Trotsky se réalisent pleinement.

L'Armée rouge s'empare à Stalingrad du général Paulus et de son armée. Partout dans le monde, le sentiment révolutionnaire se réveille. Pour donner des gages de bonne conduite à ses alliés en interdisant aux peuples qui se libéraient du joug nazi ou fasciste de pouvoir s'exprimer jusqu'au bout par la subversion révolutionnaire du capitalisme fauteur de guerre, Staline dissout le Comintern le 15 mai 1943 et tend la main à Churchill et à Roosevelt. Libération : oui ! Révolution : non ! Ce cauchemar empêchait Churchill de dormir. Il rencontra Staline, carte et crayon en main, pour délimiter dans les Balkans leurs zones respectives du maintien de l'ordre capitaliste : Churchill en Grèce, Staline en Bulgarie et en Roumanie. En Yougoslavie, Tito conduisit les masses à s'emparer du pouvoir contre l'avis de Staline, qui voulait la restauration de la monarchie.

En France, Thorez, déserteur en 1940, tenu en réserve à Moscou, est restitué en 1944 à de Gaulle par Staline pour contenir le mouvement révolutionnaire dans les limites de l'Etat bourgeois à reconstruire après l'effondrement de l'Etat français en carton-pâte. Même scénario en Italie avec Togliatti, où la révolution pendait Mussolini à un crochet de boucherie. Hitler, quant lui, le chancelier qui recevait Coudondre en 1939, se suicide et part en fumée dans son bunker en mai 1945 !

Le pronostic de Trotsky se réalisait pleinement sans direction politique capable d'ordonner le soulèvement à l'échelle internationale. La chasse au trotskysme pouvait reprendre de plus belle !

Varian Fry n'avait plus place dans cette équation radicalement nouvelle de la lutte des classes. Sentant le fagot trotskyste des mauvais jours, il fut oublié pendant un demi-siècle.

Episode Varian Fry et André Malraux : une reconnaissance tardive et bâclée

Curieusement, c'est Varian Fry lui-même qui dut solliciter cette reconnaissance ! La France officielle l'avait oublié. A sa demande, une petite Légion d'honneur lui fut décernée au consulat de France à New York, le 12 avril 1967, par André Malraux, ministre de la Culture du général de Gaulle. Ni ambassade de France aux Etats-Unis ni palais de l'Elysée en France.

Cet ami des trotskystes et des surréalistes méritait-il plus d'égards ? Pourquoi le cachait-on encore aux Marseillais et à la France ?

Ce ministre, qui avait été "fasciné par Zhou Enlai et par Trotsky (...), participe au congrès des écrivains soviétiques en août 1934" (le Grand Larousse universel, p. 6590). Il se rapprochait donc de la mouvance stalinienne avec Aragon après avoir suscité un débat "littéraire" avec Trotsky, l'année précédente, à propos de son livre *La condition humaine*, publié en 1933. Trotsky avait écrit : "Il faut publier Malraux aux Etats-Unis." Pourquoi défend-il ce roman ?

Il le défend parce que "ce roman ne se veut pas seulement une œuvre d'art litté-

raire. Il pose les grands problèmes de la destinée humaine (...). En dernière analyse, Malraux est un individualiste et un pessimiste. Sentir ainsi le monde et la vie m'est psychologiquement étranger, pour ne pas dire hostile. Mais dans le pessimisme de Malraux, qui s'élève jusqu'au désespoir, se trouve un élément d'héroïsme. Malraux prend ses héros internationaux sur fond de la révolution. Le théâtre des drames personnels est Shanghai de 1927. L'auteur connaît de près la révolution chinoise par sa propre expérience" (Œuvres, juillet 1933, Internet).

De son côté, Jean-Michel Guiraud rappelle l'épisode de cette relation vivante avec "Varian Fry, (qui) avait été l'extraordinaire catalyseur des intellectuels dispersés en ces heures sombres et difficiles. Il fut un témoin privilégié, visionnant, par exemple, dans un cinéma clandestin de Marseille, Sierra de Teruel, avec André Malraux, qui avait réalisé ce film d'après L'Espoir retraçant la résistance des républicains espagnols pendant la guerre civile" (p. 123).

Plutôt que d'une reconnaissance pleine et entière par la France de ses mérites, cette cérémonie faite en catimini n'était-elle pas plutôt une reconnaissance de dette personnelle pour solde de tout compte de la part d'André Malraux ?

"André Malraux, qui s'était rendu au CAS en 1941, refusant de partir mais confiant à Fry les bobines de son film Sierra de Terruel (L'Espoir), qui risquait lui aussi de ne pas survivre. La croix de chevalier de la Légion d'honneur fut le seul honneur rendu à Varian Fry de son vivant" (Dossier de presse, p. 13).

Il mourut trop tôt, quelques mois après, le 12 septembre 1967, à l'âge de 59 ans.

Aujourd'hui, cinquante après, depuis une dizaine d'années, Varian Fry fait un retour flamboyant dans les médias à Marseille, la recherche historique, les colloques savants, les expositions culturelles, la littérature, les honneurs militaires et diplomatiques, la pédagogie, le cinéma.

Cette année 2007-2008, c'est à Paris que le balancier de la gloire retrouvée s'est arrêté un moment...

De quoi s'agit-il ? Reconnaissance ? Honneur à sa mémoire, récupération politique ?

E. Varian Fry : le grand retour à Marseille et... à Paris !

Reprise en main d'un rebelle insoumis

Premiers signaux d'un retour à Marseille après cinquante ans d'oubli

Un retour littéraire discret, d'abord. Deux publications réveillèrent sa mémoire à Marseille : 1998, publication de la thèse de doctorat de Jean-Michel Guiraud, abondamment citée ici, mon collègue et ami professeur agrégé d'histoire et géographie au lycée Saint-Exupéry, à Marseille : *La vie intellectuelle à Marseille à l'époque de Vichy et sous l'Occupation, 1940-1944*.

Il y consacre un chapitre "*Marseille, filière pour l'exil*" (dix pages et quatre photos dans un volume de 350 pages). La mission de Varian Fry à Marseille y est présentée de façon exhaustive. Elle ne peut que susciter l'intérêt admiratif du lecteur, qui découvre ce personnage inconnu à Marseille même !

Aucune allusion à Trotsky et au trotskysme ne trouve place dans cet exposé de dix pages. Peut-être peut-on regretter qu'avec l'évocation de son nom, Sylvain Itkine, l'un des membres fondateurs de la célèbre coopérative des Croques-Fruits et grand artiste de théâtre, ne fût pas mentionnée sa qualité de militant trotskyste actif, puisque, outre sa qualité de Juif, il en est mort en camp de concentration. Mais on peut comprendre ce silence qui n'est pas une censure.

1999 : réédition par Plon du livre de Varian Fry enfin traduit de l'anglais (américain) par Edith Ochs : *La Liste noire* (titre original : *Surrender on demand*).

A cette étape du "retour" de Varian Fry à Marseille et en France, il ne s'agit pas de récupération politique, mais d'un retour à la vie.

Varian Fry et les ONG

Après l'effondrement et la disparition de l'URSS et du "bloc de l'Est", le

contexte politique international devient propice à l'institutionnalisation et à la généralisation des organisations non gouvernementales (ONG) en lieu et place des organisations du mouvement ouvrier, indépendantes des Etats, qui ont presque disparu du terrain de la solidarité pour laisser libre cours à la mendicité et à la charité cléricales, formes nouvelles et naturelles de la "mondialisation".

Il s'agit de récupérer le mouvement ouvrier dans un gigantesque contre-mouvement planétaire d'intégration, d'essence corporatiste, pour colorer de compassion et d'aide humanitaire les conflits que l'impérialisme américain génère et généralise sur la terre.

La misère, la famine, les massacres "ethniques", les catastrophes dites "naturelles" : sécheresses, inondations, tremblements de terre, les guerres de toutes sortes que l'impérialisme sème et sèmera partout au nom de la "lutte sans fin contre le terrorisme" ne peuvent que susciter dans la jeunesse, privée d'une organisation révolutionnaire internationale, des élans de générosité et de dévouement spontanés : qui peut dire non et s'opposer à la collecte "naturelle" de quelques sacs de riz pour la Somalie dans les écoles maternelles ?

Sauver des enfants ici, des malades là, de la faim ici ? Ils intéressent les Etats "démocratiques" qui cherchent à canaliser et à récupérer les élans humanitaires légitimes dans leurs plans politiques "d'aide". De cette façon la division du travail, d'un côté, avec le FMI qui s'occupe d'ajuster de façon structurelle la dette qui étouffe ces "pays pauvres", et, de l'autre, les ONG qui viendront aider les populations pillées de leurs ressources.

Dans ce nouveau contexte, l'exemple du "dévouement" de l'Américain Varian Fry à Marseille devient emblématique : le CAS qu'il a construit n'est-il pas une véritable proto-ONG avant l'heure, qu'il convient d'honorer ?

Mutation de Varian Fry : le rebelle insoumis devient "héros de la Résistance" !

L'opération de récupération politique d'un Varian Fry présentable par les

Etats-Unis n'était pas possible à réaliser avec son label d'insoumis, rebelle aux autorités de son pays. Avoir sauvé des Juifs, des intellectuels et des artistes menacés de mort par la Gestapo et la police de Vichy ne pouvait que relever d'une résistance dans le cadre de la Résistance. Résistance à l'ennemi : oui ! Rébellion à son propre camp ? Non ! Résister devient une action parfaitement honorable, distincte de la marche générale à la révolution. Toute autre considération ne pouvait qu'être le fruit d'un malentendu ou d'une pensée sectaire inacceptable. Varian Fry dans la mouvance trotskyste antinazie et antistalinienne ? Vous n'y pensez pas ! La question ne sera pas posée !

La vérité historique des faits étant plus forte, les historiens officiels suggèrent une solution intermédiaire qui permet, pensent-ils, de surmonter la difficulté : Varian Fry est un proto-résistant, un "résistant d'avant la Résistance".

C'est la thèse de Charles Jacquier, qui, s'appuyant sur une correspondance de Victor Serge à Daniel Bénédicté (22 juin 1946, qu'il cite), écrit dans sa préface que « *l'action du Centre américain de secours relève surtout de ce qu'on a appelé "la résistance avant la Résistance"* ». Qui est ce "on", sinon la mouvance universitaire des historiens chercheurs ?

— Que Bénédicté ait été un résistant pendant la guerre, aucun doute. Mais Bénédicté n'était pas l'envoyé des Etats-Unis à Marseille et la qualification de son activité personnelle aux côtés de Varian Fry et après, sans lui, jusqu'à la fermeture du CAS en 1942, ne peut pas relever du même éclairage. Un rebelle suit sa propre discipline personnelle.

Varian Fry et les universitaires

La thèse des historiens s'est exprimée à l'occasion de la journée d'étude "Varian Fry" organisée par Ciné-Histoire à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris, jeudi 25 octobre 2007. Jean-Marie Guillon (directeur de l'UMR Telemme à l'université de Provence/Aix-Marseille-I-CNRS) est intervenu en « (envisageant) *ici l'action de Varian Fry sous l'angle de la question "Pourquoi l'action de Fry*

participe-t-elle de la Résistance en France ?" ».

L'intérêt de l'argumentaire de Jean-Marie Guillon est d'intégrer le nouvel éclairage officiel de Varian Fry dans le contexte politique global d'aujourd'hui et non en le restituant dans celui de la guerre. Tour de passe-passe qui permet d'esquiver la question de fond soulevée par l'action d'insoumis-rebelle à son propre pays de Varian Fry ? Son activité de sauveur ne pouvait être comprise que dans le cadre d'une guerre, moment particulier de la marche à la révolution.

Cette réalité historique aurait-elle disparu aujourd'hui comme elle l'est dans les discours officiels ? Faut-il alors adapter l'activité de Varian Fry à cette conception adaptée de l'histoire plutôt qu'à l'histoire elle-même ?

Jean-Marie Guillon ouvre le débat par une question : « *En quoi est-il un "résistant" ? De quelle forme de résistance est-il représentatif ?* »

La réponse est subtile et réfléchie, à la fois historique et à la fois intégrée à une conception nouvelle de l'histoire qui n'est plus du tout celle de la lutte des classes. Est-elle encore l'histoire ? « *Le choix de l'inclure parmi les noms significatifs de la Résistance (...) reflète en fait l'évolution de l'historiographie sur les conceptions que l'on se fait aujourd'hui de la Résistance. Il y a trente ans (...), la Résistance était envisagée comme une résistance de nature principalement militaire, politique, et surtout organisée en mouvements, réseaux, formations paramilitaires (...). L'évolution des conceptions de la Résistance opérée depuis les années 1970 et son élargissement à ce qu'on appelle la résistance "sociétale" qui recouvre des formes d'actions et de réactions, civiles, très diverses. L'un des aspects de cette "résistance sociétale" est précisément la "résistance de sauvetage", un temps qualifiée d'humanitaire, dont on mesure l'importance depuis la fin des années 1970. C'est le moment où des historiens (lesquels ?) montrent le rôle de la Résistance spirituelle, et, par là, des réseaux d'assistance aux réfugiés, aux internés, aux persécutés que des protestants, des Juifs, des catholiques animent.* »

Cette conception "nouvelle" de la Résistance et de toute résistance a pour but d'intégrer l'action courageuse et efficace de Varian Fry dans une image consensuelle qui permet de le présenter aux élèves des écoles, des collèges et des lycées comme exemple à suivre.

Mercredi 18 octobre 2000 : inauguration en grande pompe de la nouvelle place Varian-Fry par l'ambassadeur des Etats-Unis

Il fallait coûte que coûte réhabiliter ce "héros de la Résistance" pour pouvoir le réinstaller correctement dans l'idéologie américaine traditionnelle de la nation qui sauve le monde de la barbarie. C'est plus le débarquement en Normandie que la victoire de Stalingrad que l'on honore dans la victoire sur le nazisme.

Cette opération a permis d'intégrer Varian Fry, sauveur de Juifs, à l'Etat d'Israël, puisqu'il est devenu le seul citoyen Américain qualifié de "*juste parmi les justes*". Il est vrai que la triste politique des quotas et de barrage aux Juifs et aux réfugiés d'Europe par le gouvernement Roosevelt méritait réparation et absolution. Le drapeau des Etats-Unis devait être blanchi de tout soupçon. C'est l'ambassadeur des Etats-Unis en personne, Félix Rohatyn, qui est venu à Marseille inaugurer la toute récente "place Varian-Fry" et découvrir la plaque bilingue français-anglais posée devant la porte du consulat des Etats-Unis.

Une cérémonie en grande pompe avec musique militaire jouant le *Chant des partisans*, détachement de soldats en armes, représentants des groupes de résistants avec leurs décorations et leurs drapeaux en présence des corps constitués : préfet, maire de Marseille, élus, personnalités, officiers supérieurs, présidents de région et de conseil général.

Pourquoi ce panneau de bronze occulte-t-il complètement la responsabilité majeure des Etats-Unis dans l'expulsion de Varian Fry ? Seul Vichy endosse cette responsabilité !

Le passant qui s'arrêtera un instant devant le panneau ne saura rien du drame qui s'est joué ici plus de cinquante

ans auparavant. La vérité historique est ébréchée.

Mais la critique du texte du panneau comme "document" donné aux élèves en classe pour illustrer l'activité de Fry à Marseille devrait permettre de lever cette ambiguïté, puisqu'une "mallette pédagogique", réalisée par le CRDP des Bouches-du-Rhône et distribuée gratuitement aux CDI des collèges et lycées, peut permettre aux professeurs de rétablir les faits historiques. C'est leur métier !

Conclusion

La place qu'occupe Varian Fry dans l'histoire, à Marseille et ailleurs, est devenue un mini-enjeu politique. La presse écrite, parlée et audiovisuelle, les films, l'édition, les expositions, la pédagogie, les colloques savants, les conférences-débats et les journées d'étude qui lui sont consacrés, les visites guidées des lieux de passage, les inaugurations officielles, les plaques de rue ont rétabli l'ordre de la pensée unique officielle. Un nouveau collègue construit à Marseille devrait, et c'est justice, porter son nom.

Bref : Varian Fry a été un valeureux petit soldat de la Résistance injustement calomnié, oublié et mis au placard pour des raisons complètement dépassées. C'est dit, c'est écrit et même : c'est pensé !

Il nous appartient donc ici de le restituer à l'histoire en replongeant son bref passage à Marseille dans son contexte réel et non celui que l'on reconstruit pour les besoins de la (bonne) cause !

Un mot avant la fin : que faire de Varian Fry pour le restituer pleinement aux Marseillais et à l'histoire aujourd'hui ?

Le livre de Varian Fry, réédité par Agone sous la traduction de son titre d'origine *Livrer sur demande...*, est à lire comme un véritable roman noir.

Un polar dans lequel il ne manque rien : suspens, drame, anxiété, aventure, politique, poésie dans le décor naturel du Marseille d'avant-guerre et d'avant le dynamitage des vieux quartiers de la Belle-de-Mai par les nazis en janvier 1943.

Toute la fine fleur intellectuelle française et européenne est là en attente d'un visa. Les plus grands noms se croisent, s'arrêtent aux terrasses des cafés. En vrac : la villa Air-Bel, le château de Montredon (aujourd'hui musée de la faïence) de la comtesse Pastré, la Canebière, les escaliers de la gare Saint-Charles, l'hôtel Splendide, l'hôtel de Noailles, le pont transbordeur, le local de la coopérative des Croques-Fruits, l'Evêché et en haut sur la colline la silhouette de la Bonne Mère. Tout est là, encore intact ! Tout le décor en grandeur nature des films de Pagnol. La ville regorge de cinémas : on va au cinéma pour se changer les idées et pour s'informer, puisqu'il y a les "actualités" avant le grand film. Les queues devant les magasins, la pénurie et les tickets de rationnement, les rafles redoutées en plein jour dans les rues et dans les restaurants, les perquisitions et les contrôles d'identité : tout y est. Et, dans cette ville étonnante, unique en son genre, dans son véritable décor, Varian Fry est là, à l'hôtel Splendide, avec les réfugiés qui frappent à sa porte. On pourrait élargir la perspective de Marseille sur les camps de rétention, celui des Milles, près d'Aix-en-Provence, sur les filières d'exil à travers les Pyrénées...

Les titres des chapitres de son livre sont ceux d'un véritable feuilleton-vérité. Jugez-en : "Des conspirateurs à l'hôtel Splendide", "Je trouve des complices", "Les faux papiers, c'est un art", "Le bateau qui n'est pas parti", "Enlèvement à Cannes", "Livrés à la mort", "La filière espagnole", "Parce que vous protégez les Juifs et les antinazis", "Comment on devient un agent britannique", "Les portes se verrouillent".

Une tranche d'histoire vraie, héroïque, dans le contexte de Vichy en zone non occupée. Suivie, ensuite, de l'occupation nazie, dans le contexte de la guerre mondiale qui se transforme en marche à la révolution à la Libération à Marseille avec le retour tant redouté des occupations d'usines et leur réquisition par le pouvoir gaulliste pour éviter la révolution. Quel plus beau feuilleton télévisé peut-on imaginer sur nos écrans aujourd'hui ? Mais qui peut le penser et le réaliser ?

Une chaîne de télévision publique, honnête et historiquement bien conseillée, pourrait présenter une série "réaliste" et "historique" autrement intéressante que les petits malheurs et les petits bonheurs des uns et des autres dans une série à la mode sans fin ?

Michel Barbe

Bibliographie

Varian Fry : *La Liste noire*, avec un avant-propos inédit, Paris, Plon, mars 1999.

Varian Fry : *Livrer sur demande... Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis (Marseille, 1940-1941)*. Avec une préface de Charles Jacquier : *Une leur vive dans la nuit*, Marseille, Agone, 2008.

Jean-Michel Guiraud : *La vie intellectuelle à Marseille à l'époque de Vichy et sous l'Occupation, 1940-1944*, préface de Emile Temime, Marseille, Jeanne Laffitte, février 1998.

Renée Dray-Bensousan : *Les Juifs à Marseille pendant la Seconde Guerre mondiale, août 1939-août 1944*, Paris, Les Belles Lettres, mars 2004.

Mary Jayne Gold : *Marseille, année 40*. Préface par Edmonde Charles-Roux et postface de Pierre Sauvage, Paris, éditions Phébus, 2001.

Emile Temime : *Histoire de Marseille de la Révolution à nos jours*, Paris, Perrin, 1999.

Roger Duchêne et Jean Contrucci : *Marseille*, Fayard, 1998.

Jean-Louis Parisi : *Une ville en fuite, 1940-1943* (textes réunis et commentés), Marseille, éditions de l'Aube, 1992.

Michel Fauré : *Histoire du surréalisme sous l'Occupation*, La Table ronde, 2003.

Julian Jackson : *La France sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 2004.

Louis Mercier Vega : *La chevauchée anonyme. Une attitude internationaliste devant la guerre (1939-1941)*. Postface de Charles Jacquier, Marseille, Agone, 2006.

Pierre Giolitto : *Histoire de la Milice*, Paris, Perrin, 1997.

Marc Bloch : *L'étrange défaite*, Paris, Folio histoire Gallimard, 1990.

Ministère des Affaires étrangères : *Le livre jaune français. Documents diplomatiques 1938-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1939.

Victor Serge : *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques, 1908-1947*. Paris, Bouquins, Robert Laffont, 2001.

René Dazy : *Fusillez ces chiens enragés !... Le génocide des trotskystes*. Documents, Paris, Olivier Orban, 1981.

Pierre Broué : *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.

Jean-Jacques Marie : *Trotsky. Révolutionnaire sans frontières*, Paris, Payot, 2006.

Jean-Jacques Marie : *Staline*, Paris, Fayard, 2001.

Robert Mencherini : *Guerre froide. Grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves "insurrectionnelles" de 1947-1948*. Paris, Syllepse, 1998.

Daniel Bénédict : *La filière marseillaise. Un chemin vers la liberté sous l'Occupation*, Clancier-Guénaud.

CRDP Marseille : Varian Fry "Mission sauvetage". Mallette pédagogique niveau collège-lycée. Livret pédagogique. Autobiographie de Varian Fry. Vidéogramme "Mission sauvetage" (version française). Réalisation : Richard Kaplan. Durée : 25 minutes. Marseille, 2005.

Halle Saint-Pierre : Dossier de presse par Olga Caldas. Varian Fry, Marseille 1940-1941 et les artistes candidats à l'exil. Exposition du 17 septembre 2007 au 9 mars 2008, Paris, 2008.

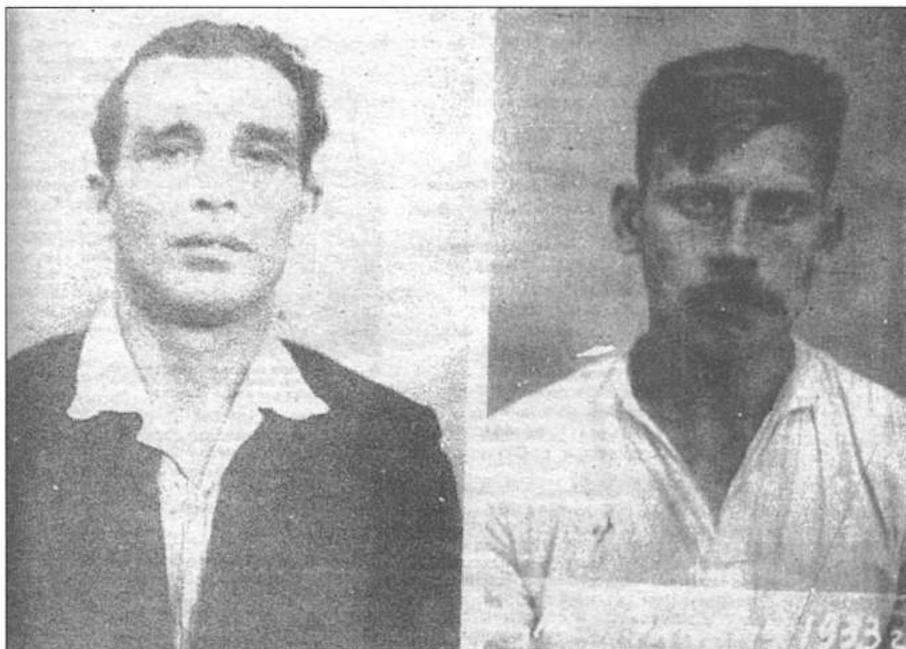
Divers documents puisés sur Internet : a) Jean-Marie Guillon, directeur de l'UMR Telemme Aix-en-Provence. Journée d'étude

"Varian Fry" organisée par Ciné-Histoire. Auditorium de l'Hôtel de ville, Paris. Jeudi 25 octobre 2007. Compte rendu réalisé d'après les notes prises par H. Guillemet. 6 pages. b) Jean-Marie Guillon : Varian Fry et le Centre américain de secours (Marseille 1940-1941). Images et sons. Vingtième siècle. Revue d'histoire. Année 1999, n° 64. pp. 133-135. c) Jean-Marie Guillon (historien) et Jean-Claude Bringuier, réalisateur : présentation du documentaire diffusé sur France 3 (2002) : Varian Fry et le Centre américain de secours. Marseille 1940-1941. "Autour de Varian Fry". 11 mars 2003, MMSH Aix-en-Provence. d) Pierre Sauvage, président de la Fondation Chambon : Varian Fry à Marseille, 4 pages. e) Jean-Michel Guiraud : La mission de Varian Fry : le sauvetage des réfugiés dans une Europe en guerre (1940-1941). 15 pages suivies d'une bibliographie. f) Robert Mencherini : Communications. Artistes et intellectuels dans la région marseillaise en 1940-1942 : un jeu d'ombres entre survie et engagement (actes du colloque). Déplacements, dérangements, bouleversements : artistes et intellectuels déplacés en zone sud (1940-1944), bibliothèque de l'Alcazar, Marseille, 3-4 juin 2005, organisé par l'université de Provence, l'université de Sheffield, la bibliothèque de l'Alcazar (Marseille). Textes réunis par Pascal Mercier et Claude Pérez. g) Claudio Albertani : Les évasions impossibles de Victor Serge. A contretemps. Bulletin bibliographique. Dimanche 23 avril 2006. 7 pages.

**La grève
de Novotcherkassk
(juin 1962) :
la répression,
les condamnations
à mort**

Le n° 39 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article d'Alexandre Chtchoubine racontant dans le détail le déroulement de la grève qui a éclaté les 1^{er} et 2 juin 1962, et des manifestations qui l'ont accompagnée, à Novotcherkassk, dans le sud de l'URSS, en réaction à la décision de Khrouchtchev d'augmenter brutalement le prix du pain, des produits laitiers et de la viande. La grève et les manifestations ont été brutalement mitraillées, puis la police et la troupe ont arrêté plusieurs dizaines de grévistes et manifestants, traduits en justice.

Le verdict a été brutal : 7 condamnations à mort (voir photos), de nombreuses condamnations à de lourdes peines de prison. C'est le texte de ce verdict — éloquent ! — que nous publions ci-après, avec un texte de et sur l'un des condamnés, Piotr Siouda. Ce dernier, lors de la perestroïka, s'attachera à collationner les documents sur Novotcherkassk. Dans la nuit du 5 ou 6 mai 1990, il sera frappé à mort par un ou des inconnus, qui lui déroberont le lot de documents sur cette affaire qu'il venait alors de rassembler...



Les grévistes ? "Des repris de justice" !

Cour suprême de la RSFSR

Verdict

Au nom de la République soviétique socialiste fédérative, le collège pour les affaires criminelles de la Cour suprême de la RSFSR, réuni du 14 au 20 août 1962 (...), considère comme établis les faits suivants.

Dans la période du 1^{er} au 3 juin 1962, dans la ville de Novotcherkassk, région de Rostov, des repris de justice ont provoqué des désordres de masse, au cours desquels ils ont attaqué et saccagé les locaux de l'administration de l'usine de construction de locomotives électriques de Novotcherkassk (NEVZ), du comité de ville du PCUS, du comité exécutif, du poste de police, et frappé violemment ceux qui s'opposaient à eux, policiers ou autres.

Les organisateurs et les participants les plus actifs, pour la plupart éléments au casier judiciaire déjà chargé..., ont commis toute une série d'actes criminels provocateurs, dangereux pour la société, tentant d'attirer le plus grand nombre de participants, de jeter le trouble dans la population locale et de désorganiser le travail dans les usines.

Ainsi, le 1^{er} juin 1962, un groupe de hooligans (1), dont l'accusé ici présent Tchernykh V. I., a fait irruption à la station de compression de l'usine NEVZ et, malgré la résistance du personnel, a actionné la sirène de l'usine, poussant ainsi un grand nombre d'ouvriers à quitter le travail.

Les matériaux de l'instruction confirment que cette sirène a largement contribué à la provocation de désordres de masse.

Après que la sirène eut retenti, un autre groupe de vandales a arrêté le train de passagers Saratov-Rostov, sur la ligne de chemin de fer proche de l'usine, s'est emparé de la locomotive et, à son tour, a actionné le signal d'alarme, ce qui a attiré vers le bâtiment de l'administration un grand nombre d'habitants des environs.

L'accusé Tchernykh V. I. a reconnu à l'instruction que c'est lui qui avait déclenché la sirène à plein régime et, de plus, des travailleurs ayant voulu l'arrêter, un groupe de hooligans, dont Tchernykh V. I., les en ont empêchés.

Pour augmenter encore les troubles, l'accusé Tchernykh V. I. ainsi que l'ac-

(1) Le "hooliganisme" était défini à l'article 206 du Code pénal comme "le fait d'actes volontaires portant gravement atteinte à l'ordre public et témoignant d'un mépris manifeste de la société".

cusé Koroteev V. D. ont préparé et présenté à la foule un panneau de carton provocateur (2), qui a été fixé tout en haut d'une ligne à haute tension.

Les émeutiers, regroupés devant les locaux de l'administration, ont frappé l'ingénieur en chef de l'usine, le camarade Elkin, le responsable du département administratif, le camarade B. Raguinski, l'officier de police, le camarade Okroug, et d'autres qui tentaient de rétablir l'ordre.

Un groupe de criminels

Après quoi, ce groupe de criminels a fait irruption dans le bâtiment de l'administration et l'a saccagé. L'accusé Gontcharov a pris une part active à ce saccage (*dans le texte russe pogrom*) en ouvrant de force la porte que le contremaître Nassonov tentait de maintenir fermée et lui a donné un coup de poing à la tête. Ayant fait irruption dans les locaux à la suite de Gotcharov, les participants aux désordres de masse ont frappé l'ingénieur Erchov et tout saccagé : ils ont cassé les meubles, brisé les vitres, arraché les portraits, cassé les téléphones, etc.

Désordres de masse

Pendant ce temps, les participants actifs aux désordres de masse restés sur la place continuaient à pousser la foule à de nouveaux crimes.

Ainsi l'accusé Sloujenko I. P., monté sur le muret à l'entrée du passage souterrain, en face du bâtiment de l'administration, s'est livré à des déclarations provocatrices, incitant la foule à ne pas se disperser jusqu'au matin, à envoyer des représentants aux autres usines et dans les villes voisines, à commettre le lendemain des désordres de masse dans la ville de Novotcherkassk, etc. Sloujenko a aussi appelé à ne pas reprendre le travail, déclarant "*Celui qui travaillera, c'est un fasciste*", et s'est permis des attaques et des menaces envers les dirigeants du PCUS et du gouvernement soviétique. Au même endroit, d'autres accusés ont

adressé à la foule des discours provocateurs. En particulier, pour étendre les désordres de masses, l'accusé Dementiev Iou. P. a appelé à s'emparer des locaux administratifs et des moyens de communication de la ville de Novotcherkassk. Il a proposé de se retrouver dans ce but près des locaux de l'administration de l'usine, le 2 juin à 5 heures du matin, et c'est là qu'il a été arrêté.

Envoyer des délégués

Sur le même muret, l'accusé Sotnikov S. S. a appelé la foule à envoyer des délégués à l'usine n° 17 et à l'usine d'électrodes pour y désorganiser le travail. De plus, il a appelé à aller à la station de distribution couper le gaz à toutes les usines pour qu'elles cessent le travail et à faire une prétendue manifestation le lendemain à Novotcherkassk.

Il appert des conclusions des spécialistes que si cette proposition de Sotnikov s'était réalisée, la fermeture de la seule usine n° 17 pendant 24 heures aurait pu coûter près de 50 000 roubles, sans compter les salaires pendant l'immobilisation. L'interruption brutale de l'alimentation en gaz de l'usine n° 17 aurait pu entraîner l'explosion de divers appareils, les endommager et blesser le personnel.

Le matin du 2 juin 1962, les criminels venus (3) à l'usine NEVZ ont poursuivi leur activité désorganisatrice et ont contraint de nombreux ouvriers à rentrer chez eux. A huit heures, la foule des hooligans a enfoncé les portes de l'usine et s'est dirigée vers le centre de Novotcherkassk. Un groupe de hooligans a arrêté une locomotive qui passait et actionné le signal d'alarme. D'autres groupes de hooligans se sont rendus à l'usine Neftemach, l'usine n° 17, l'usine d'électrodes, pour y désorganiser le travail.

(2) Ce carton est reproduit dans le n° 39 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ; les mots d'ordre "provocateurs" sont : de la viande, du beurre, hausse des salaires.

(3) Il s'agit donc d'ouvriers de l'usine : on ne pouvait entrer dans une usine qu'en présentant son laissez-passer. Il a fallu, en revanche, qu'ils enfoncent les portes pour sortir.

A l'usine d'électrodes, les hooligans ont reçu le soutien de l'accusé Korkatch A. A., déjà condamné pour abus de pouvoir par le Tribunal militaire, et de l'accusé Katkov G. G.

Appelant les ouvriers à cesser le travail et à prendre part aux désordres de masse, Korkatch et Katkov ont fait le tour des ateliers de l'usine... Ils menaçaient les ouvriers, si ceux-ci ne cessaient pas le travail, leur disant que les organisateurs des désordres auraient recours contre eux à la force, les "*chasseraient à coups de gourdins*" de leurs ateliers.

Des calomnies sur la situation matérielle des travailleurs

Pour pousser les gens à participer aux désordres de masse, Korkatch et Katkov ont répandu des calomnies sur la situation matérielle des travailleurs en URSS, prétendant qu'eux-mêmes vivaient mal, étaient dans le besoin.

Pourtant, en réalité, l'un et l'autre sont tout à fait à l'aise. Korkatch possède sa propre maison, une moto, tire des revenus des produits de son jardin. Katkov possède sa maison et une voiture.

Se heurtant à la résistance des travailleurs de l'usine qui condamnaient les émeutiers, Korkatch, Katkov et leurs complices ont menacé et injurié les ouvriers, les traitant de traîtres, de briseurs de grève, etc.

A l'usine Neftemash, l'activité criminelle des organisateurs et des membres actifs des désordres a reçu le soutien de l'accusé Chtcherban G. M., qui a appelé les ouvriers à cesser le travail et à rejoindre les émeutiers. A la tête d'une foule de hooligans, Chtcherban s'est rendu avec eux à l'usine 17 et, ayant fait irruption sur le territoire de l'usine, a tenté d'inciter les ouvriers à se joindre aux désordres. Se heurtant à un refus unanime, il a dû quitter l'usine. Avec d'autres hooligans, il s'est trouvé dans la

foule qui, partie de l'usine NEVZ, se dirigeait vers le centre de la ville et, ayant arraché un drapeau (4) à la façade d'une maison, il s'est mis en tête de la foule, agitant ce drapeau et incitant la foule à de nouveaux excès.

Quand la foule a atteint le centre de la ville et s'est approchée du bâtiment du comité de ville du PCUS et du comité exécutif, les bandits et les hooligans qui se trouvaient dans la foule ont fait irruption dans les locaux et les ont saccagés, arrachant les portes, brisant les serrures, arrachant les portraits, etc.

Les accusés Chtcherban G. M., Zaitsev A. F., Levtschenko E. P. ont été parmi les premiers à faire irruption dans le bâtiment du comité de ville.

Depuis le balcon, l'accusé Chtcherban a adressé à la foule des déclarations provocatrices, la poussant ainsi à de nouveaux excès.

L'assaut des bandits

L'accusé Zaitsev V. F. a pris une part directe et active à l'organisation de l'assaut des bandits (...), les matériaux de l'enquête le caractérisent comme moralement dégradé, ivrogne, menant un mode de vie antisocial. Craignant d'être condamné pour non-paiement prémédité d'une pension alimentaire et mode de vie antisocial, Zaitsev avait quitté Novotcherkassk en mars 1962 et trouvé du travail dans un sovkhose de la région de Tchernichev. Ayant reçu une avance pour l'achat de matériel, il est arrivé le 31 mai à Novotcherkassk, où il a bu et dépensé cet argent. A partir du 2 juin, il a pris part aux actions criminelles, poussé les participants aux attaques et aux saccages.

Il est en particulier établi que Zaitsev, se trouvant près du monument à Lénine, a proféré des affabulations calomnieuses et blasphématoires envers le fondateur de l'Etat soviétique et calomnié la politique du gouvernement soviétique. Sur la place du comité de ville, il a appelé à lyncher les dirigeants locaux. Du balcon, il

(4) Il s'agit, bien sûr, d'un drapeau rouge.

s'est adressé à la foule en les appelant à tout saccager, à attaquer les militaires et à les désarmer.

L'enquête a aussi démontré le rôle actif de l'accusée Levtchenko E. P., déjà condamnée pour vol, dans la provocation à des attaques criminelles et des désordres de masse. Se frayant un chemin jusqu'au balcon, Levtchenko a prononcé un discours provocateur, affirmant qu'elle aurait été arrêtée par la police et passée à tabac au poste, alors qu'en réalité elle n'a pas été arrêtée. Incitant la foule à attaquer le poste de police, elle a calomnieusement affirmé que de nombreux ouvriers de l'usine NEVZ avaient été arrêtés et passés à tabac. Après cette déclaration calomnieuse, Levtchenko a pris la tête d'un groupe de bandits et de hooligans et les a conduits jusqu'au poste, qu'ils ont saccagé.

L'accusé Tcherepanov V. D., notamment, a pris une part active à l'attaque du poste de police. Forçant la garde, Tcherepanov, avec d'autres bandits, a arraché la première porte et, l'utilisant comme un bélier, brisé la seconde porte et fait irruption dans le poste de police. Tcherepanov et les autres ont frappé les soldats et les officiers qui s'y trouvaient, leur ont jeté des pierres, arraché leurs armes et ont commis d'autres actes criminels. Il est en particulier établi que Tcherepanov, attaquant les soldats, les a violemment frappés, a tenté d'arracher son arme au soldat Kouvardine, exigeant qu'ils libèrent les détenus.

Les militaires ont fait usage de leurs armes

Ayant arraché sa mitraillette au soldat Repkine, les bandits ont tenté d'utiliser l'arme contre les militaires. Compte tenu des nombreuses tentatives faites par les bandits de s'emparer des armes et de les utiliser à des fins criminelles, les militaires, en accord avec le Statut du service de la sécurité intérieure, ont fait usage de leurs armes contre les criminels qui les attaquaient.

Comme des voitures étaient arrivées en renfort pour rétablir l'ordre, les crimi-

nels les ont arrêtées, les entourant de toute part, montant dessus, les détériorant et appelant à de nouvelles attaques et de nouveaux saccages.

L'accusé Kouznetsov V. A., déjà condamné pour dilapidation de la propriété socialiste, a pris une part active à cette activité criminelle. Ayant cessé le travail le 2 juin, Kouznetsov a, durant toute la journée, appelé à poursuivre les saccages, à attaquer les officiers et les soldats, à lyncher les dirigeants des organes soviétiques. Après la déclaration provocatrice selon laquelle des "renforts" seraient appelés d'autres villes, il a appelé à "*Tout saccager, pour qu'il connaissent notre force !*". D'après ce qu'il a expliqué, "ils" signifiaient "*tous les dirigeants, grands et petits*".

Des actions criminelles analogues ont été commises par l'accusé Choubaev E. A., qui, dans la foule qui se trouvait devant le poste de police, a appelé à lyncher les militaires et les communistes, a exigé des soldats qu'ils retournent leurs armes contre leurs officiers, a jeté des pierres sur les voitures militaires (5), déclarant cyniquement "*Les communistes, au poteau !*".

On a indiqué plus haut que, dans leur majorité, les organisateurs et les participants les plus actifs des attaques criminelles étaient des récidivistes, déjà condamnés pour divers crimes.

C'est ainsi que l'accusé Mokrousov V. P., qui s'est joint le 2 juin aux participants des crimes susmentionnés, avait été deux fois condamné : en 1943 pour coups et blessures et en 1956 pour vol de la propriété d'Etat.

Des exigences provocatrices

Se trouvant dans la foule, devant le comité de ville, Mokrousov a tenu des propos provocateurs, poussant les bandits et les hooligans à poursuivre l'émeute. Puis, parvenu jusqu'au bâtiment du comité de ville, Mokrousov a

(5) Le mot "tank" non plus ne doit pas apparaître.

exigé qu'on évacue de la ville les unités militaires qui entravaient l'activité criminelle des émeutiers. A l'initiative de Mokroussov, un groupe de neuf personnes a été constitué, qui a pris le nom de "délégation", pour présenter des exigences provocatrices aux représentants du commandement militaire.

Dans son entretien avec les dirigeants du Parti communiste et du gouvernement soviétique, Mokroussov, comme représentant des bandits et hooligans déchaînés, a impudemment exigé l'évacuation des unités militaires, menacé et injurié les dirigeants du parti et du gouvernement, haineusement calomnié la réalité soviétique.

(Le texte du verdict reprend ensuite les chefs d'accusation de chacun des accusés. Ils n'apportent rien de nouveau par rapport au récit précédent. Nous publions intégralement les accusations portées contre les sept condamnés à mort, les autres étant condamnés à des peines allant de 12 à 15 ans de détention.)

Concrètement, la culpabilité de chacun des accusés est établie comme suit :

Zaitsev Alexandre Fedorovitch s'est, le 2 juin 1962, joint aux criminels qui ont pris d'assaut le bâtiment du comité de ville du PCUS de Novotcherkassk, a fait irruption avec les émeutiers, et, du balcon, a appelé la foule au vandalisme.

Se trouvant dans la foule devant le comité de ville, Zaitsev a également appelé à la poursuite des désordres, a arrêté les voitures et exigé des chauffeurs qu'ils arrêtent le travail. Près du monument à Lénine, Zaitsev a calomnié le gouvernement soviétique et le fondateur de l'Etat soviétique, menaçant de lynchage les dirigeants du parti et aussi les militaires.

Le 3 juin, près du poste de police, Zaitsev a menacé de lynchage les militaires et les policiers.

(Suivent, pour chaque accusé, les articles du Code pénal — les mêmes pour tous : 77 et 79 — selon lesquels il est condamné, la liste des témoins et les preuves matérielles : des photos.)

Mokroussov Boris Nicolaevitch était le 2 juin 1962 sur la place où se

trouve le comité de ville du PCUS, il s'est joint à la foule d'éléments déchaînés, et, allant d'un groupe à l'autre, a tenu des propos provocateurs, incitant à la poursuite de l'émeute. Puis, parvenu jusqu'au bâtiment du comité de ville, Mokroussov a été l'un des instigateurs de l'envoi d'une prétendue délégation au commandement militaire de Novotcherkassk pour y présenter un ultimatum sur l'évacuation des unités militaires qui entravaient l'activité criminelle des émeutiers. Puis, intervenant comme le représentant des hooligans et bandits, Mokroussov, dans son entretien avec les dirigeants du Parti communiste et du gouvernement soviétique, a impudemment exigé l'évacuation des unités militaires, menacé et injurié les dirigeants du parti et du gouvernement.

Korkatch Andrei Andreevitch a été l'un des organisateurs les plus actifs du groupe criminel qui a tenté de désorganiser le travail à l'usine NEVZ, a appelé à abandonner le travail et à se joindre aux éléments criminels qui se sont livrés à des actes de vandalisme. De plus, Korkatch a menacé de représailles les individus qui tentaient de rétablir l'ordre, injurié ceux qui ne se pliaient pas à ses exigences criminelles et menacé ceux qui ne voulaient pas abandonner le travail.

Sotnikov Serguei Sergueevitch a, depuis le muret à l'entrée du passage piéton souterrain, appelé la foule à étendre les désordres, à désorganiser le travail à l'usine n° 17 et à l'usine d'électrodes, le 1^{er} juin 1962 au soir, premier jour des désordres de masses, quand les actes criminels des bandits et émeutiers étaient encore localisés près de l'usine NEVZ. Dans ce but, Sotnikov a proposé d'envoyer aux usines de prétendues délégations, qui devaient obtenir que les ouvriers abandonnent le travail et se joignent aux émeutiers. De plus, dans ce même but, Sotnikov a proposé à la foule de se rendre à la station de distribution couper le gaz à toutes les usines de Novotcherkassk. Pour mettre ce projet à exécution, Sotnikov a organisé un groupe de hooligans, à la tête duquel il est allé à la station de distribution, où il a contraint l'opérateur de service Fedorov à couper

le gaz. Les matériaux de l'enquête ont démontré que si les intentions criminelles de Sotnikov avaient été mises à exécution, il s'en serait suivi non seulement de graves pertes financières consécutives à l'arrêt de la production, mais que, localement, il aurait dû se produire des explosions, qui auraient blessé le personnel et endommagé les machines. Ces conséquences extrêmes ont pu être évitées grâce à l'abnégation de l'opérateur de service Fedorov, qui a trompé Sotnikov et les autres criminels en ne coupant le gaz qu'au niveau des compteurs. Il est établi que l'accusé Sotnikov a personnellement vérifié les soupapes que lui a indiquées Fedorov comme devant couper le gaz à toutes les entreprises de Novotcherkassk. Croyant qu'ils avaient réalisé leurs intentions criminelles et que le gaz était coupé dans toutes les entreprises de la ville, Sotnikov et les complices qui l'accompagnaient ont quitté la station et sont partis à l'usine d'électrodes pour y désorganiser le travail.

Kouznetsov Mikhail Alexeevitch, s'étant joint aux bandits et hooligans qui ont attaqué le poste de police et le bâtiment du comité du ville du PCUS, est, le 2 juin 1962, sur la place du comité de ville, monté à plusieurs reprises sur des voitures militaires, appelant les émeutiers à poursuivre leur action criminelle, notamment à attaquer les militaires et à les lyncher. Le soir du même jour, il a été arrêté parce que, rentrant chez lui, il continuait à hurler des menaces contre les militaires et tentait de leur jeter des pierres.

Tcherepanov Vladimir Grigorievitch a, le 2 juin 1962, participé à l'attaque criminelle du poste de police de Novotcherkassk, il faisait partie du groupe de bandits qui ont arraché de ses gonds la porte extérieure et l'ont utilisée comme bélier pour forcer la seconde porte. S'étant rué l'un des premiers à l'intérieur, Tcherepanov a tenté d'arracher sa mitraillette au soldat Kouvardine, frappant les militaires, exigeant la libération de soi-disant détenus. Par tous ses actes, Tcherepanov a incité la foule au saccage ; menaçant les militaires, il a appelé la foule à les lyncher.

Choubaev Vladimir Grigorievitch s'est, le 2 juin 1962, joint aux bandits et aux hooligans près du poste de police et de la banque d'Etat de Novotcherkassk, a incité la foule à la poursuite des désordres de masses, au lynchage des communistes et des officiers, appelant les soldats à retourner leurs armes contre les officiers, déclarant cyniquement "*Les communistes, au poteau !*" et se déclarant prêt à faire justice lui-même des communistes et des militaires, exigeant qu'on lui donne pour cela une mitraillette, jetant des pierres sur les voitures militaires.

(Nous y joignons l'acte d'accusation de Ekaterina Levtchenko, condamnée à 12 ans de détention, seulement pour avoir fait savoir aux manifestants qu'elle avait été elle-même arrêtée et battue, et que d'autres étaient toujours détenus au poste de police [en fait, on leur avait déjà fait quitter la ville, ce qu'elle ignorait]. Elle est explicitement condamnée pour des actes qu'elle n'a pas commis.)

Levtchenko Ekaterina Petrovka, le 2 juin 1962, depuis le balcon du comité de ville du PCUS, a adressé aux éléments criminels qui se trouvaient sur la place des déclarations provocatrices selon lesquelles elle aurait été arrêtée par la police et passée à tabac, elle a également déclaré que de nombreux ouvriers de l'usine NEVZ y étaient détenus et tabassés. Après cette déclaration provocatrice, Levtchenko a appelé la foule à se rendre au poste de police et, à la tête d'un important groupe de bandits et de hooligans, s'est dirigée vers le poste, se faisant ainsi l'initiatrice de l'attaque du poste et des actes de vandalisme qui y ont été perpétrés.

(Les "dirigeants du Parti communiste et du gouvernement soviétique" qui ont reçu Mikrooussov, et notamment Mikroïan, instruit par son expérience à Budapest, cinq ans plus tôt [voir les Cahiers du mouvement ouvrier, nos 31 et 32], ont pris en toute hâte les mesures implacables qui ont permis d'étouffer dans l'œuf le soulèvement de la population ouvrière de Novotcherkassk et de tenir le pays dans l'ignorance des événements. Si le 1^{er} juin des soldats et des of-

ficiers ont refusé de tirer sur les travailleurs, la ville était encerclée et des unités non russes étaient sur place dès le 2. L'armée a tiré dès la première manifestation centrale. Les corps des victimes ont immédiatement disparu, la quasi-totalité des blessés également ; une centaine d'arrestations ont été opérées, les

premières dès le 1^{er} juin au soir, les autres le 2, après la tuerie sur la place du comité de ville.

Pendant longtemps, on a donc ignoré ou largement sous-estimé ce qui s'était passé. On ne disposait d'aucun témoignage fiable.)

L'action de Siouda

(Pourtant, l'un des premiers participants à la grève, arrêté dès le premier soir et condamné à 12 ans de détention, a, dès sa libération, commencé à recueillir toutes les informations qu'il pouvait rassembler et tenté de savoir ce qu'il était advenu des corps des victimes et des blessés.

Après les déclarations de Gorbatchev en 1987, il a présenté, en décembre 1987, une demande officielle de réhabilitation [pour lui et pour toutes les victimes] et, en l'absence de toute réponse, a commencé, trois mois plus tard, à diffuser un récit des événements, plus ou moins largement repris dans divers journaux, la publication la plus complète étant celle de la petite revue anarcho-syndicaliste Obchtchina.

Le 3 mai 1988, il rend publique une Adresse aux combattants pour la démocratie et les droits de l'homme, qui se termine ainsi :)

“Le 3 juin 1988, ce sera le 26^e anniversaire de la tragédie de Novotcherkassk, l'un de crimes les plus sanglants du parti et de l'Etat contre Octobre, le bolchevisme-léninisme, une société fondée sur les droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen.

Parfaitement conscient des conséquences possibles de cette adresse, je considère qu'il est de mon devoir, moi qui ai participé directement aux manifestations des travailleurs de Novotcherkassk pour défendre leurs droits, leurs libertés et la justice sociale, moi qui ai été condamné pour cela, je lance à tous les démocrates, à tous les combattants pour

la démocratie et les droits de l'homme l'appel suivant :

1. Obtenir que soient rendus publics (*en russe, glasnost*) tous les faits et circonstances liés à la tragédie et aux crimes de Novotcherkassk en 1962 ; que soient rendus publics le nom des victimes et le nom des criminels ; le lieu où sont enterrés les victimes, le lieu et la date d'exécution des sept condamnés à mort par la Cour suprême de la RSFSR.

2. Obtenir la réhabilitation complète de tous les participants aux manifestations ouvrières de Novotcherkassk des 1^{er} et 3 juin 1962. La condamnation des coupables. Il ne s'agit pas de faire juger les criminels, qui, pour la plupart, sont déjà morts. Il s'agit de la condamnation publique et nominale des principaux responsables. Ils doivent être exclus à titre posthume du parti. Ainsi, le parti ne peut que se purifier des crimes passés et se prémunir de crimes semblables à l'avenir.

3. Honorer le 3 juin 1988 la mémoire des victimes de la tragédie de Novotcherkassk en prenant les mesures appropriées.”

Novotcherkassk, 3 mai 1988

Le condamné P. Siouda, participant des manifestations ouvrières de Novotcherkassk

(Au début du mois de mai 1990, Siouda, qui préparait activement la commémoration du 3 juin, avait déclaré qu'il savait désormais où étaient enterrées les

victimes de Novotcherkassk. Dans la nuit du 5 au 6 mai, il a été attaqué par un inconnu et frappé à mort.)

Les Siouda, une famille de révolutionnaires

Petr Petrovitch Siouda (1937-1990) était le fils d'un vieux-bolchevik (Petr Illitch Siouda), victime des purges des années 1930. En 1962, il était ajusteur à l'usine NEVZ, à Novotcherkassk. Il a pris part à la grève et a pris la parole pour appeler à l'ordre et à l'organisation du mouvement. Arrêté dès le 2 juin, à 5 heures du matin, il raconte : *"Ma mère a écrit à Mikoïan et réussi à lui faire parvenir une lettre. Elle y parlait de son mari, mon père, membre du parti depuis 1903, qui avait commencé son activité révolutionnaire à Batoum en 1902 ; c'était un proche compagnon de Staline, d'un grand nombre des 26 commissaires de Bakou, il a dirigé le mouvement révolutionnaire pendant la première révolution russe à Grozni, pendant 11 ans il a mené une activité révolutionnaire à Bakou, était un ami proche de Djaparidze, Fioletov. En 1937, il a été arrêté à Rostov-sur-le-Don pour avoir défendu un camarade de parti et, après une année de tortures, est mort dans la prison de Rostov."*

Mikoïan a "réagi". Siouda a échappé à une probable condamnation à mort, il a été condamné à "seulement" 12 ans de détention.

« Ma mère, condamnée en 1943 à sept ans de détention comme femme d'un ennemi du peuple, a purgé la totalité de sa peine dans les camps de la région de Kemerovo. Pendant ma détention, elle a assuré la "poste" pour les détenus. Elle achetait tous ceux qui pouvaient l'être, par chance ils ne se faisaient pas payer trop cher. C'est par des pots-de-vin qu'elle a obtenu une attestation positive et ma libération en juin 1986. »

Fier de son père, Siouda s'est considéré toute sa vie comme un "bolchevik sans parti". Sa femme, Emma Siouda, a dénoncé "le meurtre politique" dont il a été victime : *« Au début mai, les raisons*

d'en finir avec lui se sont multipliées. Il avait notamment "déterré" le secret des inhumations de 1962... Pendant tout le mois d'avril, il a reçu des coups de téléphone : "Si tu veux vivre, fiche le camp à l'Ouest, tu ne vivras pas jusqu'au 28^e anniversaire". »

Après avoir détaillé les circonstances de sa mort et les preuves d'un assassinat organisé, elle conclut : *« Je sais que m'attend le même sort que mon mari. Un "accident", emportée par un OVNI ou autre chose de ce genre. J'ai prévenu mes proches : si je disparaissais, qu'on m'enterre auprès de Petr... Déjà, par deux fois, une voix avinée m'a prévenue : des injures et des menaces : "Je te tuerais". »*

L'ombre de la Hongrie plane sur Novotcherkassk

La grève commence le 1^{er} juin ; le 2 juin, Mikoïan est à Novotcherkassk, il reçoit (avec Kozlov) la délégation ouvrière, mais, dès le 2 au matin, toutes les mesures ont déjà été prises pour écraser militairement la manifestation annoncée. Après la Hongrie, les bureaucrates savent qu'ils ne pourraient faire face à un soulèvement qui s'étendrait à d'autres villes (les troupes non russes n'y suffiraient plus). Mais les ouvriers aussi ont la Hongrie en tête : de ce qu'il avait lu en 1956, Siouda tire la conclusion, en 1962, que les Hongrois ont été écrasés militairement parce qu'ils ont voulu "prendre le pouvoir", il pense qu'en restant calmes et organisés les ouvriers peuvent faire entendre leurs revendications et éviter la répression. Il raconte.

Puissance de la classe ouvrière

(Après l'annonce de la baisse des salaires et de la hausse des prix alimentaires, une réflexion dédaigneuse du directeur met le feu aux poudres.)

« Les ouvriers, révoltés par l'arrogance du directeur, aux cris de "Par-des-

sus le marché, ils se foutent de nous”, se divisèrent en deux groupes. L’un mit en route la sirène de l’usine... L’autre fit le tour des ateliers pour appeler à cesser le travail et à faire grève. Il faut souligner que, ni à la première étape de la grève ni au cours des événements des 1^{er}-3 juin, aucun groupe ou organe n’a été constitué qui aurait pris la responsabilité de diriger l’organisation et la tenue des manifestations ouvrières. Tout s’est passé spontanément. Les initiatives surgissaient de toute part, d’en bas, de la masse des travailleurs.

Aucune explication ne fut nécessaire. A peine le groupe apparaissait-il pour appeler à la grève, le travail cessait. La masse des grévistes dévalait comme une avalanche. A l’époque, il y avait à peu près 14 000 ouvriers dans l’usine. Ils sont sortis sur la place centrale de l’usine, elle était trop petite pour les contenir. »

(Un groupe arrête un train, sur la voie de chemin de fer qui longe l’usine, en agitant des chiffons rouges, un autre hisse un carton avec les mots d’ordre “De la viande, du beurre” et “On a besoin de logements” sur une caténaire de la ligne qui était en voie d’électrification.)

« Personne n’engageait de pourparlers avec les grévistes, ni les organes du parti, ni l’administration de l’usine, ni les autorités... »

Vers midi, un bruit a couru : “La police arrive.” Une masse humaine s’est ruée vers la voie de chemin de fer en direction de la police. J’étais parmi les premiers ; parvenu sur la voie, je jetai un coup d’œil en arrière. Le tableau était impressionnant. Une masse humaine compacte déferlait sur une largeur de 350-400 mètres. Et à 200-250 mètres de l’autre côté de la voie, un peu plus de cent policiers s’alignaient sur deux rangs. Les voitures qui les avaient amenés s’en retournaient déjà. Face au flot humain en marche, les policiers se dispersèrent instantanément, courant à toutes jambes

pour rattraper les voitures qui s’éloignaient, sautant comme ils pouvaient dans les voitures en marche. Deux policiers ne réussirent pas à s’échapper, de peur ou d’avoir trop couru, leurs jambes les trahirent. La vague des grévistes laissa partir les policiers qui fuyaient lâchement, abandonnant deux de leurs camarades. Et, malgré leur colère, les ouvriers ne touchèrent pas à ces deux policiers, accompagnant seulement leur fuite d’appels à ne plus se mêler de la grève. »

(Plus tard dans la journée, les soldats fraternisent avec les grévistes et même les officiers refusent de marcher contre eux ; toujours livrés à eux-mêmes, les ouvriers tiennent meeting.)

Le souvenir de la Hongrie

“Je n’avais pas l’intention de prendre la parole au meeting. Mais je m’inquiétais en entendant des appels à s’emparer des bâtiments publics. Je me souvenais bien des récits des participants aux événements de Hongrie et de Géorgie. S’emparer des bâtiments publics de la ville était lourd de conséquences trop funestes. Plus tard, les autorités qualifièrent ces appels d’appels à prendre le pouvoir. Cette affirmation mensongère avait un effet si magique qu’encore tout récemment j’ajoutais foi à ces absurdités. Je pris donc la parole pour appeler à poursuivre la grève, à garder son sang-froid, à rester fermes et organisés. D’aller, le lendemain, tous manifester en ville (6), d’élaborer des revendications communes et de les présenter aux autorités. Les appels à s’emparer des bâtiments, les appels à la violence furent rejetés.”

Petr Siouda, 4 juillet 1988

(6) Le centre de Novotcherkassk était à une douzaine de kilomètres de l’usine NEVZ.



Michel Barbe :
1972 : le Symposium
de Louvain
Histoire
ou catéchisme ?

La Raison, revue mensuelle de la Libre Pensée, avait publié en février 2004 (n° 488) un dossier central, que j'avais intitulé "Du Symposium de Louvain au fait religieux en passant par les IUFM : la perversion de l'enseignement de l'histoire par le Vatican".

Il s'agissait d'une étude de la place qu'a occupée cette initiative de l'Eglise dans la chronologie de la descente aux enfers de l'enseignement de l'histoire. Le Vatican y opposait le *sens de la vie* au *sens de l'histoire*, la substitution d'un *Jésus historique* à un *Jésus biblique*, la naissance des IUFM et la destruction de la chronologie au profit de la thématique, pour finir, cerise sur le gâteau, par l'introduction du *fait religieux*. Il s'agissait d'une déclaration de guerre au "marxisme", danger principal.

Ici, le projecteur vise à mettre en lumière la place du Symposium de Louvain dans le contexte politique de 1972 : pourquoi le Vatican, après l'échec du référendum de De Gaulle en 1969, qui visait à instaurer de façon institutionnelle le corporatisme, est-il monté en première ligne pour cette besogne de destruction ? Le "souvenir" du régime corporatiste de Vichy, où l'Eglise avait pu — divine surprise oblige ! — dicter sa loi, lui échappait une deuxième fois.

Ne pouvant agir d'en haut, le Vatican décide d'introduire le ver dans le fruit. D'où le titre 1972 : *Symposium de Louvain : histoire ou catéchisme ?*
Le hold-up du Vatican sur l'enseignement de l'histoire.

Au moment où le couple Sarkozy-Darcos envisage froidement la suppression, en tant que telles, de l'histoire-géo dans les programmes des lycéens, le cercle vertueux de l'Eglise se referme sur le trou noir de la barbarie.

Effacées des savoirs, sans résistance, les deux boussoles dans le temps et dans l'espace, ces repères qui permettent aux citoyens, libres et égaux en droit, de se situer dans la vie ?

A voir et à suivre...



Le hold-up du Vatican sur l'enseignement de l'histoire

De 1960 à 1995 : de la chronologie à la thématique, renversement complet de perspective

Question : quelle situation politique nouvelle, entre la réforme de 1960 et celle de 1995 et suivantes du *programme d'histoire de seconde*, incita les pouvoirs publics à en modifier aussi profondément la forme et le contenu, jusqu'à le dénaturer ?

On passe en effet d'une conception scientifique d'un enseignement de l'histoire fondé sur l'étude des faits dans leur déroulement chronologique à celle d'un enseignement de théories véhiculées par des thèmes qui les isolent de leur contexte historique, pouvant conduire à leur dénaturation, voire à leur falsification.

Jusqu'en 1995, les élèves qui entraient au lycée abordaient directement la naissance de la République et celle du capitalisme, qui conditionnent encore aujourd'hui leur cadre de vie et leur avenir : "*De la révolution de 1789 à la révolution de 1848.*" Une tranche d'histoire de 60 années, cadrée par des luttes de classes intenses qui accouchèrent de la France, de l'Europe et même de l'Amérique et du monde actuels. Un enseignement de l'histoire qui est donc, par lui-même et en lui-même, un cours

d'*instruction* civique rendant inutile le prélèvement d'heures d'enseignement pour les affecter à une *éducation* civique distincte du cours lui-même.

Jules Isaac, dans l'*Avertissement* qu'il donne en mai 1960 à l'édition du nouveau programme de seconde (Hachette 1960), exprime ce qui est pour lui une "évidence" : "*J'avais fondé le cours Mallet-Isaac en 1923 sur le principe de l'incessant recours aux textes documentaires qui sont les matériaux essentiels de l'histoire (...). Il va de soi également que, pour des raisons pédagogiques dont l'évidence s'impose, la leçon rédigée demeure l'essentiel, car c'est d'elle avant tout qu'un cours d'histoire tient sa valeur éducative*" (souligné par l'auteur).

La conception opposée est exposée le 2 juillet 2002 (*Journal officiel*, 10 juillet 2002) par Jean-Paul de Gaudemar, directeur de l'enseignement scolaire : "*Comment aboutir à une cohérence d'ensemble dans l'année, alors que l'approche est discontinuée ? Il faut expliquer aux élèves les raisons de ces choix et les difficultés de l'enseignement de l'histoire en classe de seconde. Ces finalités sont culturelles : il s'agit pour eux de construire une culture, et pas seulement une accumulation des connaissances.*"

L'*instruction*, cette accumulation de connaissances (entassement ?), étoufferait l'élève ? Le nouveau programme l'inviterait donc à respirer librement par la méthode d'autoconstruction de son sa-

voir par assimilation d'une culture "historique" personnelle. Mais avec quels matériaux ? N'a-t-il pas le statut d'élève parce qu'il a tout à apprendre ?

Le nouveau programme, celui de 1995 (aménagé en 2002 et 2006), couvre deux millénaires. Il plonge l'élève et le professeur dans un enseignement structuré en thèmes d'essence idéologique : la "démocratie à Athènes", suivie, sans transition, de la naissance du "christianisme". Pourquoi "idéologiser" l'histoire ? La chronologie qui la charpente et lui donne sens serait-elle devenue inutile ou... subversive ?

Le Belin de seconde de la rentrée 2003 (sous la direction de Robert Franck et de Valérie Zanghellini) rappelle la philosophie officielle de ce thème "historique" nouveau : "*On prendra pour point de départ une présentation de la Bible, ce qui permettra à la fois d'évoquer le contexte religieux et historique de la naissance du christianisme et de caractériser son message* (relevons ici que la Bible y est présentée comme source d'étude du contexte historique de la naissance du christianisme, par ailleurs porteur de "message" ; ce programme introduit donc subrepticement la croyance religieuse dans l'enseignement de l'histoire, et le professeur en devient, à son corps défendant, le vecteur propagateur actif). *Une carte de l'Empire romain accompagne l'étude et l'organisation de l'Eglise des premiers siècles et de la diffusion du christianisme, de l'époque des persécutions et celle du statut de religion officielle. On conduira donc l'étude jusqu'à la fin du IV^e siècle*" (notons encore ici que l'étude de l'Empire romain n'est pas abordée pour elle-même ; elle est utilisée comme simple *fond de carte* pour légitimer l'étude de la nouvelle religion). Le programme officiel se poursuit par l'étude en saute-mouton, hors chronologie, de pans entiers de l'histoire, disloqués : "*La Méditerranée au XII^e siècle*", suivi par "*Humanisme et Renaissance aux XV^e et XVI^e siècles*". Des siècles d'histoire passent ainsi à la trappe. Pourquoi ?

Réduit de moitié, l'enseignement des révolutions, objet unique du précédent

programme, y est relégué en fin d'année, période fragile pour boucler un programme. Le professeur est donc livré à lui-même pour recoller les morceaux d'une chronologie défailante en comblant les vides incompréhensibles pour des élèves qui sont plus invités à croire qu'à comprendre.

Comment comprendre ce renversement de perspective ? Le contexte politique

En mai-juin 68, la grève générale, suivie, en 1969, de l'échec du référendum gaulliste, qui redonnèrent à la classe ouvrière l'initiative qu'elle avait perdue en 1958, sonna le glas des espoirs mis par l'Eglise dans un retour au corporatisme dont la V^e République est grosse depuis sa naissance. L'échec de la mobilisation des laïques contre les lois Debré, cette *divine surprise* new look, lui avait remis le pied à l'étrier. Mais elle voulait plus. La République encore laïque barrait la route au pouvoir direct qu'elle avait exercé sous Vichy. Combien de temps encore les appareils syndicaux et politiques ouvriers parviendraient-ils à contenir la marche à la reconquête de la démocratie et de la laïcité de l'école et de l'Etat par un peuple tout pétri de ses droits acquis ?

Mesurant le danger, l'Eglise s'engagea sur le terrain qui est le sien. Elle prit directement en main l'objectif de désagréger et de dissoudre dans la jeunesse scolarisée la conscience de classe fondée sur les conquêtes de la Libération. Celle des "droits". Il lui fallait remonter plus haut pour couper les racines qui rattachent le peuple français à 1789. L'enseignement de ces faits, illustré par les deux hymnes révolutionnaires nés sur son sol et qui ont fait le tour du monde, perpétué et glorifié à l'école, au collège et au lycée, doit être modifié de fond en comble. Y compris — ô ironie de l'histoire — dans les établissements privés sous contrat, instaurés par les lois Debré, où les programmes nationaux sont obligatoires.

La réaffirmation de la laïcité de l'Etat en 1944-1945 avec la réouverture des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, ces pépinières subversives, fit perdre à l'Eglise son influence sur les programmes et les manuels d'histoire. Avec le retour de la République, les fonds publics furent à nouveau réservés à l'école publique. Sauf en Alsace-Moselle, où l'Eglise, par MRP interposé, parvint à préserver leur statut concordataire discriminatoire. Position de repli solide en attente de conditions plus favorables. L'Eglise est patiente : fidèle à son credo vieux de deux mille ans, "*Laissez venir à moi les petits enfants*", elle veille à la reconquête des positions perdues. Sa voie de pénétration actuelle principale, fondée sur le principe de subsidiarité, est celle des institutions de l'Europe qu'elle contribue à construire.

Le Vatican passe à l'offensive : le Symposium de Louvain

C'est donc bien la France de la loi de séparation de 1905 que vise le Vatican lorsqu'il passe à l'offensive en organisant en 1972, à Louvain, un vaste colloque européen convoqué par la *Sacra Congregatio pro Institutione Catholica* sise au Vatican, qui affirme (p. 47) "(qu)'il est probablement impossible d'écrire l'histoire sans un certain nombre de convictions religieuses" et qui rappelle (p. 63) que "*le marxisme reste le danger le plus sérieux pour la religion, tant sur le plan spirituel que sur celui du comportement*".

Par Europe interposée, la France laïque en est coorganisatrice. Elle a délégué la présidence générale de l'ouverture du symposium à Michel François, directeur de l'Ecole nationale des Chartes, membre de l'Institut, et a confié le groupe de travail francophone à Louis Michel, inspecteur général de l'enseignement de l'histoire en France.

Pendant cinq jours, du 18 au 23 septembre, dans les murs de l'Université catholique de Belgique et sous les auspices

du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, le Saint-Siège, en la personne du nonce apostolique lui-même — le cardinal Gabriel-Marie Garrone —, chercha à établir qualitativement et quantitativement la place faite à "*La religion dans les manuels scolaires d'histoire en Europe*" (titre du rapport officiel publié en 1974 par le Conseil de l'Europe à Strasbourg).

"*Au cours de ces six conférences, 900 environ des 2 000 manuels d'histoire utilisés dans les établissements scolaires d'Europe occidentale ont été examinés par des enseignants, des inspecteurs de l'enseignement, des professeurs d'universités et d'écoles normales, des auteurs de manuels et des représentants des ministères de l'Education*" (p. 39).

La feuille de route du Vatican pour la France et l'Europe

Ouvrant le symposium, le représentant du Vatican délivra la directive impérieuse que l'Eglise — usant du principe de subsidiarité qui la guide — confia aux institutions de l'Europe pour sa transcription par les Etats nationaux.

"*Cette réalisation est la première grande contribution du Saint-Siège aux activités du Comité de l'enseignement général et technique du Conseil de l'Europe. C'est à la fois la suite et la conclusion d'une série de réunions consacrées aux manuels d'histoire et organisées sous les auspices du Conseil de l'Europe en application d'une recommandation adoptée en 1950 par son Assemblée consultative (...). Voici près de vingt ans que le Conseil se préoccupe de l'enseignement de l'histoire. Pour cette tâche, le CCC a trouvé un précieux allié dans l'Institut international pour l'amélioration des manuels scolaires, qui a son siège à Brunswick et qui, à la demande du CCC, a accepté d'être le Centre européen de révision des manuels d'histoire et de géographie. Il a depuis joué un rôle de premier plan dans ce domaine. Comme l'histoire tient une place importante dans*

la formation des jeunes, elle suscite un intérêt et un souci universels. L'enseignement de cette matière se trouve donc influencé par l'évolution des opinions et des conditions de vie des peuples, bien que la vérité historique soit immuable. C'est parce que cette évolution est, depuis vingt ans, rapide et générale, qu'il a fallu reconsidérer la façon dont le travail est mené (...). La tâche du professeur d'histoire conscient de ses responsabilités est de reconnaître l'importance du phénomène religieux dans l'histoire de l'humanité et de donner à ses élèves un compte rendu impartial et équilibré de tous les événements qui ont pu l'influencer. Cet élément est également nécessaire pour former correctement la personnalité des jeunes (...). Notre colloque (...) consiste en un jugement de valeur quant à l'essence même de l'élément religieux et en un jugement existentiel impliquant deux questions : quelle est l'influence de l'élément religieux sur l'histoire de l'humanité et de quel traitement bénéficie-t-il dans les manuels d'histoire européens ?" (pp. 27-28).

Ce discours inaugural, tenu par l'homme du pape, véritable déclaration de guerre à l'enseignement de l'histoire en France, permet de comprendre où se situe la source à laquelle Régis Debray et Jack Lang se sont abreuvés pour introduire l'enseignement du "fait religieux" dans la France laïque. Nos collègues, nos élèves, les parents de nos élèves et les citoyens de notre pays doivent savoir que l'orientation des programmes d'histoire-géographie n'est pas définie et discutée au ministère de l'Education nationale, mais au Vatican dans la *Congrégation pour l'éducation catholique*.

Toute la chaîne de cet enseignement, depuis la conception des programmes jusqu'à la classe du professeur, en passant par les éditeurs et les rédacteurs de nos beaux manuels d'histoire-géographie, échappe à la volonté démocratique des citoyens.

"C'est d'ailleurs à eux (les délégués au colloque) qu'il appartiendra de formuler en conclusion les **recommandations qui seront soumises, pour approbation et mise en œuvre, aux autorités académiques, aux concepteurs des pro-**

grammes, aux auteurs des manuels d'histoire, aux éditeurs et aux enseignants des Etats membres du CCC" (p. 30) (souligné par l'auteur).

Conclusion du colloque

"Nous souhaitons de tout cœur pouvoir, par nos communs efforts, contribuer non seulement à améliorer la qualité des manuels d'histoire, **mais aussi à modeler dans le bon sens la personnalité des jeunes** qui sont, en définitive, les agents de ce monde meilleur dont nous espérons tous être les témoins à l'heure choisie par Dieu" (p. 30) (souligné par l'auteur).

C'est à l'application de cette directive majeure, véritable mutation silencieuse de l'enseignement de l'histoire en France, que les divers gouvernements de la V^e République, de "gauche" comme de droite, se sont fidèlement attachés. On l'observe depuis la mutation miraculeuse de Jésus, d'essence biblique pour enfants du catéchisme, en un Jésus parfaitement historique, jusqu'à l'introduction du "fait religieux" dans tous les programmes et manuels d'enseignement. Le Symposium de Louvain poursuit sa besogne de sape des consciences pétries de laïcité institutionnelle. Sous couvert de "fait religieux", c'est la croyance religieuse, la religion elle-même, que l'enseignant est chargé de "faire passer", puisque, répétons-le, l'Eglise proclame qu' "il est probablement impossible d'écrire l'histoire sans un certain nombre de convictions religieuses".

Alors ? Histoire ou catéchisme ?

Le chef de l'Etat, affirmant dans son discours du Latran que le curé est supérieur à l'instituteur, s'inscrit directement dans les recommandations comminatoires faites par le Saint-Siège à la France, il y a 36 ans, à Louvain.

Ignore-t-il que l'ex-vieille fille aînée de l'Eglise, celle des paroisses cléricales déchues, stérile et desséchée, a été remplacée sur les étagères des mairies communales par la belle Marianne républicaine au buste si généreux ? Comment le lui rappeler ?

Michel Barbe

Pascal Polisset : L'histoire à l'école

Dans ce texte qui traite de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, il s'agit d'attirer l'attention du lecteur sur l'objectif politique des concepteurs des programmes scolaires, qui consiste à opérer une fallacieuse hiérarchisation des matières d'enseignement. Cela ne peut se faire qu'en dépeçant le corps du programme en disciplines exclusives des autres, en en dévalorisant certaines afin de préparer leur avenir sous la forme d'options, pour, un jour, les supprimer.

Répetons-le, nous traitons du programme de l'école primaire. Ce n'est pas par hasard si des termes simples comme grammaire, orthographe, histoire, géographie, appartenant au vocabulaire commun à tous les citoyens du pays, deviennent *littérature, observation réfléchie de la langue et découverte du monde...* vastes espaces non définis qui mêlent le particulier et le général, et obscurcissent la conscience collective populaire de ce qu'est l'enseignement.

La grande majorité des parents qui voudraient aider, à l'aune de leurs propres connaissances, leurs propres enfants laissent tomber l'éponge tant ils ne comprennent plus ce dont il est question.

Le choix de recourir à une novlangue (1) qui s'habille d'un pseudo-vocabulaire universitaire, sociologique, voire extrait de la communication et du marketing, construit, pas à pas, le fossé entre l'école et ses ayants droit.

Précisément, changer les termes, modifier tous les cinq ans les programmes a pour but de couper ces liens essentiels qui verraient les parents et leurs enfants parler de la même chose.

C'est aussi le moyen de diviser le corps enseignant en tranches générationnelles, confronté au discours-lois de "chercheurs en sciences de l'éducation" dont la première commune qualité reste de ne jamais avoir enseigné dans une classe digne de ce nom.

Enfin, noyau de cerise dans le clafoutis : il s'agit de fournir aux inspecteurs, aux ordres, les armes d'une polémique sémantique qui fragilise les enseignants face à l'administration pourvoyeuse "d'animations pédagogiques", authentiques réunions de transmissions des ordres ministériels.

(1) En référence à 1984, de George Orwell.

De l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, etc., aux matières d'éveil. Des matières d'éveil à "Découvrir le monde"

APPRENDRE à lire, à écrire et à compter est impossible si l'élève n'est pas capable de se situer dans le temps et dans l'espace. De l'école maternelle au cours élémentaire 1^{re} année, les enseignants travaillent avec leurs élèves le sens de l'écriture et de la lecture, de haut en bas et de gauche à droite. Cela n'est pas inné : certains élèves savent reproduire leur nom, lettre par lettre, mais l'écrivent en l'inversant comme dans un miroir, sans que cela les gêne. Il suffit de poser un point de départ, symbole simplifié de la marge, pour voir l'élève réécrire son nom dans le bon sens. Une courte observation d'un coin lecture permet de constater que des élèves lisent un album en commençant par la fin. Quant au contenu de l'histoire, ils vous raconteront ce qu'ils en veulent, l'intérêt pour eux étant de prendre du plaisir à regarder des images qu'ils identifient plus ou moins. La mise en place de la latéralisation est le cadre dans lequel se situe la prise de conscience de l'intérêt d'écrire son nom ou de trouver un sens à une petite histoire. La seule solution existant à l'heure actuelle est bien que l'élève, par la répétition de la consigne, par la prise en compte du code (point, marge...), en fasse une habitude et qu'il intègre le sens de la lecture au point qu'il n'y pense même plus.

Ce code, le sens de l'écriture et de la lecture, est le produit à la fois de la notion de chronologie (suite ordonnée des lettres, puis des mots ou des images) et de l'intégration de la disposition du texte dans l'espace de la page, qu'il s'agisse du support de l'écriture ou celui de la lecture.

Dans la poursuite de sa scolarité, l'élève ne sera confronté qu'à une extension de ces notions, et c'est là qu'interviennent les matières que sont, entre autres, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles.

Dans la période comprise entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980, ces matières furent englobées dans ce qui s'appela "*les matières d'éveil, à dominantes scientifique, artistique*", pour l'essentiel.

Pour l'histoire, en lieu et place d'un patient apprentissage des faits qui l'ont constituée (la suite des époques, cadrée par les dates, fixée dans le déroulement du temps passé), fut inventée une étrange méthode d'enseignement.

Passons par un exemple, et étudions les modes de transports à travers les âges. D'une manière quasi systématique, la séquence se devait de commencer par la distribution de documents de plus ou moins bonne qualité (à l'époque régnait la polycopieuse à alcool et le découpage d'anciens manuels) représentant un Gau-

lois poussant un bœuf, une draisiennne, une locomotive, une voiture fin XIX^e, un carrosse, un avion, etc. Il fallait alors construire une frise chronologique de ces éléments, puis la réintroduire à l'intérieur d'une plus grande frise affichée sur un mur de la classe. Tout le monde aura compris que l'exercice était tout sauf simple, et nombre d'enseignants contournaient l'obstacle en y ajoutant des références plus précises, en limitant le temps imparti au travail de recherche du groupe censé extraire de cette mine le charbon de la connaissance, voire en y ajoutant une leçon à apprendre par cœur... Mais les dégâts étaient faits. Nombre d'enseignants ont combattu, dans la clandestinité, cette vision de la discipline, remplissant leur cahier-journal de leçons types (1) et travaillant sur des bases bien plus sérieuses.

Cette période a eu son temps, et les matières d'éveil furent immolées au profit d'un apparent retour aux fondamentaux de l'enseignement de l'histoire, ce (au risque de se répéter) sans qu'aucun bilan ait jamais été produit.

Mais il est resté dans le fond de la classe une magistrale frise, proposée à l'achat par les éditeurs, et appelée à être complète à la fin du cycle III. Ainsi voit-on, dans un cours élémentaire 2^e année, grâce au 11-Novembre, la partie de la Première Guerre mondiale surchargée, alors que les époques précédentes attendent sagement leur compte de photocopies, de dessins, d'articles de journaux découpés.

Pour le cycle II : *"A cet âge, il ne s'agit pas encore de faire de l'histoire. Dans la continuité de l'exploration des diverses manifestations de la temporalité entamée en maternelle, les élèves accèdent à un usage raisonné des instruments leur permettant de structurer le temps et de mesurer les durées."*

Pour le cycle III : *"A partir d'une approche disciplinaire de l'histoire mieux construite, le maître aide l'élève à construire une intelligence du temps historique fait de simultanéité et de continuité, d'irréversibilité et de rupture, de courte et de longue durée. Le respect du déroulement chronologique, jalonné par des dates significatives, y est donc essentiel et constitue une des bases de l'ap-*

proche historique." Admirable ambition ! Derrière la pédanterie du discours, relevons qu'il ne s'agit pas d'enseignement de l'histoire, mais d'une approche disciplinaire de celle-ci, que la chronologie qui fonde la logique même de l'histoire est réduite à une des bases de l'approche de celle-ci. A force de s'approcher, on se demande si jamais nous y serons un jour.

On pourrait traiter le sujet de même manière s'agissant de la géographie définie au cycle II sous le titre avantageux : *"De l'espace familier aux espaces lointains."* Au cycle III, *"l'élève consolide ses connaissances sur la diversité des espaces en se familiarisant avec une approche disciplinaire spécifique, celle de la géographie, étude de l'espace par les sociétés, centrée à ce niveau sur la lecture des paysages et des représentations de l'espace, en relation avec la photographie, la peinture, les principaux supports et écrits, la littérature et l'histoire."* Look and noie-toi !

Notons les divers titres des chapitres du programme :

"1/ Regards sur le monde : des espaces organisés par les sociétés humaines."

2/ Espaces européens : une diversité de paysages."

3/ Espaces français."

4/ La France à l'heure de la mondialisation."

Un étudiant en géographie se trouvera en difficulté pour appréhender l'immensité des sujets balayés par le programme ainsi défini.

L'enseignant respectueux de la pleine et entière obligation que la laïcité lui impose, à savoir l'indépendance de l'école et de l'Etat vis-à-vis des partis politiques, des religions et de tout groupe de pression, sera sûrement étonné de lire dans le paragraphe 4, *"La France à l'heure de la mondialisation."* Points forts (2) : *"Le poids économique, politique, culturel ou sportif de la France et sa participation aux événements mondiaux (prendre des exemples en relation*

(1) Le cahier-journal, pourtant aboli en 1881, demeure de fait la base sur laquelle les inspecteurs de l'Education nationale notent les enseignants.

(2) Souligné en rouge dans le texte original.

avec l'actualité, la langue étudiée et l'éducation artistique). "La situation et le rôle de la francophonie (en relation avec l'éducation civique)."

Mais de quoi s'agit-il ? De la politique de délocalisation du Medef ? De la participation de divers gouvernements à diverses guerres ? Des tentatives malheureuses de faire de Paris le terrain des prochains Jeux olympiques ou de la prise sur le fait de nombres de sportifs convaincus de dopage au cours des championnats du monde d'athlétisme, en août 2003 ?

Que veulent signifier ces deux sous-paragraphes ? Que doit-on faire de cet avis, de ce conseil, de cette consigne ? Sommes-nous toujours dans le cadre d'un programme national d'enseignement ? Sommes-nous toujours dans le cadre de la laïcité ? Est-ce une application dévoyée de cette réflexion du philosophe Alain : "Il n'y a qu'une méthode pour inventer, qui est d'imiter" (3) ? Mais, alors, imiter qui ?

En novembre 2005, une loi est votée qui voudrait imposer aux professeurs d'histoire que soit enseigné "le rôle positif de la colonisation". Des députés de l'opposition, découvrant l'inanité de cette volonté, suite à plusieurs semaines de ré-

voltes dans les quartiers dits difficiles, certes sans rapport direct, déposent un projet de loi abrogeant la précédente... Le Parlement, majoritairement, a refusé ce recours... A quel jeu se livrent les représentants du peuple que sont les députés ? Le Parlement est-il en charge des programmes d'enseignement ?

De ce fatras, nous extrairons une inquiétante cohérence : ces matières, ces champs disciplinaires toujours à venir se retrouvent aujourd'hui dépassés par la notion ô combien irrationnelle de "découverte du monde". Demain, il faut, certainement, de nouveau, s'attendre à un nouveau glissement des mots et des sens et à ce que les enseignants soient sommés d'abandonner l'histoire, la géographie, les sciences naturelles au profit d'un emballage déjà en place au cycle II : la "Découverte du monde". Tous les éléments sont déjà contenus dans les "Horaires et programmes d'enseignement de l'école primaire".

Mais nous nous sommes probablement égarés, puisque nous avons omis de placer cette dernière réforme sous l'incontournable bannière de la lutte contre l'illettrisme, de la lutte contre l'échec scolaire.

(3) *Op. cit.*

De l'enseignement de l'histoire à la "culture humaniste" ...

DEPUIS la publication de ce texte, une nouvelle "réforme" des programmes de l'enseignement primaire a été édictée par le ministère de l'Éducation nationale. Cette dernière, qui fera, sans aucun doute, la fortune des éditeurs spécialisés, accentue le désarroi d'enseignants qui ne savent plus à quel manuel se référer (il faut de trois à quatre années pour "économiser" sur la dotation budgétaire communale, une somme suffisante pour changer de vingt-cinq à trente manuels par classe...).

Par un effet de balancier, cette réforme a recours à une partie de l'ancien vocabulaire scolaire pour poursuivre le même mouvement de destruction des savoirs, entamé il y a plus de trente ans.

Pour l'histoire, mais aussi pour la géographie et "les pratiques artistiques", il est question de "culture humaniste".

"La culture humaniste des élèves dans ses dimensions historiques, géographiques, artistiques et civiques se nourrit aussi des premiers éléments d'une initiation à l'histoire des arts. La culture humaniste ouvre l'esprit des élèves à la

diversité et à l'évolution des civilisations, des sociétés, des territoires, des faits religieux et des arts ; elle leur permet d'acquérir des repères temporels, spatiaux, culturels et civiques. Avec la fréquentation des œuvres littéraires, elle contribue donc à la formation de la personne et du citoyen" (1).

Nous avons bien lu, l'ambition de cette "réforme" n'est rien de moins que d'ouvrir "*l'esprit des élèves à la diversité et à l'évolution des civilisations, des sociétés, des territoires, des faits religieux et des arts*".

Comment cet objectif se traduit-il dans la réalité d'une classe d'élèves de neuf ans à onze ans.

Chacun des premiers chapitres, heureusement situés par des références correctes (la préhistoire, l'Antiquité, le Moyen Age, les Temps modernes...) est marqué par la, les religions.

L'Antiquité : "... *la christianisation du monde gallo-romain*".

Le Moyen Age : "... *les relations entre seigneurs et paysans, le rôle de l'Eglise*", (...) *Les croisades, la découverte d'une autre civilisation, l'islam*".

Les Temps modernes : la Renaissance : "(...) *catholiques et protestants*"...

Les chapitres suivants introduisant des recommandations marquées par de récentes intrusions du politiquement correct dans l'espace de l'enseignement de l'histoire, voire de la recherche historique. Citons quelques exemples : "*les colonies et l'émigration*" ou, pour apprendre la Seconde Guerre mondiale : "*l'extermination des Juifs et des Tziganes par les nazis : un crime contre l'humanité*" (sans H majuscule). "*La société de consommation, la V^e République*"...

Mais au-delà de ces remarques qui réclameraient qu'elles fassent l'objet d'une analyse plus précise, ce qui est fondamental, ce qui reste l'essentiel,

c'est la suppression de trois heures de classe par semaine au détriment des élèves de maternelle et de primaire.

Cent huit heures par an, multiplié par huit années de scolarité, cela fait huit cent soixante-quatre heures d'enseignement en moins !

En complément de cette donnée, sont proclamés une augmentation du temps d'enseignement des langues étrangères (alors qu'aucune formation digne de ce nom n'est dispensée aux enseignants, que moins d'un sur dix pourrait prétendre être bilingue...) et le doublement du temps alloué aux activités physiques et sportives...

Inutile d'ignorer ce qu'est une règle de trois (comme nous l'a révélé, lors d'une émission de télévision, le ministre) pour comprendre que ce sont précisément les matières comme l'histoire, la géographie, les sciences naturelles et techniques, le dessin, qui seront sacrifiées par l'incontournable loi du temps scolaire hebdomadaire raboté.

Une nouvelle étape a été franchie : au-delà même du contenu des connaissances à enseigner tranche la guillotine du temps qui est consacré à ces enseignements cruciaux. Ces disciplines compressées, elles ne peuvent qu'être bâclées ; elles seront ensuite considérées, au collège, puis au lycée (à moins que ce processus démarre du lycée et glisse vers le collège) comme du superflu, des options, qui, à terme, seront supprimées, comme c'est le cas actuellement pour le latin, le grec, le russe, l'espagnol, voire la philosophie, dans les enseignements dispensés au secondaire.

**Pascal Polisset (novembre 2008).
Coauteur de *De la destruction
des savoirs en temps de paix*,
éditions Fayard.**

(1) Citation extraite des programmes officiels de l'école primaire. Site du ministère.

**Marcel Picquier,
Pierre Roy
et Jean-Jacques Marie :
Les Bienveillantes,
de Jonathan Littell,
un roman noltiste ?**

Les Cahiers du mouvement ouvrier n'ont certes pas vocation à se prononcer sur la production littéraire et à en discuter. Ils ne sont pas faits pour cela. A chacun son travail... Mais la littérature, comme toute forme d'art, mais plus encore que les autres, peut être étroitement liée, voire subordonnée à la politique, et même se voir attribuer un rôle politique. La littérature soviétique en est un exemple à partir de 1932, lorsqu'elle se voit attribuer une doctrine officielle (le réalisme socialiste) et une fonction tout aussi officielle (l'art est une arme). En dehors même de cette subordination de l'art à des fins qui lui sont extérieures, des œuvres peuvent utiliser comme matériau et même prétendre illustrer, évoquer, voire traiter des grands problèmes sociaux et politiques (conflits sociaux, guerre, etc.). En ce sens, il est légitime d'examiner l'angle sous lequel elles les abordent, car le lecteur met l'image qu'elles en donnent sur le même plan que celle de la recherche historique.

Les Bienveillantes, de Jonathan Littell, roman encensé par les médias et la presse, honoré du prix Goncourt en 2006, méritent d'être examinées de ce point de vue. La vision que ce roman donne de la Seconde Guerre mondiale, de l'extermination des Juifs, de l'Union soviétique, du nazisme et du "communisme" ne relève pas seulement d'un choix artistique ; elle a un sens. Ce sens n'a rien de gratuit. Les trois contributions ci-après tentent de le décrypter.

Un certain malaise

Un personnage narrateur

On sort de la lecture de ce roman de 1 400 pages (en collection Folio) comme on sort d'une course de fond. Complètement groggy. Mais alors que le marathon est réputé créer des endorphines, la lecture de ce livre créerait plutôt des répulsions et un sentiment de malaise. Cela doit correspondre à l'intention de l'auteur, qui a imaginé un personnage narrateur devenu SS et gagnant peu à peu des galons dans ce corps si spécial, tristement célèbre, exécuteur des basses œuvres du régime.

La performance littéraire est étonnante. Le narrateur est une sorte de psychopathe, pervers sexuel, obsédé par l'amour qu'il a voué et qu'il continue à vouer à sa sœur, capable de la pire violence dans les assassinats qu'il perpètre, mais aussi doté d'une culture certaine, lisant et parlant grec ancien, latin, français (il a passé une partie de son enfance en France) et anglais. Familier des mythes et des dramaturges grecs, il l'est aussi de Platon et Nietzsche, et également de Stendhal, Flaubert, Proust, Tchekov, Schopenhauer, Shakespeare, etc.

Docteur en droit, il a rejoint le NSDAP, il adhère complètement au système, fai-

sant de Hitler l'interprète du *Volk* auquel la mission "civilisatrice" du Führer s'identifie.

Homosexuel, d'une homosexualité très dissimulée dans un milieu qui l'a criminalisée, le narrateur, de façon répétée et quelque peu monotone — dans ce roman qui se présente comme une autobiographie (roman à la première personne) —, nous livre des confidences sur le vécu de sa sexualité par phases très aiguës, comme forcenées. Le marquis de Sade a peut-être inspiré l'auteur sur ce point, mais il place évidemment son "héros" dans un contexte tout différent de celui propre aux romans de Sade ; en tout cas, le mémoire du personnage ne nous dissimule aucune des particularités de sa vie sexuelle, et il est par ailleurs, quoique non musicien, un connaisseur de la musique française du XVIII^e siècle. Il déteste naturellement la Révolution française, mais il en connaît les principaux protagonistes (Robespierre, Saint-Just). Il semble aussi connaître un peu les Lumières, mais fait de Voltaire le maître en antisémitisme de Frédéric II...

L'auteur fait donc de son personnage un mélange de raffinement décadent et de haute culture, de brutalité inouïe et de ce simplisme intellectuel — stupéfiant si on le détache de ses causes profondes — qui donne le racisme, les élucubrations

d'un Rosenberg, les théories sur la race pure et autres monstruosités conceptuelles.

Fiction et réalité

La perversité est presque constamment à l'œuvre dans la psyché du narrateur et dans le récit qu'il nous fait de l'invasion de l'URSS, avec exécution du programme de la "solution finale" au fur et à mesure de l'avancée des troupes de la Wehrmacht.

L'imbrication de faits, sinon attestés dans leur détail, du moins hautement vraisemblables dans leur ligne générale, avec de l'imaginaire pur, est telle que la part respective des premiers et du second est indécélable tant la barbarie nazie a été "inventive" et tant l'auteur s'ingénie à brouiller les plans du réalisme — reposant sur des aspects imaginés, mais plausibles — avec ceux de la fiction.

La "solution finale" qui commence à être mise en œuvre par les SS au fur et à mesure de l'avancée des troupes allemandes dans les territoires de l'URSS soulève le cœur du lecteur (y compris parfois celui du narrateur, mais pour des raisons plus esthétiques que morales) : aucun détail ne nous est épargné de cette barbarie programmée, qui organise froidement l'hécatombe systématique des Juifs.

Où s'arrête le récit de réalités historiques et où commence le travail de l'imaginaire ? Nulle "couture" n'est visible dans le texte. Les faits sur lesquels s'articule le fictif sont avérés ; le lecteur averti n'a rien à redire quant à l'exactitude des cruautés décrites. C'est le propre des romanciers qui inscrivent leurs personnages dans l'histoire que de savoir procéder à ce subtil mélange.

Ainsi, le lecteur est plongé dans l'enfer de la bataille de Stalingrad. Evidemment, il pense à *Vie et destin*, de Grossman, mais l'auteur soviétique suivait plusieurs personnages tandis qu'ici tout est centré sur le docteur Maximilien Aue, officier SS, et vu à travers le prisme de cette psyché très "spéciale" que l'auteur lui a imaginée. Ce SS a été affecté par

son chef désireux de le liquider dans ce poste de Stalingrad d'où il réchappe au prix d'une terrible blessure à la tête qui peut servir pour la suite du roman à expliquer les ignominies du personnage.

Un certain malaise

C'est une œuvre considérable, mais peut-on s'empêcher d'éprouver un certain malaise à sa lecture ? Ce personnage d'Aue, auquel Littell prête sa plume, se présente comme un ignoble salopard, un perfectionniste de la solution finale, scandalisé non par le traitement *en soi* des déportés, mais par le gaspillage de main-d'œuvre que cela représente. Ce nazisme dont il se réclame et qu'il a fait sien intellectuellement de façon totale en "l'enrichissant" de sa propre culture n'est-il pas ressenti par le lecteur comme plus "convenable" que le nazisme réel, forme exacerbée de la barbarie capitaliste ? Devenu un "honnête" citoyen français, il défend toujours son "idéal" et ne voit pas dans le monde actuel ce qui l'inciterait à changer d'opinion.

C'est — à mes yeux — ce qui rend ce roman (où le "romanesque" au sens littéraire occupe aussi sa place) irritant, car l'auteur joue en permanence sur cette ambiguïté. Les horreurs du nazisme ne sont pas dissimulées, puisque le narrateur, désormais à l'abri de toute retombée fâcheuse concernant son existence au moment où il est censé écrire ce mémoire, nous les décrit avec force détails ; mais ces horreurs sans nom, ces atrocités inqualifiables, ces crimes de masse sont comme atténués par l'intellectualisme du personnage qui les relate ; il s'en démarque quelquefois, mais à *la marge* ; il ne les blâme pas pour elles-mêmes, mais, outre ses soucis de main-d'œuvre, il craint qu'elles ne déforment l'image que l'on doit se faire du nazisme comme étant à son point de vue l'horizon salvateur de l'humanité.

Même quand le personnage se comporte de façon répugnante et abjecte, une sorte de label de fonctionnalité semble toujours être attribuable au national-socialisme, car ses racines profondes ne sont jamais mises à jour.

On me dira : tout est vu à travers le SS, donc cela n'a rien d'étonnant.

Le choix d'une autobiographie fictive

Risquons une hypothèse : ce choix d'une autobiographie fictive n'est-il pas responsable de ce malaise de caractère politique que le lecteur peut éprouver ? En d'autres termes — quelles que soient les ressources imaginatives de l'auteur et l'ampleur impressionnante de sa documentation (les pages sur les bombardements de Berlin sont à la fois évocatrices d'une vraie Apocalypse et d'une étonnante précision, le passage relatif aux enfants en uniforme transformés en prédateurs impitoyables lors de la débâcle du régime est également saisissant) —, n'est-on pas indisposé par le fait qu'une tragédie historique collective de l'ampleur du nazisme soit réduite à la vision qu'en restitue une seule créature certes de papier, mais reliée à l'histoire réelle par mille fils, et que presque rien, aucun signe vraiment lisible, aucune indication discursive sous-jacente décelable, aucune voix off rompant le récit ne vienne apporter un éclairage, une remise en perspective de ce que pense et vit le héros, et de son national-socialisme ?

L'auteur en fait une sorte de dandy terrifiant en lui attribuant quelques-uns des traits d'un personnage à la Huysmans, en en faisant une sorte de Des Esseintes par le culte des sens, mais botté, armé, froidement fanatique, assassin ignoble et sans remords, le tout combiné avec les poussées brutales d'une sexualité d'inverti incestueux portée à son paroxysme, et en même temps amateur de belle littérature, de belle musique, de bonne chère, de vins fins français et d'alcools forts.

Les limites d'un genre

Le SS imaginé ne saurait évidemment accéder à la critique matérialiste du régime qui l'a fabriqué ; il ne saurait évoquer la genèse du pouvoir national-so-

cialiste, cet avorton couvé par le grand capital allemand et devenu colosse à la faveur de la division politique entre la social-démocratie et le parti communiste. Il ne saurait rappeler la formule suicidaire de Staline, dans la période cruciale qui a précédé l'accession au pouvoir de Hitler, sur la nature "identique" du fascisme et du réformisme, traités par ledit Staline de "frères jumeaux". Il ne saurait rappeler que la destruction du mouvement ouvrier organisé, la dissolution des syndicats et des partis, la destruction de toute forme de démocratie, la mise hors de combat par déportation en camp de concentration des militants ouvriers dès 1933, que tout cela fut la condition préalable à la constitution du pire régime de sang qu'un pays hautement industrialisé ait connu (1).

Certes, l'auteur était tenu par la cohérence de son personnage. Il n'empêche que, lecteur, j'ai ressenti les rares confrontations d'idées comme sonnant faux : Voss, le linguiste, dénonce véhémentement et très justement le racisme nazi, mais il disparaît très vite ; le colonel soviétique fait prisonnier à Stalingrad est, à mon avis, une silhouette

(1) Sur un autre aspect, non moins important, dans son livre *Le Précédent autrichien*, Joseph Buttinger, celui qui dirigea la social-démocratie autrichienne pendant la période de clandestinité sous le régime corporatiste chrétien-social, écrit à propos de la "capitulation sans conditions" exigée de l'Allemagne en 1944-1945 : « Cette politique fatale (n'exclura) pas seulement toute coopération entre les puissances occidentales et les forces allemandes antihitlériennes ; mais de cette guerre imposée par Hitler aux démocraties et à l'Union soviétique, on était en train d'en faire une totalement nouvelle. Cette nouvelle guerre, la guerre de la "capitulation sans conditions" n'était pas une nécessité inéluctable ; les Alliés la menaient délibérément en vertu de leurs propres visées, non plus à la façon d'une guerre contre le national-socialisme, mais contre l'Allemagne. Dans ce but, il fallait que les responsabilités de guerre des nazis comme aussi celles des "Quislings" capitalistes d'avant-guerre, dans les démocraties, fussent étendues au peuple allemand tout entier.

Adoptant les méthodes propagandistes de Goebbels, la propagande des démocraties allait jusqu'à reprendre à son compte l'article de foi le plus important de la conception hitlérienne : à savoir que l'humanité, en vertu d'une échelle des valeurs racistes et nationalistes, se partageait en bons et mauvais peuples » (Gallimard, 1953, p. 513).

caricaturale, dont les idées sont qualifiées de bolcheviques par un abus de terminologie dont sont fautifs tant Aue que le colonel en question.

Curieusement, la si politiquement funeste "parenté" politique établie par Staline entre fascisme et social-démocratie devient pour le SS une sorte de parenté conflictuelle entre nazisme et ce qu'il appelle "communisme". Comme s'il avait lu les nombreux ouvrages de notre temps qui postulent cette parenté et n'hésitent pas à attribuer au marxisme la responsabilité des crimes et monstruosité du stalinisme. C'est peut-être là que la voix off dont je signalais plus haut l'absence se ferait entendre ? Une très longue phrase (p. 953 sq.) bourrée d'incises entre parenthèses, et d'une facture très "orale", semble confirmer cette hypothèse :

"La victoire aurait tout réglé, car si nous avons gagné, imaginez-le un instant (l'auteur a imaginé un narrateur ayant coutume de prendre à témoin le lecteur), si l'Allemagne avait écrasé les rouges et détruit l'Union soviétique, il n'aurait plus été question de crimes, ou plutôt si, de crimes bolcheviques dûment documentés grâce aux archives saisies (...), voire, peut-être, pour reprendre, par des procès en règle, pourquoi pas, le procès des meneurs bolcheviques, imaginez ça, pour faire sérieux comme ont voulu le faire les Anglo-Américains (...), et ensuite tout le monde, Anglais et Américains en tête, aurait composé avec nous, les diplomates se seraient réalignées (...), nul ne demande de comptes au vainqueur, je ne dis pas cela pour tenter de nous justifier, non, c'est la simple et effroyable vérité ; regardez donc Roosevelt, cet homme de bien, avec son cher ami Uncle Joe, combien donc de millions (de Juifs) en avait-il déjà tué, ou même avant 1939, bien plus que nous, c'est sûr, et même si l'on dresse un bilan définitif, il risque fort d'arriver en tête, entre la collectivisation, la dékoulakisation, les grandes purges et les déportations des peuples en 1943 et 1944, et cela on le savait bien à l'époque, tout le monde savait plus ou moins, durant les années 30, ce qui se passait en Russie, Roosevelt le savait aussi, cet ami des

hommes, mais ça ne l'a pas empêché de louer la loyauté et l'humanité de Staline (...), et si donc nous autres avions en effet gagné cette guerre, il en aurait certainement été de même, petit à petit, les obstinés qui auraient arrondi les angles, car après tout, n'est-ce pas, Krieg ist Krieg und Schnaps ist Schnaps, et ainsi va le monde."

Quelles réflexions peuvent venir à l'esprit du lecteur ?

La critique historique semble disqualifiée, puisque le SS de papier, ce docteur Maximilien Aue, dont l'auteur fait ensuite un bon citoyen français, est celui qui parle et que son créateur littéraire est bien libre de lui faire tenir les propos qu'il juge bon de lui faire tenir, et ces propos — non dépourvus sur certains points, on l'a vu, de lucidité politique rétrospective vis-à-vis de l'histoire réelle — sont d'ailleurs en cohérence avec le personnage.

Mais peut-être atteint-on là les limites de la littérature ? On peut estimer — c'est mon cas — que la tragédie de tout un peuple et de toute une série de peuples risque d'être trop rapetissée, "médiocrisée", banalisée, si elle est restituée à travers le regard d'un seul personnage inventé comme un des artisans, de surcroît névrosé, de cette tragédie.

Du même coup, on peut se demander s'il n'y a pas risque de niveler les situations, de ramener l'histoire du monde à un choix opéré par le narrateur entre une lecture réputée verticale (races) et une lecture réputée horizontale (classes), le tout aboutissant à mettre un signe d'équivalence entre fascisme et communisme, comme beaucoup aujourd'hui s'ingénient à le faire.

On peut aussi se demander si, au sortir de cette lecture, le lecteur non averti, ignorant l'histoire exacte de l'avènement du nazisme, confronté à une vision psychologisante et vaguement mytho-philosophique de la plus grande tragédie historique du XX^e siècle, n'en retienne

que cette narration interminable et foisonnante, censée être conduite par un SS, certes imaginaire, mais suffisamment insérée par son créateur dans des situations réelles, avec des personnages réels, notamment de hauts dignitaires nazis, pour que le passage de la fiction à l'histoire s'opère quasi à l'insu du lecteur.

Avec les conséquences signalées plus haut.

Et aussi l'idée que le nazisme comme le "communisme" sont des "maladies" collectives surgissant dans l'histoire sans qu'on puisse en expliquer l'apparition. La démocratie n'est évidemment pas le propos de l'ancien SS, devenu mémorialiste. Ce qui ressort de ses confidences, c'est une vue entièrement pessimiste et désespérante de l'histoire du monde, car il est bien vrai que seule la lutte de classes et son aboutissement dans la liquidation du régime de la propriété privée des moyens de production peuvent offrir une issue.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, analysé par Lénine et Trotsky, a produit une histoire hautement complexe : la révolution d'Octobre a triomphé dans un seul pays arriéré et elle a été peu à peu trahie de l'intérieur par la formation d'une caste bureaucratique au service de la restauration capitaliste :

d'où le nazisme, comme, en dernière analyse, produit politique abject du prétendu socialisme dans un seul pays ayant renoncé à la révolution mondiale, d'où les horreurs sans nom du stalinisme en URSS et dans le monde, d'où la situation actuelle de restauration sauvage de la propriété privée des moyens de production dans un contexte où ladite restauration ne peut avoir qu'un contenu mafieux et parasitaire. Pendant ce temps se constituent les prémices du plus gigantesque krach que l'histoire ait jamais connu. Avec les conséquences les plus barbares dont certaines sont déjà à l'œuvre, ravageant pays et continents. Qu'on pense à ce qui se passe en Afrique, par exemple. Cela dit, dénoncer la violence en soi est une impasse, car si toute violence prise en soi ressemble à une autre, ce qui permettra d'y mettre un terme suppose une connaissance aussi exacte que possible des conditions historiques et des rapports sociaux qui lui ont donné naissance.

Précisons pour finir : respect absolu du droit de l'artiste à envisager ce qu'il veut. C'est tout à fait évident.

Toute licence en art. Mais, de façon corollaire, droit non moins absolu à la critique.

Pierre Roy, septembre 2008

Une œuvre malsaine

CETTE œuvre imposante (1 400 pages en poche), prix Goncourt 2006, vendue à 700 000 exemplaires, a été un éclatant succès littéraire. Ce sont les mémoires imaginaires qui auraient été écrites dans les années 1960 par un criminel de guerre nazi, officier supérieur de la SS, Maximilien Aue. Les critiques ont été élogieuses, Georges Sempun estimant que le livre servira à l'histoire de l'holocauste pendant au moins deux cents ans.

Faut-il être aussi "bienveillant" envers *Les Bienveillantes* et leur auteur ?

Ce dernier ne s'est-il pas pris au piège de son écriture et ne courons-nous pas le risque d'être piégés à notre tour ?

Le lieutenant-colonel SS Maximilien Aue serait-il un héros à l'antique, un nouvel Oreste ?

Ou un contre-héros, si l'on veut, mais cela revient au même.

Pour le statufier dans ce rôle suggéré, Littell fait du SS un être protégé par des forces surnaturelles et un nouvel Oreste.

Les divinités protectrices sont personnifiées par un ami intime, officier SS lui-même, Thomas, qui intervient à tout moment pour le sauver. Trois exemples : au tout début, Thomas, en lui faisant signer son engagement dans les Commandos de la mort, lui permet d'échapper à la police qui lui réserve un mauvais sort parce qu'il a été surpris dans une affaire criminelle en rapport avec son homosexualité ; ensuite, au moment crucial de Stalingrad, quand le lieutenant-colonel SS Aue reçoit une balle

en plein front, Thomas, présent comme par hasard, réussit à assurer son évacuation par avion afin qu'un miracle puisse s'accomplir et que le mort ressuscite. Enfin, dans Berlin submergé par les troupes soviétiques, Thomas, surgi de nulle part, pour la dernière fois, va permettre à Aue d'échapper à la pendaison qui l'attend, grâce à des faux papiers qu'il avait préparés pour lui-même et que Aue lui dérobe après lui avoir brisé le crâne. Il faudrait faire un sort aux interventions tout aussi miraculeuses d'un autre dieu protecteur, le docteur Mandelbrod, personnage mystérieux, dont on ne sait à peu près rien sauf qu'il est des intimes des dignitaires nazis, qu'il a connu et admiré le père d'Aue, qu'il s'entoure d'un harem de superbes walkyries offertes au héros et dispose de richesses et de pouvoirs extraordinaires que la chute du régime n'entamera pas...

Ces invraisemblances, et il y en a bien d'autres (Aue mord le nez d'Hitler, un des tout derniers jours de la guerre, quand le Führer, dans son bunker, lui remet une décoration, et n'est pas fusillé sur le champ, si bien qu'il échappe par un nouveau miracle à la mort), rabaisent la vie romanesque de Aue au rang d'un feuilleton romanesque. Elles ont pourtant un sens qu'il faut déchiffrer.

Il faut en effet s'expliquer sur le titre *Les Bienveillantes*, qui fait de Aue un nouvel Oreste

Le titre fait référence à la mythologie grecque. Oreste tue sa mère Clytem-

nestre, qui a trahi et fait assassiner son mari, le roi Agamemnon, pour épouser son amant. De même, Aue va tuer lui aussi sa mère, coupable d'avoir trahi la mémoire du père, officier des corps francs allemands combattant la révolution russe, et d'avoir épousé un Français. Oreste est poursuivi par les déesses de la vengeance, les Erynies. Aue sera le sera par deux inspecteurs de la police allemande (on frôle ici le burlesque des Dupond et Dupont de Tintin) partout, sur le front, comme dans les ruines du métro de Berlin en mai 1945, et il n'en sera débarrassé, à l'instant même où ils vont l'exécuter, que par l'immanquable Thomas, l'ange gardien, qui tue les policiers. Dans le mythe grec, enfin, la déesse Athéna plaide pour Oreste et les Erynies se changent en Euménides, autrement dit en "Bienveillantes".

Mais pourquoi faudrait-il faire appel aux "Bienveillantes" pour un nazi ? Cela n'est pas dit.

Une esthétisation de la barbarie ?

Il faut revenir au personnage. L'auteur en fait un homme très cultivé, capable de converser en grec ancien, de citer Bossuet, de disserter sur Platon ou Nietzsche, d'apprécier les grands romanciers français. C'est aussi un amateur éclairé de grande musique, de Bach, et surtout de Rameau. La "mascotte" des officiers SS du Commando de la mort est "un jeune orphelin juif" qui "jouait du piano comme un jeune dieu" — "Un toucher comme ça, ça pardonne tout, même d'être Juif". Evidemment, le "jeune dieu" sera anéanti comme les autres.

C'est que nous dit Aue, les criminels peuvent être "des hommes banals, certes, mais aussi des hommes peu ordinaires, des artistes, des hommes de culture..." (p. 41). Simple platitude que cette affirmation ?

On nous a déjà fait souvent le coup du barbare esthète.

Toute liberté en art. Sauf qu'ici, l'art se mêle de politique. Il faut y regarder de près.

On est d'abord en droit de dire que ce n'est pas le SS qui est cultivé, mais l'auteur. Et qu'il instrumentalise sa culture en accordant une culture aussi étendue à son personnage odieux et méprisable, qui devient de la sorte plus proche, plus humain. Un peu plus, on va pouvoir le comprendre.

Walter Benjamin a analysé ce détournement de l'art et nous en montre la raison et l'aboutissement.

Dans *L'Œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique*, il parle précisément de "l'esthétisation de la politique" : "Tous les efforts pour esthétiser la politique culminent en un seul point. Ce point est la guerre." La guerre doit être glorifiée. Walter Benjamin cite le "futuriste" fasciste italien Marinetti : "La guerre est belle parce qu'elle crée de nouvelles architectures, comme celle des grands chars, des escadres aériennes aux formes géométriques, des spirales de fumée montant des villages incendiés..."

Dans son langage, très proche de celui de Trotsky à la même époque, Walter Benjamin explique pourquoi la guerre est la solution du capitalisme acculé dans ses contradictions : "La guerre impérialiste, avec ses caractères atroces, a pour facteur déterminant le décalage entre l'existence de puissants moyens de production et l'insuffisance de leur usage à des fins productives (autrement dit, le chômage et le manque de débouchés)."

A quoi aboutit ce choix ?

Cela dit, Littell, il est vrai, ne cache rien des abominations de la guerre. La question est donc de savoir si la guerre a été juste.

Une première thèse court en filigrane, "humanisée" par l'esthétisme du SS Obersturmbannführer Aue. La guerre est juste, et il la rend même fascinante, dans l'horreur même de la peinture de l'extermination des Juifs, fondateurs du bolchevisme et du bolchevisme lui-même.

La thèse se prolonge ainsi : le national-socialisme n'aura été, en dernière analyse,

qu'une politique de défense du Volk allemand menacé de destruction par le communisme et les Juifs, qui sont d'ailleurs les créateurs du bolchevisme ; la guerre totale qu'il a fallu mener et les souffrances qu'il a fallu infliger étaient nécessaires : la révolution bolchevique n'avait pu triompher que par la violence et la liquidation de classes sociales, il était juste de détruire par la même violence des races inférieures et le bolchevisme auquel elles avaient donné naissance.

Mais c'est le SS qui pense cela, peut-on objecter. Sauf que cette thèse mystificatrice sur l'histoire du national-socialisme prend un caractère semi-officiel de nos jours, Elle est apparue dans les écrits d'un historien allemand, Ernst Nolte, à partir de 1986. Quoique dénoncée alors par les historiens de ce pays, elle est reprise aujourd'hui par les révisionnistes.

L'historien Michel Sérac, auquel je renvoie (1), résume en deux lignes en quoi consiste ce révisionnisme : « *Il faut réévaluer le nazisme dans sa "modernité troublante" : il a fait barrage au collectivisme.* » Et le nazisme n'aurait fait qu'imiter les méthodes du bolchevisme : « *Vous devez trouver, écrit Aue, que je vous entretiens bien froidement de tout cela : c'est simplement afin de vous démontrer que la destruction par nos soins du peuple de Moïse ne procédait pas seulement d'une haine irrationnelle pour les Juifs (...), mais surtout d'une acceptation ferme et raisonnée de la violence pour la résolution des problèmes sociaux les plus variés, ce en quoi, d'ailleurs, nous ne différons des bolcheviques que par nos appréciations respectives des catégories de problèmes à résoudre : leur approche étant fondée sur une grille de lecture sociale horizontale (les classes), la nôtre, verticale (les races), mais toutes deux également déterministes (je crois l'avoir déjà souligné) et parvenant à des conclusions similaires en termes de remède à employer, etc.* » (*Les Bienveillantes*, Folio, p. 951)

Ce qui est très troublant, c'est que Aue, censé exprimer les pensées d'un SS enfoncé dans la guerre entre 1941 et 1945, et écrivant dans les années 1960, développe, en plus des théories nazies nor-

males pour lui, la thèse révisionniste de Nolte et de ses amis avant qu'elle ait fait son apparition.

Un livre malsain

En dépit du talent de l'auteur, le livre n'est pas le grand roman sur la guerre de 1940-1945 et l'holocauste que les médias ont vanté. On a vu que l'histoire personnelle du personnage est plus rocambolesque — et fastidieuse dans ses rêveries et activités sexuelles complaisamment ressassées — que crédible, et en ce sens le livre est raté, le SS n'a pas de réalité.

Surtout, le livre est malsain. Son titre, *Les Bienveillantes*, interroge le lecteur. Il contient comme une provocation que la critique semble s'être refusé à comprendre. Il est à craindre qu'il soit un écho esthétique — c'est un clin d'œil culturel que cette référence mythologique — à l'interpellation par laquelle le SS Obersturmbannführer ouvre ses mémoires : « *Frères humains.* » Ainsi, nous pourrions être tous frères, les bourreaux et les victimes, et, en conséquence, nous devrions faire preuve de quelque "bienveillance" envers les nazis, comme le suggère le titre. Ne sont-ils pas de notre monde, ne possèdent-ils la même culture que nous ? Ne sommes-nous pas capables de la même sauvagerie si les circonstances nous y poussent ? Alors, ne pourrions-nous pas pardonner à Aue le meurtre de sa propre mère et ses autres crimes, comme les Euménides pardonnent à Oreste ? C'est la pensée du SS, dira-t-on, pas celle de l'auteur. Mais n'est-ce pas l'auteur qui a choisi le titre ? Signifie-t-il pour finir que le nazisme lui-même peut être pardonné par les "Bienveillantes" parce qu'il a mené, on peut en juger plus sereinement des dizaines d'années plus tard, une guerre juste, avec la violence meurtrière nécessaire ? Il n'a eu que le tort de perdre la guerre, finira par dire Aue.

M. Picquier, 22 septembre 2008

(1) Voir notamment la première partie ("*L'histoire saisie par l'imposture*") de son étude *Défense des révolutions* (Selio, 2008). Michel Sérac donne toutes les références se rapportant aux publications d'Ernst Nolte.

Une construction très suspecte...

LE héros-narrateur des *Bienveillantes* étant un officier SS, nul ne peut s'étonner de la vision du monde qu'il exprime. On ne peut l'attribuer à l'auteur sans nier par là même le droit de ce dernier à créer les personnages qu'il souhaite mettre en scène en gardant vis-à-vis de lui la distance, voire l'abîme, qui peut séparer tout créateur de sa création. En revanche, l'auteur est entièrement responsable de la narration même, du choix des épisodes, de leur enchaînement et du sens que cet enchaînement et ce choix peuvent prendre.

Sous cet angle, *Les Bienveillantes* apparaissent extrêmement suspectes. Lorsque la Wehrmacht envahit l'Union soviétique, le détachement auquel est rattaché notre officier SS arrive dans une ville nommée Lutsk. On l'envoie dans le vieux fort de la ville en l'avertissant : "La cour centrale regorgeait de cadavres, des prisonniers fusillés par le NKVD avant leur retraite, disait-on" (page 38 de la première édition). Le tableau est effectivement accablant : "Les cadavres s'entassaient dans une grande cour pavée, en monticules désordonnés, dispersés çà et là." Un officier de l'Abwehr l'informe : "Il y en a plus de mille. Tous les Ukrainiens et les Polonais qu'ils gardaient en prison depuis leur invasion. On a trouvé des femmes et même des enfants" (p. 39). On apprend un peu plus tard "qu'on avait trouvé dix soldats allemands parmi les morts du château, affreusement mutilés. Ils étaient ligotés et on leur a coupé le nez, les oreilles, la langue et les parties génitales." Un officier allemand, "le visage cireux", commente : "Oui, c'est vrai, c'est horrible, ce sont des monstres." "Cette nouvelle créa une vive excitation" (p. 40). On le comprend aisément.

Ainsi, le premier massacre de la guerre est commis par le NKVD, c'est-à-dire dans la propagande de l'époque (surtout la propagande nazie, qui parle des judéo-bolcheviks) par "les bolcheviks" et apparaîtrait particulièrement abominable, puisque c'est un massacre de civils, y compris d'enfants. La mutilation des soldats allemands appelle évidemment la vengeance.

Décision est donc prise de rafler tous les Juifs de la ville. Et là, surprise, notre SS doute de la justesse d'une telle décision : "Je songeais aux Juifs qui viendraient le lendemain ; seraient punis les Juifs de bonne volonté, ceux qui auraient mis leur confiance en la parole du Reich allemand ; quant aux autres, les lâches, les traîtres, les bolcheviks, ils resteraient cachés et on ne les trouverait pas. Comme disait Zorn, c'était une belle saloperie (...). Je savais que ces décisions étaient prises à un niveau bien supérieur au nôtre ; néanmoins, nous n'étions pas des automates, il importait non seulement d'obéir aux ordres, mais d'y adhérer ; or j'avais des doutes et cela me troublait" (p. 47).

Ainsi, cet officier SS trouve injuste ("une belle saloperie", même !) la rafle des Juifs (et le sort qui leur est promis) et il effectue une distinction tout à fait étonnante pour un officier SS entre les Juifs "traîtres, lâches et bolcheviks" et les autres, on pourrait dire les braves et bons Juifs, qu'il voudrait manifestement épargner. Un peu plus loin, lorsqu'il évoque le premier massacre des Juifs à Kiev, il s'interroge : "Qui, me demandai-je, pleurera tous des Juifs tués, tous ces enfants juifs enterrés les yeux ouverts sous la terre noire de l'Ukraine, si l'on tue aussi leurs sœurs et leurs mères ?" (pp. 112-113). Ces sentiments d'humanité donnent plus de poids aux

conclusions qu'il tire *in fine* de son aventure dramatique, et sur lesquelles insistent Pierre Roy et Marcel Picquier.

La Wehrmacht et notre officier SS, poursuivant leur route, arrivent à Lemberg. Et là, nouveau massacre... du NKVD ! Massacre d'Ukrainiens, cette fois. L'officier SS trouvant les "*gens biens excités*", on lui explique : "*Le NKVD a massacré trois mille personnes dans les prisons avant de déguerpir. Et puis, tous les nationalistes ukrainiens et galiciens sont sortis des forêts, enfin Dieu sait où ils se cachaient, et ils sont un peu énervés. Les Juifs vont passer un sale quart d'heure.*" "*Et la Wehrmacht ne fait rien ?*", demande notre officier. Son interlocuteur lui rétorque : "*La population nettoie les traîtres et les collaborateurs, ce n'est pas notre affaire. C'est un conflit interne*" (pp. 50-51).

Lignes vraiment remarquables ! Le deuxième massacre que rencontre le lecteur est à nouveau commis par les "bolcheviks", notre officier SS s'étonne que la Wehrmacht n'intervienne pas pour empêcher la chasse aux Juifs... entreprise non par la Wehrmacht et les SS, mais par la population locale avide de vengeance (avec 3 000 massacrés, ce sentiment paraît assez compréhensible...).

Ainsi, le lecteur est amené à considérer que le massacre des Juifs est une réponse (certes exagérée, disproportionnée, inhumaine même, ce qui suscite les doutes de notre officier SS), mais une réponse quand même aux horreurs commises par les "bolcheviks", parmi lesquels il y a de nombreux Juifs. Le lecteur est ainsi invité à prendre pour agent comptant l'affirmation lâchée en passant par un officier allemand sur "*la famine planifiée*" (p. 67) en 1932 par les bolcheviks en Ukraine. Il y eut bien une famine en Ukraine (et au Kazakhstan et dans l'Altaï) en 1932-1933, produite en grande partie par la politique de Staline (collectivisation forcée, déportation massive de centaines de milliers de paysans qualifiés de koulaks, etc.), mais prétendre qu'elle a été planifiée, c'est la mettre sur le même plan que l'extermination planifiée des Juifs.

N'est-ce pas là très exactement une mise en forme romanesque de la vision

d'Ernst Nolte, dénoncée dès 1987 par Vidal-Naquet et décortiquée par Michel Sérac au début de sa *Défense des révolutions ?*

En 1987, Pierre Vidal-Naquet, dans *Les Assassins de la mémoire*, stigmatisait une justification assez imprudente du nazisme fournie par l'historien allemand et ancien étudiant de Heidegger, Ernst Nolte : « *Le génocide hitlérien, cette entreprise "asiatique", est pour E. Nolte et ses disciples, une mesure expliquée, voire à la limite justifiable, tant par la contagion venue de l'Est que par la crainte de la menace bolchevique. Hitler n'identifiait-il pas Juifs et bolcheviks ?* » Vidal-Naquet reprochait ensuite à Nolte d'« *utiliser des pièces sans valeur aucune de l'arsenal révisionniste. Tout comme Rassinier, Faurisson ou Kern, il s'appuie sur un pamphlet dément de l'Américain Th. Kaufman, publié en 1940 et intitulé Germany must perish, et sur la prétendue déclaration de guerre de Chaïm Weizmann au nom du judaïsme mondial, en septembre 1939.* »

Telles sont bien en effet les deux "idées" maîtresses de Nolte : le nazisme a été une réponse — certes exagérément brutale (les perdants ont toujours tort, n'est-ce pas ?) — à la double agression du bolchevisme et du judaïsme mondial, en réalité deux faces du même monstre. Aggression extérieure (encore que, dans cette conception, les Juifs allemands, quoique massivement assimilés, formaient évidemment une sorte de cinquième colonne). Il n'a donc pas de racines ou de causes internes, ou si peu... Il écrit ainsi dans *Fascisme et communisme* : « *Le "noyau rationnel" de l'antijudaïsme nazi consiste dans la réalité factuelle du grand rôle joué par un certain nombre de personnalités d'origine juive (...) au sein du mouvement communiste et socialiste.* »

Comme l'écrit Michel Sérac, « *dé- cryptée de ses formules alambiquées (...), cette phrase légitime pleinement l'amalgame de Goebbels et Hitler désignant leur ennemi comme le "judéo-bolchevisme"* ». L'une d'elles frappe d'ailleurs par son hypocrisie : le remplacement de l'antisémitisme par le mot

“antijudaïsme”, alors que la chasse aux Juifs, puis leur extermination, n’avaient aucun mobile ni objectif religieux.

Certes, le NKVD a massacré des milliers de victimes tout à fait innocentes (mêlées à quelques bons fascistes quand même), mais Jonathan Littell n’écrit pas une histoire de la guerre, il met en scène un officier SS rescapé du massacre et qui décrit au lecteur son itinéraire. C’est Littell qui choisit son théâtre d’action. Le choix de faire commencer son aventure

dans la guerre par deux massacres du NKVD qui suscitent la rage assez compréhensible de la population locale, avant qu’Aue participe — à contrecœur, d’ailleurs — au massacre de Baby Iar, ne pousse-t-il pas inévitablement le lecteur sur la voie des conclusions de Nolte : la barbarie nazie a été une réponse à une (prétendue) barbarie bolchevique ?

Jean-Jacques Marie



Le général SS Reinhard Heydrich.

La formation des enseignants par l'armée...

La mise en œuvre des réformes successives depuis trente ans (c'est-à-dire depuis la réforme Haby de 1978) et surtout depuis la loi d'orientation Jospin, qui fixe leur cadre destructeur, exige la mise au pas des enseignants et, si possible, leur conditionnement.

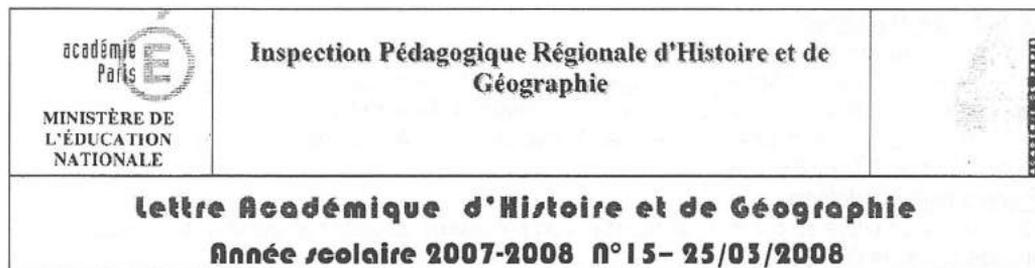
Quel meilleur moyen, pour y parvenir, que de confier leur formation à l'armée ?

La circulaire reproduite ci-après, de l'inspection pédagogique régionale d'histoire et de géographie de Paris, pour une série d'actions de formation (*sic !*) organisées avec (ou par) l'armée est de ce point de vue très significative.

Chacun appréciera certainement toute la portée des conférences sur le thème "*Etre citoyen français et européen*", avec en particulier les conférences sur "*Construction européenne et citoyenneté à la défense*" (c'est-à-dire l'intégration à l'OTAN...), "*Les enjeux de la défense*" ou encore "*Expérience opérationnelle et formation dans l'Armée de terre*".

On est là au cœur de "l'histoire immédiate", c'est-à-dire de la plus grossière propagande.

Nul doute que les enseignants ainsi formés par une brochette de généraux, contre-amiraux et lieutenants-colonels devraient être fin prêts pour un enseignement de l'éducation civique conforme aux exigences euro-gouvernementales. Tel est en tout cas l'objectif évident poursuivi.



Chèr(e)s Collègues,

Nous tenons à attirer votre attention, outre les informations qui suivent, sur le programme des actions proposé par l'académie de Paris dans le cadre de la semaine du développement durable (du 1^{er} au 7 avril 2008). Ce programme, consultable sur le site EDD (rubrique Actions éducatives du nouveau portail académique), a été élaboré en partenariat avec des organismes scientifiques et propose des ateliers, conférences et visites pour les professeurs de collège et de lycées et leurs élèves.

Jacqueline Jalta, Jean-Pierre Lauby

1) Enseignement de la Défense.

Nous vous invitons à vous rendre et à vous inscrire aux actions suivantes :

- 1) Conférence et échange pédagogique :

« La sécurité des approvisionnements énergétiques »
par le capitaine de vaisseau Emmanuel LACOURS,

directeur de l'enseignement du centre supérieur d'enseignement de la Marine

3 avril 2008, 17 h 30-19 h 30

Lycée Condorcet - 8, rue du Havre, 75009 Paris - M° Saint-Lazare ou Havre-Caumartin

• **Contact** : Gouverneur militaire de Paris - SIRPA Terre Île-de-France - Relations extérieures – M^{me} Valérie Derouiche - Hôtel national des Invalides - 00495 ARMEES.

Tél. : 01 44 42 36 24 - Fax : 01 44 42 43 64.

E-mail : valerie.derouiche@gmp.terre.defense.gouv.fr

et Gilles BOUÉ : Gilles.Boué@ac-paris.fr

- 2) Le lycée Martin NADAU organise le 27 mars une journée spéciale JAPD avec le Bureau du Service National de Paris (voir programme ci-dessous). Cette action exceptionnelle peut être reprise dans d'autres établissements de Paris, ce pourquoi il serait souhaitable que quelques RDE de l'académie puissent assister à toute ou partie de cette journée.

PROGRAMME DE LA JAPD UNESCO *

27 mars 2008 à l'UNESCO - 7, place de FONTENOY, 75007 PARIS

Programme :

09 h 00 – Discours d'accueil du colonel Alain CALIPPE, représentant du directeur du Service National et du représentant de la délégation française à l'UNESCO.

09 h 05 – Présentation de la journée par M^{me} Josiane MAZEAU, directrice adjointe du Bureau du Service National de Paris, et M^{me} Sandra DAUNIS, chef de la mission relations extérieures et partenariats.

Être citoyen français et européen

09 h 20 – « Citoyennetés française, européenne et mondiale : des enjeux de civilisation », par le lieutenant-colonel Guy SALLAT, directeur du Bureau du Service National de Paris (BSN).

09 h 50 – « Le Plan Défense 2^e Chance: éduquer aux valeurs », par M. Patrick SECRETIN, directeur du Centre Défense 2^e Chance de Montlhéry – témoignage d'un jeune du CD2C.

10 h 30 – « Construction européenne et Citoyenneté à la Défense », par M. Alain BARRAU, directeur du Bureau d'Information pour la France du Parlement européen.

11 h 05 – « Citoyenneté et égalité des chances », par le général de brigade Olivier de BAVINCHOVE.

11 h 35 – Test de maîtrise de la langue française.

12 h 10 – Déjeuner (25 euros).

Comprendre la défense

13 h 30 – « Les enjeux de la défense », par le lieutenant-colonel Guy SALLAT.

13 h 50 – « L'apprentissage par l'engagement humanitaire au sein de la Marine Nationale : l'opération « Baliste », « Liban 2007 », par le contre-amiral Xavier MAGNE.

14 h 25 – « Expérience opérationnelle et formation dans l'Armée de Terre », par le Général de brigade Eric de STABENRATH.

Prendre part à la défense

15 h 00 – « Un pilote au combat : le résultat d'un processus éducatif complexe », par le Général de brigade aérienne Denis MERCIER.

15 h 35 – « La Gendarmerie aujourd'hui : spécificités d'une formation tournée vers l'engagement opérationnel », par le Général VECHAMBRE, de la Direction Générale de la Gendarmerie nationale.

16 h 10 – Vocations interarmées : témoignages de jeunes engagés (officiers, sous-officiers et militaires du rang), du BSN de Paris et du 2^e Régiment de hussards).

16 h 35 – Remise des certificats du service national par le bureau du service national de Paris.

17 h 30 – Discours de clôture sous la présidence de M. Dominique RAOUX-CASSIN, Délégué Permanent adjoint de la France auprès de l'UNESCO, et du colonel Alain CALIPPE, représentant du directeur du service national.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Le bureau du Service national de Paris et le lycée Martin Nadaud,
en association avec la région Terre Île-de-France et la Réserve citoyenne.

ont l'honneur de vous inviter à une Journée citoyenneté

le jeudi 27 mars 2008 qui comportera quatre volets :

- Une JAPD exceptionnelle à l'UNESCO.
- Une conférence sur le parcours citoyen aux Invalides, avec visite du musée de l'Armée.
- Un forum sur les carrières et métiers de la Défense à l'École militaire.
- Une information sur le séjour et la nationalité française aux Invalides.

La cérémonie de clôture de la journée se tiendra à l'UNESCO.

• Il est encore possible de s'inscrire en prenant contact avec : M^{me} Sandra DAUNIS
Chargé de communication du BSN de Paris. Tél : 01.44.64.29.49.
ou mël : bsn-par-em@dsn.sga.defense.gouv.fr

- 3) Inscriptions au stage : « La recherche en matière d'armement à la direction générale pour l'armement (DGA) », par le professeur DUBUISSON, conseiller scientifique du délégué général armement

Jeudi 17 avril 2008 de 18 h 00 à 20 h 00, Salle Gouraud, Hôtel National des Invalides, Paris VII^e
(Accès : entrée côté esplanade, métro Invalides ou Varenne, ou De La Tour-Maubourg)

• Les inscriptions sont prises jusqu'au 14 avril, délai de rigueur, auprès de : Valérie DEROUICHE, Bureau communication – Gouverneur Militaire de Paris - Hôtel National des Invalides 00495 Armées
- Tél : 01.44.42.36.24 ; Fax : 43.64 et Mël : recom@gmp.terre.defense.gouv.fr

2) IESR.

A noter:

- 1) le rendez-vous du libraire du CRDP de Paris, consacrée à l'enseignement du fait religieux, le mercredi 2 avril 2008 de 14 h à 17 h, au CRDP de Paris ;
- 2) la parution du DVD « Cent ans de laïcité, des chemins pour l'avenir », réalisé par le pôle Aix-Marseille de l'IESR, disponible en ligne et sur demande.

Notes de lecture

Rémi
Adam

1917,
la révolte
des soldats russes
en France

Collection
Histoire

les bons
caractères **lbc**

Une plaidoirie besogneuse... (1)

L'AUTEUR de l'avant-propos, Alain Besançon, est passé du stalinisme de sa jeunesse à la bigoterie anticommuniste de l'âge (très) mûr avant de sombrer dans la cagoterie hystérique à l'arrivée de la sénilité. Ainsi dans sa présentation de l'ouvrage de Mahoney, il stigmatise "*les monstres bolcheviques*", expression qui rappelle plus la propagande nazie que la recherche historique dont il se réclame. Il entame son avant-propos par une lamentation moralisatrice : "*Ce n'est pas bien d'attaquer Soljenitsyne (...). C'est d'abord une ingratitude*", car "*à cause de lui, de lui seul, la vérité passa*" (sur le monde dit communiste). De plus, "*attaquer Soljenitsyne est aussi une petitesse*". Donc, "*ceux qui ont attaqué Soljenitsyne ont donc pris le risque d'être ingrats et mesquins*".

La Tchétchénie, un détail ?

Certes, le grand homme "*a approuvé, sinon le génocide en cours, du moins la légitimité de la guerre déclenchée par Poutine contre la Tchétchénie, contre ce malheureux petit peuple, deux fois déjà exterminé par le sien et maintenant une troisième fois*". Mais, ajoute notre académicien, "*je préfère croire qu'il ne sait pas ce qui s'y passe*". La rengaine, bien connue, a déjà servi cent fois.

L'ouvrage de l'universitaire américain Mahoney est une longue défense et illustration de la pensée de Soljenitsyne.

L'auteur s'extasie longuement sur ses appels au repentir individuel et collectif des individus et des peuples, et sur la nécessité affirmée par lui de l'autolimitation. Repentir de quoi précisément, ce n'est toujours d'une aveuglante clarté. L'autolimitation, elle, est une "*auto-restriction volontaire*" d'origine religieuse, mais rarement pratiquée par les différents clergés. Mahoney approuve enfin Soljenitsyne affirmant, selon lui, que "*le déclin du courage civique en Occident (...) était aggravé par les principes fondateurs des États libéraux qui valorisent les droits de l'homme aux dépens des obligations civiques et morales*". Lire ces lignes en pleine explosion d'une crise financière mondiale due au déchaînement de la spéculation par les véritables maîtres de notre bon vieux "monde libre" et payée par les pékins mêmes que Soljenitsyne appelle au repentir et à l'autorestriction volontaire prête pour le moins à sourire.

Pour juger la portée de la plaidoirie de Daniel Mahoney, le mieux est de commencer par lire son appendice final consacré à l'examen du livre de Soljenitsyne *Deux siècles ensemble*, consacré à la situation des Juifs en Russie d'hier à aujourd'hui, livre qui, selon Mahoney, "*renouvelle la noble défense de Du repentir et de l'autolimitation dans la vie des nations*".

(1) Daniel J. Mahoney : *Alexandre Soljenitsyne. En finir avec l'idéologie*. Traduit de l'anglais par Sébastien Viguier. Avant-propos par Alain Besançon. 338 pages. Fayard/Commentaire. 20 euros.

Une fraude : “la guerre contre le peuple juif” ?

Mahoney illustre aussitôt cette noblesse d’une étrange façon : “Soljenitsyne, écrit-il, rend justice à la singularité de l’holocauste sur le territoire soviétique. Il acquiesce clairement à la monstruosité de la guerre contre le peuple juif sans jamais minimiser les maux comparables que furent le goulag et la collectivisation. Soljenitsyne refuse de privilégier une forme de totalitarisme meurtrier au détriment de l’autre.”

Qu’est-ce à dire ? L’expression de “guerre contre le peuple juif” est la formule même de Hitler destinée à justifier l’extermination des Juifs. Dans toute guerre, chacun des adversaires cherche à écraser l’autre et l’histoire est riche d’exemples où le vaincu a été quasiment exterminé. Mais l’extermination des Juifs n’a rien à voir avec une “guerre”. L’expression elle-même est une fraude qui minimise la nature de l’entreprise hitlérienne. Mettre sur le même pied cette extermination planifiée avec le goulag et la collectivisation est du même ressort : le goulag est d’abord une entreprise de travail forcé et non une machine à exterminer (la preuve en est que la majorité de ses victimes en sortent à un moment ou à un autre) ; la collectivisation forcée est une entreprise visant à mater la paysannerie (en la terrorisant et en la décimant), mais nullement à l’exterminer pour des raisons trop évidentes : la bureaucratie avait besoin de blé, de viande, etc., pour elle-même et pour nourrir plus ou moins mal la population et l’armée.

Un antisémitisme convenable ?

Mais la principale fraude de Mahoney consiste à nier l’antisémitisme qui parcourt les pages de *Deux siècles ensemble* et que les laudateurs de Soljenitsyne, parfois acharnés pourtant à débuisquer un antisémitisme imaginaire dans toute remarque critique sur Israël et sa politique ou sur le judaïsme, s’obstinent en revanche à ne pas remarquer, voire à nier.

Mahoney met les pieds dans le plat en écrivant : “Certains ont affirmé de manière mensongère que Soljenitsyne tient uniquement les Juifs pour responsables du totalitarisme criminel du XX^e siècle.” Le sens de la phrase est clair : les Juifs (les, donc en tant qu’entité collective) sont coresponsables du “totalitarisme criminel”, expression qui recouvre dans la vulgate actuelle le stalinisme et le nazisme. Donc, les Juifs sont responsables (avec d’autres certes) de l’un et de l’autre, du nazisme comme du stalinisme ! Nolte n’est pas loin.

Soit dit en passant, Mahoney ne cite à peu près rien de l’ouvrage de Soljenitsyne. Comblons brièvement cet oubli. Soljenitsyne affirme par exemple que l’émigration des Juifs vers l’étranger (les Etats-Unis) est due, non comme un vain peuple le pense, aux pogromes, mais a commencé quand le ministre des Finances Witte a instauré en 1896 le monopole d’Etat sur la vodka, privant ainsi des dizaines de milliers de distillateurs et cabaretiers juifs de leur activité chérie. Sur les pogromes de Kichinev et de Gomel, en 1903, d’ailleurs, Soljenitsyne rétablit la vérité. A Kichinev, contrairement aux rumeurs répandues par “les Juifs influents en Angleterre (sic !), aucune trace de sévices ou de viols n’avait été observée sur les corps” des victimes assassinées (à l’appel, rappelons-le, d’un prétendu “parti des ouvriers chrétiens”). Et pourtant, la justice fut contrainte d’inculper 36 individus de meurtres et de viols ! Quant au pogrome de Gomel, ce sont les Juifs qui l’ont provoqué : “Depuis quelque temps, l’attitude des Juifs de Gomel est devenue non seulement méprisante, mais franchement provocante ; les agressions tant verbales que physiques contre des paysans et des ouvriers sont devenues monnaie courante, et les Juifs manifestent de toutes sortes de façons leur mépris même à l’égard des Russes appartenant à des couches sociales plus élevées, obligeant par exemple des militaires à changer de trottoir” (Si non e vero...). Les Russes ainsi bafoués ne pouvaient que réagir lorsque, raconte l’auteur de *L’Archipel du Goulag*, les Juifs “armés de pierres, de bâtons, de casse-têtes fabriqués spéciale-

ment ou même de barres de fer” se ruent sur un pauvre client russe d’une marchande de harengs juive. “Quand ils attrapaient des Russes, les Juifs les frappaient sans pitié, ils frappaient les vieillards, les femmes et même les enfants.” Quels sauvages, ces Juifs, qui attaquent même la police “par une grêle de pierres et par des coups de revolver”. Si l’auteur de *L’Archipel du Goulag* le dit !

Quant à l’affaire Beilis (Juif accusé en 1913 de crime rituel, c’est-à-dire du meurtre d’un enfant chrétien percé de trous afin de recueillir son sang — avant qu’il ne meure ! — pour fabriquer le pain azyne !), Soljenitsyne déclare : “Les charges pesant contre lui étaient douteuses”, sans jamais affirmer que les crimes rituels qu’il ne qualifie jamais de prétendus étaient une sordide invention. La précision aurait été pourtant utile dans un pays où la rumeur continue à courir...

Soljenitsyne cite à un moment un propos du politicien ultra-nationaliste Choulguine sans le moindre commentaire critique ni la moindre distance : “Les Juifs avaient pris le contrôle de la vie politique du pays (...). Malgré toutes les restrictions apportées à leurs droits, les Juifs avaient pris possession de l’âme du peuple russe.” Un peu plus loin, il cite, toujours sans commentaire, un rapport de police d’octobre 1916 : “A Petrograd, le commerce est exclusivement aux mains des Juifs (...). Il est impossible d’acheter ou de commander quoi que ce soit sans l’entremise d’un Juif.”

Soljenitsyne cite encore l’ambassadeur de France à Petrograd sur l’entoura-

ge de Raspoutine : “Un ramassis de financiers juifs et de spéculateurs malpropres (Rubinstein, Manus, etc., ont conclu un accord avec lui et le dédommagent grassement pour services rendus.” Qui ne dit mot consent, c’est bien connu.

Le quart de ces affirmations chez tout autre aurait provoqué un tollé. Ce silence permet peut-être de ne pas s’interroger sur certains passages de *L’Archipel du Goulag*. Ainsi, résumant on ne sait comment une conversation sans sténogramme ni témoin entre Staline et Nephtali Aronovitch Frenkel sur l’organisation des camps, Soljenitsyne croit bon de préciser après le nom de Frenkel “Juif de Turquie” et de flanquer sa photographie du commentaire : “La surabondance de volonté mauvaise et antihumaine transparaît sur son visage...” Mais ce n’étaient alors que broutilles.

Comment comprendre que certains laudateurs de Soljenitsyne spécialisés dans la détection de tout antisémitisme réel ou prétendu n’aient pas critiqué les développements pour le moins douteux de *Deux siècles ensemble*, voire, parfois, nient leur caractère antisémite pourtant patent. On ne saurait l’attendre de la part de Mahoney, qui conclut son ouvrage par une exclamation extasiée : “Deux siècles ensemble est un admirable travail d’historien et de moraliste talentueux.” Ce Mahoney ne pratique pas, on le voit, l’autolimitation soljenitsynienne dans l’usage de la brosse à reluire.

Jean-Jacques Marie

Une charge burlesque... (1)

“**O**UVRAGE irrévérencieux et d'un humour inattendu chez le père du protestantisme français”, affirme la quatrième de couverture. Tout à fait juste... Certes, on retrouve dans ce petit opuscule, écrit en français et non en latin, le ton habituel de Calvin lorsqu'il dénonce l'idolâtrie. Mais la dénonciation dogmatique cède ici le pas au sarcasme et à la plaisanterie. Tout en s'en tenant très strictement à la lettre des Evangiles (et en évitant soigneusement leurs contradictions éventuelles), Calvin s'amuse à débusquer les fraudes grossières du culte des reliques avec le soin minutieux d'un véritable détective qui s'acharne à poser les questions gênantes. Mais, chose rare chez le sévère Calvin, l'humour et l'ironie l'emportent ici sur l'indignation.

Les trois prépuces du Christ...

Son objectif n'est pas de faire une recension (que son caractère partiel rend encore plus éloquente) des multiples reliques existantes. Tâche par ailleurs impossible, car, souligne-t-il, “il n'y a si petite église cathédrale qui n'ait comme une fourmière d'ossements et autres tels menus fatras” (innombrables ossements et fatras de saints tout aussi innombrables, bien entendu). Il se contente de suggérer l'ampleur de l'entreprise : “Que serait-ce si on assemblait toute la multitude de deux à trois mille évêchés, de vingt ou trente mille abbayes, de plus de quarante mille couvents, de tant d'églises parochiales et de chapelles ?”, gigantesque réseau fort coûteux dont l'Eglise recouvre alors l'Europe.

Calvin s'attache d'abord à souligner l'absurdité de cet entassement de reliques prolifiques. “Outre les dents et les

cheveux (du Christ) à l'abbaye de Charroux, au diocèse de Poitiers, se vante d'avoir le prépuce (du Christ), c'est-à-dire la peau qui lui fut coupée à la circoncision”. Double sarcasme de Calvin. D'abord : “Je vous prie d'où est-ce que leur est venue cette peau (...). Par l'espace de cinq cents ans, il n'en a jamais été parlé en l'Eglise chrétienne ; où est-ce donc qu'elle était cachée, pour la retrouver si soudainement ? Davantage, comment eut-elle volé jusqu'à Charroux ?” Et puis, second problème... la quantité excessive de prépuces : “Que dirons-nous du prépuce qui se montre à Rome, à Saint-Jean de Latran. Il est certain qu'il n'y en a eu qu'un. Il ne peut donc être à Rome et à Charroux tout ensemble.” Certes... Cela relève du simple bon sens. Mais le culte des reliques — forme très répandue de la foi — n'a que faire du bon sens. A la fin de son *Traité*, Calvin ajoute : “Pendant qu'on imprimait ce livret, on m'a averti d'un troisième prépuce de Notre Seigneur qui se montre à Hildesheim.”

Calvin débusque aussi la multiplication des clous de la croix aux quatre coins de l'Europe occidentale. “Chacun, ricane-t-il, a aussi bon droit que les autres” à les déclarer authentiques... puisqu'ils sont tous faux ! Avec la couronne d'épines du Christ, il se déchaîne en faisant appel à la raison : on en trouve tant de morceaux ici et là, écrit-il, qu’“il faut dire que les pièces ont été replantées pour reverdir”. Son énumération des lieux où ces épines reflourissent donne le tournis. Celle des lieux où se trouve entreposé le saint suaire suscite autant son indignation que ses railleries. Il y voit un signe de “l'impudence” autant que de la “sottise” de tous les fabricants de ce suaire exposé un peu partout

(1) Jean Calvin, *Traité des reliques*. Présentation et notes de Bernard Cottret, les éditions de Paris, 13 euros.

d'Aix-la-Chapelle à Saint-Salvador, en Espagne. L'ironie de Calvin n'a pas suffi à enterrer ce saint suaire, puisqu'il réapparaît régulièrement. Cette multiplication discrédite pourtant par elle-même la relique.

Bras et cervelle suspects...

Mais elle n'est pas seule en cause. La nature même de la relique la rend grotesque. Ainsi (et c'est d'ailleurs son premier exemple) s'amuse-t-il à rappeler que le bras de saint Antoine fièrement enchâssé à Genève, baisé et adoré par les fidèles, était en réalité le sexe vigoureux d'un cerf ! Il joue ensuite avec une fausse naïveté sur le double sens du mot braquemart (épée courte et phallus) en écrivant à propos de saint Michel : *"On montre son braquemart qui est comme un poignard à usage de petit enfant."* Et il ajoute : *"S'il fallait vaincre le diable à l'épée, il la faudrait plus forte et de meilleure pointe et de meilleur tranchant que n'est pas celle-là."* Calvin, on le voit, ne laisse aucune pudibonderie brider son sens de la dérision... Que dire enfin de *"la cervelle de saint Pierre"* tout aussi pompeusement exhibée et qui n'était qu'une pierre ponce ? Une église exhibe un morceau du *"poisson rôti que présenta saint Pierre au Christ quand il apparut à lui sur les bords de la mer"*. Calvin fait encore appel au bon sens : *"Il faut dire qu'il a été bien épiché ou qu'on y ait fait un merveilleux saupiquet qu'il s'est pu garder si longtemps."* Que penser enfin de *"la forme des fesses du Christ qui est à Reims, en Champagne, sur une pierre derrière le grand autel"* ? Chez Calvin, alors, l'indignation l'emporte sur la dérision : *"Ce blasphème est si exécrationnel que j'ai honte d'en plus parler..."* après en avoir parlé !

L'aspect mercantile

Calvin aborde enfin ici et là l'aspect commercial de ces reliques fort catholiques. Ainsi note-t-il à un moment à propos de saint Antoine dont un corps entier gît à Arles, un autre à Vienne, plus

un genou à Albi, divers membres à Bourg, Mâcon, Dijon, Chalon, Ouroux, Besançon : *"La crainte a engendré dévotion, laquelle a aiguisé l'appétit pour faire désirer d'avoir son corps, à cause du profit."* Et il évoque un peu plus loin les chanoines de Trèves, de Liège, qui se targuent les uns et les autres de posséder la tête de saint Lambert : *"Ils ont composé à quelque somme d'argent pour l'intérêt des offrandes, de ne la montrer publiquement, de peur qu'on ne s'étonnât de la voir en deux villes tant voisines."* La possession de Lazare le ressuscité provoque un procès. On disposait alors de trois corps de ce Lazare : un à Marseille, un autre à Autun, le troisième à Avallon. Les chanoines d'Avallon et d'Autun en ont appelé à la justice : *"Après avoir beaucoup dépendu d'argent d'un côté et de l'autre, ils ont tous deux gagné leur cause."* La justice confirme donc l'existence d'au moins deux corps de Lazare et les pèlerins peuvent donc affluer dans les deux endroits...

L'ouvrage de Calvin n'a guère perdu de son actualité. Le culte des reliques s'est maintenu, diversifié et modernisé. Il subsiste tout particulièrement en Russie, où l'ancien séminariste Staline, continuant une tradition de l'Eglise orthodoxe, avait transformé le cadavre de Lénine en momie objet d'un culte organisé en un rituel à la fois parareligieux pendant plus d'un demi-siècle. Certes, ce culte s'est sécularisé et rationalisé. Le supporter qui se précipite sur le maillot trempé de sueur d'une vedette de football, acharnée à taper dans un ballon ou dans les tibias de son adversaire, ou l'adolescente en transe qui barbote un mouchoir de la chanteuse ou du chanteur à la mode prolongent l'idolâtrie raillée par Calvin. Mais l'absurdité aujourd'hui n'est plus dans le pullulement invraisemblable des objets du culte, elle est dans la vacuité totale de l'objet lui-même, qui exclut toute notion de blasphème. Le culte des reliques s'est, en quelque sorte, laïcisé. Ces modifications n'empêchent que la lecture de ce *Traité* de Calvin ne soit tout à fait réjouissante...

François Olivier

Simon Sebag Montefiore, un historien-romancier dans le vent...

LA conclusion, juste avant l'épilogue, donne la tonalité de tout ce livre (1) encensé par la presse : *"Dans les mois qui suivirent Octobre, Lénine et ses caciques mirent leur pouvoir au service de la guerre civile (...). Comme des gamins fanfarons enivrés par leur première partie de chasse, ils prirent goût au sang. Dans un gouvernement absolu, gigantesque complot qui mêlait bains de sang et protections claniques, qui était le plus qualifié pour réussir ?"* (pp. 424-425). Réponse : Staline, bien sûr, le meilleur disciple de Lénine.

C'est sur cette conclusion que débouche le portrait du jeune Staline par le scénariste de télévision et romancier britannique Montefiore. Peu importe que la première de ces deux phrases n'ait pas grand sens. Que veut dire "mettre son pouvoir au service d'une guerre civile" ? D'où vient ensuite cette "guerre civile" au service de laquelle "Lénine et ses caciques mettent leur pouvoir" ? Cela n'est pas très clair ; ce qui est clair, en revanche, c'est que Lénine et les bolcheviks y sont présentés comme une horde sanglante.

Glanons au hasard des pages des développements qui vont dans ce sens. La Volonté du peuple (organisation qui abattit le tsar Alexandre II le 1^{er} mars 1881) *"adhérait aux idées de Netchaïev, philosophe (?) médiocre dont le catéchisme du révolutionnaire amoral engendra Lénine et Staline"* (p. 122). Rappelons que, selon Netchaïev, *"un révolutionnaire méprise toute théorie ; il ne connaît qu'une seule science, celle de la destruction"*, ce qui, on l'avouera, ne correspond guère à l'activité de Lénine, auteur d'ouvrages théoriques comme *Le développement du capitalisme en Russie, Matérialisme et empiriocriticisme, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, L'Etat et la Révolution, etc.*

Montefiore présente Lénine et les autres dirigeants bolcheviques comme de vrais bandits. Revenant sur l'"ex" (ou expropriation) de Tiflis, racontée mille et une fois depuis le *Staline* de Boris Souvarine et qui permit aux bolcheviks de rafler 338 000 (ou 341 000) roubles, Montefiore écrit : *"Lénine avait touché au moins 140 000 roubles sur le produit du vol."* Après la scission dans le groupe bolchevique, *"il rompit avec Bogdanov et Krasine, qui détournèrent à leur profit environ 40 000 roubles"* (p. 233). Montefiore ne nous dit pas d'où il tire ces précieux renseignements... qu'aucune source ne confirme. Aucune source connue, et comme il n'en cite aucune ni de connue ni d'inconnue à ce jour, la conclusion s'impose d'elle-même... Ensuite, il oublie de dire que tous les groupes politiques révolutionnaires — à l'exception des mencheviks — ou nationalistes (comme les Polonais de Pilsudski et bien d'autres) dans la période de révolution-contre-révolution de 1906-1907, pratiquaient les "ex", abandonnées à partir de cette date pour les risques graves de dérives qu'elles entraînaient.

Montefiore peut dès lors conclure son ouvrage en rejetant l'idée que *"le stalinisme est une distorsion du léninisme. Mais cela est contredit par le fait que, dans les mois qui suivirent la révolution, Lénine promeut Staline là où c'était possible"* (p. 424).

Mieux encore, Lénine est pour lui pire que Staline : *"Lénine seul poussa les bolcheviks dans une frénésie sanguinaire par des ordres qui ont été récemment découverts dans les archives"* (*ibidem*).

(1) Simon Sebag Montefiore : *Le jeune Staline*, traduit de l'anglais par Jean-François Sené, traduit avec le concours du CNL, 502 pages, 25,90 euros.

Logique, puisque les bolcheviks sont des sanguinaires. La preuve, écrit Simon Montefiore, le 3 juillet 1917, “à la base navale de Kronstadt, des marins bolcheviques se mutinèrent, massacrèrent cent vingt officiers, dont leur amiral” (p. 387). L’ennui pour cette belle confirmation, c’est que cette affirmation est parfaitement fautive. C’est le 28 février, le lendemain même de la victoire de la révolution à Petrograd, que la foule des marins (parmi lesquels il y avait très peu de bolcheviks, ces derniers ayant été décimés par la répression quelques mois plus tôt) se souleva, abattit le brutal et sanglant amiral Viren et fusilla 51 (et non 120) officiers (2). En juillet, rien de tel ne se produisit. On pourrait dire qu’il s’agit d’une erreur et de date et de nombre. Nullement : en qualifiant tous ces marins de bolcheviks et en leur attribuant cinq mois après la révolution le massacre de 120 officiers, Montefiore veut, répétons-le, présenter les bolcheviks comme des sanguinaires. De plus, même au plus fort de la vague révolutionnaire, même en juillet 1917 et plus tard encore, les bolcheviks ont toujours été minoritaires parmi les marins de Cronstadt, où nombreux étaient les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes (3).

Parfois, Montefiore est plus habile. Il ajoute : “La tyrannie de Staline fut rendue possible par la situation d’état de siège de la Russie soviétique, le fanatisme utopique de l’idéologie quasi mystique du système, l’impitoyable machisme bolchevique, la brutalité meurtrière de la Grande Guerre et la vision homicide de Lénine d’une dictature du prolétariat. Staline n’aurait pas été possible si Lénine n’avait pas dans les premiers jours du régime écrasé la voie plus modérée de Kamenev pour créer la machine d’un pouvoir absolu et sans limites” (p. 424). Il mélange ainsi des faits (l’état de siège, la guerre) et des affirmations délirantes, “le machisme bolchevique” (affirmation bien étonnante si l’on pense aux diverses mesures d’émancipation civile et sociale alors tout à fait inhabituelles prises en faveur des femmes par les bolcheviks dans ce pays ruiné !) ou “la conception homicide de Lénine de la dictature du prolétariat” !

Sur ce fond sanglant, Montefiore nous présente un Staline par certains aspects

moins pire que les autres, si l’on ose dire : “Staline respectait le talent artistique, préférant en général tuer des politicards du parti que de brillants poètes” (p. 95). Vraiment ? Et Kliouiev et Pilniak fusillés en 1937, Artiom Vessioly fusillé en 1939, Babel et Meyerhold fusillés en 1940, l’année où Kulbak disparaît au goulag, peu après Mandelstamm, Marina Tsvetaieva poussée au suicide ou encore Peretz Markich, David Bergelson, Leib Kvitko fusillés en 1952, sans compter d’autres moins connus et les créateurs simplement réduits au silence (Erdman, Platonov, dont il envoie le fils au goulag, Pasternak, Zochtchenko, Anna Akhmatova, dont il envoie par deux fois le fils au goulag)... Etrange respect du talent artistique, on l’avouera !

Il est vrai que Montefiore nous présente un jeune Staline lecteur avide et passionné, un véritable érudit qui, à l’en croire, lit Platon dans le texte grec : “Même les maîtres qui méprisaient la Géorgie étaient impressionnés par son savoir (...), il connaissait Nekrassov et Pouchkine par cœur, lisait des traductions de Goethe et de Shakespeare, et pouvait réciter des poèmes de Walt Withman” (p. 95). On n’en trouve pourtant nulle trace dans ses écrits pauvres en vocabulaire, incolores et marqués par les procédés rhétoriques primaires du séminaire et riches de quelques images bibliques, et aucun des dirigeants de son parti — même ses plus proches, comme Molotov ou Kaganovitch — n’a jamais remarqué cette richesse culturelle.

Montefiore affirme qu’en 1902, “Lénine publia un essai intitulé *Que faire ?* (...), qui exigeait une nouvelle avant-garde de conspirateurs sans scrupule, vision qui divisa immédiatement le parti”. Il fabule. Quiconque lit *Que faire ?* — écrit à une période où tout parti politique, et même tout syndicat, est interdit en Russie — peut constater que Lénine n’y propose pas de constituer une “organisation de conspirateurs” sans ou avec scrupule. Son cinquième chapitre est d’ailleurs consacré au “plan d’un journal politique national”, idée bien étrange pour des conspirateurs.

(2) Je me permets, pour plus de détails, de renvoyer à mon livre sur *Cronstadt* (Fayard éditeur, 2005), p. 34.

(3) *Ibidem*, pp. 47-48.

Ensuite, la scission du POSDR qui se produit près de dix-huit mois après la sortie de *Que faire ?* n'a rien à voir avec le livre. Seuls deux délégués mencheviques (Martynov et Akimov) y critiquent la thèse de Lénine sur le rapport entre le mouvement ouvrier spontané et la conscience socialiste introduite dans ce dernier de l'extérieur. Le dirigeant menchevique Martov prend sur ce point la défense de Lénine... qui lui-même souligne : « *Les "économistes"* (partisans de la seule lutte économique, ou disons revendicative du mouvement ouvrier, à l'exclusion de toute lutte politique — NDLR) *ont tordu le bâton dans un sens. Pour redresser le bâton, il fallait le tordre dans le sens inverse, et c'est ce que j'ai fait* » (4). Après quoi, il n'est plus question de *Que faire ?* dans le congrès qui débouche sur une scission liée à de tout autres questions (la réduction du comité de rédaction de l'*Iskra* de six membres à trois, proposée par Lénine, etc.). Mais peut-être Montefiore n'a-t-il jamais lu *Que faire ?* (pourquoi se fatiguer inutilement ?) et n'en parle-t-il que par ouï-dire... ce qui rend d'autant plus facile d'en dire n'importe quoi.

Lorsque Montefiore évoque le retour de Lénine en Russie au début de mai 1917, il en donne à tous points de vue une image inexacte. D'abord, il fait revenir Lénine dans "*le fameux wagon plombé*", qui, comme le rappelait inlassablement Boris Souvarine, ne fut jamais plombé (les Allemands avaient bloqué toutes les sorties sauf une pour empêcher les émigrés russes — de toutes tendances ! — de descendre haranguer les gens lors des arrêts). Ensuite, il réduit les fameuses *Lettres de loin* de Lénine, censurées par Staline et Kamenev, à des "*vociférations extrémistes*" (p. 378), ce qui n'a rien à voir

avec leur contenu, ne permet en rien de savoir ce que Lénine y affirme et suggère qu'il ne les a sans doute pas lues non plus, puis invente un recul imaginaire de Lénine ("*Lénine ne manquait pas d'audace, mais il n'était plus dans le coup. En outre, il ne resta pas lui-même fidèle à son programme radical ; il battit immédiatement en retraite*") (p. 378)... tout aussi imaginaire. Lénine développa sa politique dans ses fameuses *Thèses d'avril*, qui réclamaient la fin de la guerre et tout le pouvoir aux soviets.

Dernier détail... Montefiore prétend qu'au comité central du 20 octobre 1917, "*Trotsky réclama l'exclusion des briseurs de grève*" (c'est le nom que Lénine avait donné à Zinoviev et Kamenev après leur dénonciation de l'insurrection le 18 octobre) (p. 406). Montefiore veut ainsi faire apparaître Trotsky comme un partisan des mesures disciplinaires radicales. Malheureusement pour Montefiore, il existe des procès-verbaux du comité central du Parti bolchevique, publiés depuis longtemps. Et dans le procès-verbal de la réunion, on lit seulement "*Trotsky estime que la démission de Kamenev (du comité central) doit être acceptée*" (*Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Maspero, p. 164). Il ne parle pas de "*briseurs de grève*" et ne demande aucune exclusion. Montefiore trafique le texte... en se disant sans doute que personne n'ira vérifier. Avec les journalistes qui ont encensé son roman-feuilleton, il peut être tranquille : ces gens-là pratiquent au mieux la lecture en diagonale chère au roi Louis-Philippe et ne vérifient pas les sources.

Jean-Jacques Marie

(4) *Que faire ?*, Seuil, Paris 1967, p. 257.

Une pratique stalinienne

DE 1933 à 1945, le Parti communiste a publié plus ou moins régulièrement des "listes noires" adressées aux responsables départementaux du parti, invités à débusquer les "traîtres" qui y sont stigmatisés. Le n° 38 des *Cahiers du*

mouvement ouvrier a publié une photocopie d'une partie d'une brochure de récapitulation de plusieurs de ces listes. Nous y renvoyons nos lecteurs.

La composition de ces listes, l'examen de leur objectif et de leur usage forment la partie la plus intéressante de

l'ouvrage de Sylvain Boulouque et Frank Liaigre (1).

Il est certes amusant — et révélateur ! — de constater que, jusqu'en 1940, le principal auteur de ces listes est Maurice Tréand, celui-là même qui, avec l'accord de Jacques Duclos, engagera les négociations avec les autorités allemandes d'occupation pour la réparation légale de *L'Humanité* dans la France occupée et sera mis sur la touche une fois l'entreprise désavouée à Moscou. L'exercice de la dénonciation n'immunise décidément pas contre les faux pas... L'orthographe originale du même Tréand, heureusement reproduite dans le volume, constitue un second aspect distrayant du volume.

Mais ce ne sont là que des aspects secondaires.

Le règne de l'à-peu-près

Ces listes posent de nombreux problèmes. L'un des plus curieux, sur lequel les auteurs mettent justement l'accent, est sans doute celui de leur efficacité réelle. Ils soulignent plusieurs fois que les (anciens) militants qui y sont dénoncés le sont souvent « *des mois, voire des années, après avoir porté "atteinte à la morale du Parti"* ».

Evoquant les listes noires diffusées pendant la guerre, ils notent : *"La teneur des informations divulguées – datées, peu ou pas contrôlées – laisse à désirer. L'à-peu-près semble dominer ; les accusations ne sont pas toujours étayées."*

Or les auteurs de ces listes avaient les moyens de les étayer. Ils ne se soucient donc guère de leur exactitude.

L'un des documents que les auteurs citent confirme pour le moins cette affirmation. Un militant exclu de Renault est accusé de *"1) liaison avec les trotskistes agents du fascisme. 5) menaces de mort envers les dirigeants du Parti communiste et discrédit des organisations de la classe ouvrière. 6) formation d'un groupuscule antiparti dans l'usine, en liaison avec les trotskistes. Actuellement adhérent du parti de Doriot"* (donc, fasciste). Les auteurs commentent : *"Cet effet cu-*

mulatif rend probable l'existence d'un complot fantaisiste. L'avertissement rationalise des données éparses et contradictoires." Mais ces prétendues données sont sans aucun doute hautement fantaisistes.

En fait, ce document illustre l'objectif réel de ces listes noires et explique pourquoi leurs auteurs n'attribuent pas une grande importance au caractère tardif de leurs informations. Il s'agit surtout pour eux d'intimider les militants qui pourraient se montrer trop critiques, trop indisciplinés, en faisant pleuvoir sur un certain nombre de victimes désignées les accusations les plus infâmes, dont le vol est la plus fréquente : sans doute certains trésoriers de sections ou de syndicats sont-ils bien partis avec la caisse ; mais c'est aussi une pratique de l'appareil que de tenter de jeter le discrédit sur un militant qui lui déplaît en l'accusant d'avoir puisé dans la caisse. Accusation d'autant plus aisée à porter que le militant qui accepte la trésorerie d'un organisme n'a en règle générale aucune formation comptable, ne demande ou ne garde pas toujours des justificatifs des dépenses et a alors beaucoup de peine à "prouver" la justesse des comptes. Pour la même raison, le caractère fantaisiste des étiquettes politiques collées sur l'exclu n'a souvent strictement aucun rapport avec la réalité.

Une manifestation du stalinisme ou un héritage de Lénine ?

Si le livre de Boulouque et Liaigre est fort intéressant par son aspect descriptif et documentaire, il est pour le moins rapide, voire simpliste — mais tout à fait dans le vent ! — dès qu'il aborde les questions politiques de fond. Les auteurs affirment d'un côté que *"les listes noires sont une des manifestations du stalinisme"*. Certes, mais, de l'autre, dans le chapitre intitulé *"Aux origines*

(1) Sylvain Boulouque et Franck Liaigre, *Les listes noires du PCF*, Calmann-Lévy, 262 pages, 23 euros.

des listes noires”, ils y voient un héritage ou une poursuite d’une conception léniniste de la trahison reposant sur « *le fondement théorique et politique initié par Lénine. Le premier est la notion d’infailibilité du Parti et d’avant-garde partisane qu’il commence à définir dans l’un de ses ouvrages programmatiques les plus importants, Que faire ? Avec la Grande Guerre, notamment dans la Faillite de la II^e Internationale, Lénine codifie la notion de trahison en l’utilisant systématiquement avec le terme de “social-démocratie”... »*

Mais dans *Que faire ?* Lénine avance seulement l’idée qu’un parti est nécessaire à la classe ouvrière, mais nullement qu’il est infailible ! Ensuite, lorsque Lénine écrit la *Faillite de la II^e Internationale* en 1915, il ne peut parler que de la social-démocratie... à laquelle il appartient encore... puisqu’il dirige toujours le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique). Il constate que les mêmes dirigeants sociaux-démocrates qui avaient voté des résolutions enflammées rejetant la guerre soutiennent tous (à de rarissimes exceptions près) leur gouvernement bourgeois engagé dans la gigantesque boucherie qui envoie à la mort des millions d’hommes et ruine l’Europe, voire y participent comme ministres. Le Parti bolchevique n’abandonnera la dénomination de social-démocrate qu’en 1918. Des millions d’ouvriers et de soldats russes s’engageront en octobre 1917 derrière les bolcheviks parce qu’ils veulent échapper au sanglant cauchemar de la guerre impérialiste auquel participent aux postes ministériels les plus importants les dirigeants sociaux-démocrates français, belges, allemands, etc., qui envoient au massacre les ouvriers et les paysans qu’ils avaient pris l’engagement solennel de défendre face à la menace de la boucherie impérialiste. Ils ont voté un mandat. Ils l’ont trahi. C’est un fait. Même si on le conteste, voir dans le constat de Lénine et dans la qualification qu’il donne des “sociaux-patriotes” ou “sociaux-chauvins” bellicistes l’annonce des listes noires policières staliniennes est une mauvaise plai-

santerie, ou plus exactement une mise en œuvre des délires réactionnaires du *Livre noir du communisme*.

Boulouque et Liaigre peuvent dès lors écrire que le principal auteur des listes noires, “*Tréand, affirme une conception et une vision d’un monde bipolaire régi par une guerre de classe. Le léninisme introduit une bipolarisation et conséquemment une réduction de l’affrontement à deux camps comme en cas de guerre, en l’occurrence la guerre de classe.*” Cette conception déboucherait sur la chasse organisée aux militants “déviant”.

Mais l’idée de la guerre de classe est bien antérieure à Lénine ! L’économiste français Adolphe (pas le révolutionnaire Auguste !) Blanqui affirmait dès 1825 : “*Il n’y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail et celui des gens qui veulent vivre du travail d’autrui (...). Patriciens et plébéiens, esclaves et affranchis, guelfes et gibelins, roses rouges et roses blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux et serviles ne sont que des variétés de la même espèce.*” François Guizot, en 1828, écrit : “*La lutte des classes remplit l’histoire moderne.*” Quant au peu léniniste économiste Bazard, il déclarait en 1829 que “*les hommes sont partagés en deux classes, les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves (...), la condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs, se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs.*”

Tous ces honnêtes gens seraient-ils donc peu ou prou responsables des listes noires caractéristiques du stalinisme, qui, par un savant amalgame, mêlent des militants critiques ou en désaccord, des exclus pour divergences à des escrocs, des voleurs, et à d’indiscutables carriéristes, voire renégats ? La question est par elle-même une réponse.

Jean-Jacques Marie

La révolte des soldats russes en France ⁽¹⁾

Sous ce titre, Rémi Adam a publié une version modifiée, amendée et quelque peu écourtée du livre qu'il avait publié chez l'Harmattan il y a huit ans de cela.

Rappelons brièvement de quoi il s'agit : l'état-major français dirigé par Joffre a, dans les premiers mois de la guerre, mené une stratégie d'offensive à tout prix qui a provoqué une véritable hémorragie, encore aggravée par les consignes bravaches mais suicidaires données par l'état-major. En un mois (août 1914), l'armée française compte près de 100 000 morts et deux fois plus de blessés. Joffre déclare le 2 septembre : *"Les fuyards, s'il s'en trouve, seront pourchassés et passés par les armes."* Le 6 septembre, il ajoute : *"Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que reculer."*

Vu l'hémorragie ainsi aggravée, l'état-major demande que le gouvernement russe lui envoie des troupes russes chargées de compléter les vides béants provoqués dans les rangs de l'armée française. Nicolas II envoie près de 30 000 hommes, qui arrivent en deux contingents, fin avril 1916, puis début octobre. Ils prennent part aux offensives suicides du général Nivelle (connues comme offensive du Chemin des Dames), qui se terminent par un épouvantable massacre : environ 250 000 tués, blessés et disparus. Parmi eux, 4 000 soldats russes.

Mais un mois et demi plus tôt, la révolution en Russie a renversé l'autocratie. La majorité des soldats russes veulent rentrer chez eux. Dès lors, les choses vont se gâter...

Nous renvoyons, pour le récit des principaux événements, à l'article publié dans le n° 38 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (2), qui en donne une chronique détaillée.

Rémi Adam en donne un récit extrêmement précis et vivant, fondé en particulier sur le dépouillement des archives militaires du SHAT.

Il éclaire fort bien la montée de l'hostilité à la guerre chez la majorité des soldats, le caractère réactionnaire de la quasi-totalité du corps des officiers, qui se retrouveront plus tard dans les cadres des armées blanches antibolcheviques, la volonté politique du gouvernement français, relayé par l'état-major russe, de diviser les Russes entre eux pour organiser la mise au pas et la répression de la majorité des soldats russes par une minorité restée fidèle au gouvernement provisoire de Kerenski. Ainsi, le gouvernement et l'état-major français réussissent à organiser une véritable guerre civile entre soldats russes en fournissant à la minorité réduite chargé d'écraser les rebelles installés au camp de La Courtine les canons de 75 et les obus destinés à les réduire.

Le récit qu'en fait Rémi Adam est fort bien mené. Un seul regret : la disparition du chapitre qui, dans la précédente édition, décrivait le sort des quelque 8 000 soldats russes déportés en Algérie (sous la coupe du général Nivelle !) et fournis comme main-d'œuvre quasi gratuite aux colons (3). La surexploitation et la semi-famine qu'ils subissent ne réussissent pas à briser la volonté révolutionnaire de la grande majorité d'entre eux.

Un livre à lire, donc...

Marc Teulin

(1) Rémi Adam : *1917, la révolte des soldats russes en France*, édition Les bons caractères, 284 pages, 13,50 euros.

(2) "1917 : La Courtine (Limousin) : mutineries et comités de soldats du corps expéditionnaire russe", *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 38, pp. 36 à 43.

(3) "Les soldats russes dans les camps algériens", *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 6, pp. 19 à 30.

Un livre remarquable (1)

CE livre collectif s'ouvre sur une longue étude de 170 pages de Kathleen Barbereau (presque un livre entier à elle seule !), intitulée *La fin de l'Education nationale ?*, qui démonte avec minutie et précision les divers mécanismes de l'offensive de dislocation de l'école publique. Le pilier central de cette entreprise est, selon elle, la loi d'orientation du 10 juillet 1989 présentée par Lionel Jospin et ses conseillers Claude Allègre et Philippe Meirieu, qu'elle présente comme une "loi au service des lobbies industriels (...), loi qui remplace l'instruction par un conditionnement idéologique (...), transcription française de la table ronde européenne (...) qui fixe la trame de quatorze ans de réformes". Elle établit avec autant de précision la liste des organismes divers (et des personnages) qui pilotent ou coorganisent cette dislocation de l'école publique au profit de l'enseignement privé à distance, vaste marché qui attise les appétits du privé, que la Commission européenne et les gouvernements successifs à ses ordres satisfont de toutes les manières.

L'énumération des sous-titres de son long chapitre donne une idée des thèmes qu'elle aborde : "Les méthodes de destruction, les instruments de destruction (l'Organisation mondiale du commerce [OMC], l'Accord général sur le commerce des services, l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], la Table ronde européenne)", "Cadre européen des réformes de l'éducation en France (parmi lesquelles les prescriptions de la Commission européenne)", "La décentralisation, une étape décisive dans le processus de destruction de l'Education nationale", "Effacement de l'Etat pris en tenailles entre les directives européennes et le pouvoir des régions", "Creusement des inégalités".

Kathleen Barbereau souligne quelques vérités que l'on pourrait dire d'évi-

dence si elles n'étaient systématiquement occultées par tous les partisans de tous bords (du *Figaro* à *Libération* et au *Monde*, pour ne parler que des médias) des réformes destructrices qu'elle dissèque. Leur effet est entre autres d'aggraver la sélection sociale alors que leur objectif affirmé, mais mensonger, est de la démocratiser. Ainsi, en 2000, d'après un article du *Monde*, 1,8 % des élèves de l'École normale supérieure et 0,8 % de l'École polytechnique sont d'origine ouvrière. Or, ajoute-t-elle, "sur la période 1950-1955 constamment dénoncée par Pierre Bourdieu, puis par MM. Meirieu, Dubet, Cohn-Bendit et consorts, comme étant une époque de ségrégation et de reproduction sociales, ils étaient néanmoins trois à quatre fois plus nombreux dans les grandes écoles qu'entre 1889 et 1993" (p. 127).

Elle souligne l'une des fraudes institutionnelles de ces réformes, qui veulent remplacer les "connaissances" par les "compétences" : "Ce sont les initiateurs des réformes qu'on charge d'évaluer leurs résultats, en toute indépendance, bien sûr" (p. 119).

Des instruments du ministère et des médias aux ordres...

Elle souligne "l'instrumentalisation de divers relais apparemment indépendants", au premier rang desquels les associations de parents d'élèves : "Les parents ignorent, écrit-elle, que les associations censées les représenter (...) sont des instruments du ministère" (p. 143). Elle stigmatise "des médias aux ordres, par aveuglement ou par complaisance envers le pouvoir" (p. 145). Certains

(1) Sous la direction de Corinne Abensour, Bernard Sergent, Edith Wolf et Jean Philippe Teste-fort : *De la destruction du savoir en temps de paix*, Mille et une nuits, 464 pages, 19 euros.

journalistes, affirme-t-elle, "agissent en thuriféraires systématiques des réformes ; ils ont noué des contacts avec des responsables politiques, syndicaux, administratifs, passent d'un colloque du SNES à un colloque ministériel, d'un congrès de la MGEN aux assises du PS ou à une université d'été du Medef. Cela permet à certains d'occuper une position dominante dans l'information sur l'éducation, passant d'un quotidien de gauche à une radio d'information politique" (pp. 146-147).

"Multiplier les Gaby Cohn-Bendit" (Alain Madelin)

Dans le personnel politique et médiatique, beaucoup trouvent que les réformes ne détruisent pas assez vite. Ainsi, Jacques Attali, comme le souligne Kathleen Barbereau, a proposé que la valeur des diplômes (sauf les siens, bien entendu) soit limitée à cinq ans. Elle analyse les conséquences dévastatrices de "l'europass", etc.

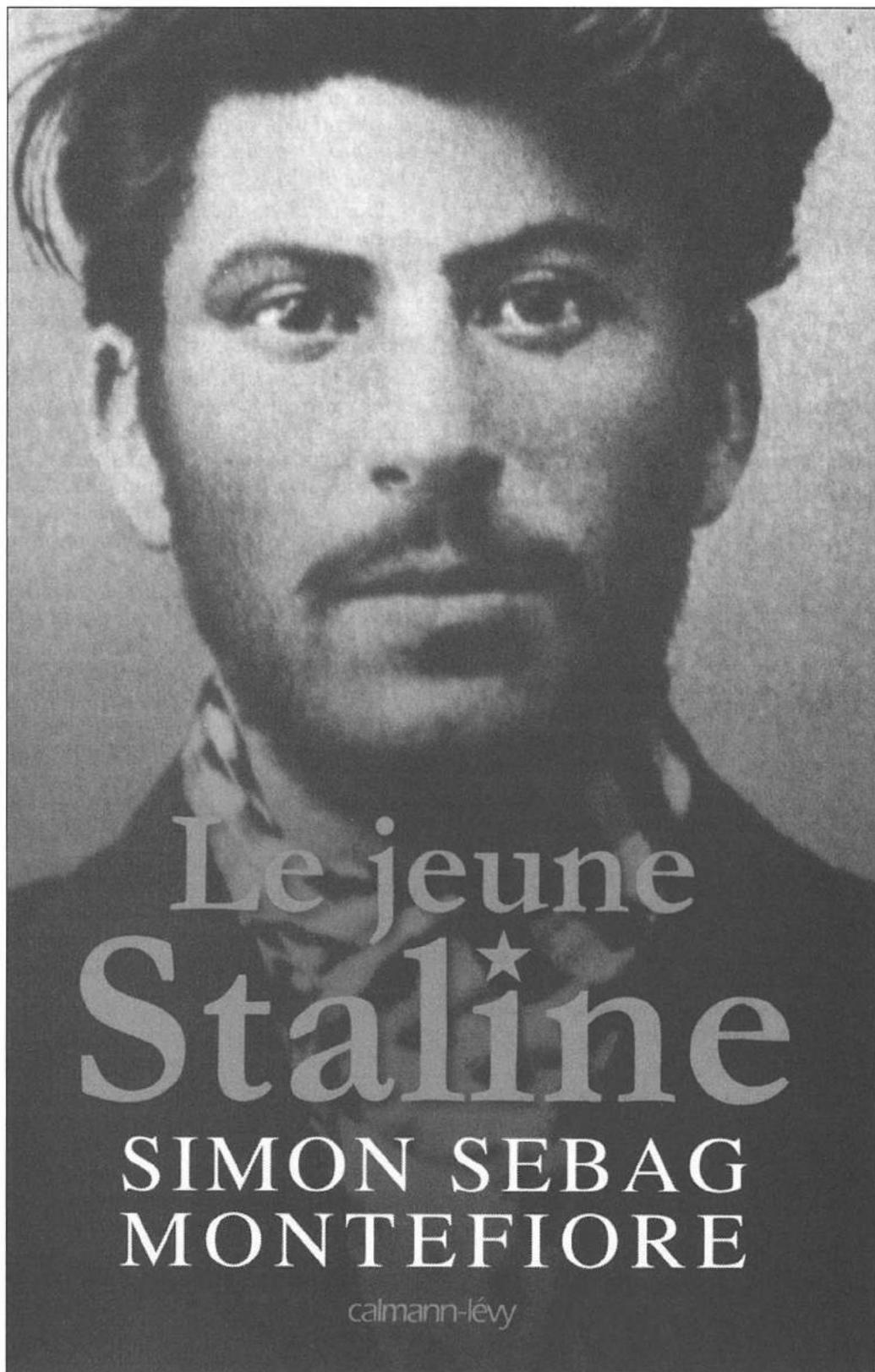
Il y a une vingtaine d'années, Gabriel Cohn-Bendit, "anarchiste" institutionnel, avait mis en place à Saint-Nazaire un "lycée différent" autogéré, sans programme, sans vrai cours (surtout "magistraux" !), sans devoirs, sans discipline, etc. La presse en fit grand bruit, bien que les résultats au baccalauréat (malgré les pressions grandissantes sur les examinateurs pour réviser leurs notes à la hausse) fussent catastrophiques.

Ces résultats catastrophiques enthousiasmèrent Alain Madelin, qui préconisa en 2000 de "multiplier les Gaby Cohn-Bendit et les Marie-Danièle Pierrelée, et de créer 1 000 collèges et lycée expérimentaux" (p. 53, *Libération*, 24 novembre 2000).

L'appareil de la FEN moribonde, sans doute satisfait de cette expérience, confiera ensuite une mission à ce même Gaby Cohn-Bendit sur la scolarisation (si l'on peut dire) dans je ne sais plus quels pays défavorisés...

Les articles qui suivent ("*Les vrais enjeux des réformes*", d'Edith Wolf, "*Maternelle et primaire en crise*", de Pascal Polisset, dont nous publions quelques pages dans ce numéro, "*Des miettes de philosophie*", de Jean-Philippe Testefort, "*Université-entreprises : les liaisons dangereuses*", de Corinne Abensour, "*La violence faite au savoir*", de Frédérique Kléman, "*Les sciences humaines au CNRS*", de Bernard Sergent et Jean-Louis Le Quellec, "*Trois musées aux gémonies*", de Bernard Sergent, "*L'attribution de la recherche par la réforme*", de Jacques Maillard), d'un certain point de vue, déclinent dans les différents domaines ce que l'étude de Kathleen Barbereau analyse et met en relief. Chaque article, en même temps, apporte sa contribution originale, voire indignée. Le manque de place nous interdit d'y revenir en détail... Mais chacun d'entre eux à lui seul mériterait la lecture.

Jean-Jacques Marie



Le jeune
Staline

SIMON SEBAG
MONTEFIORE

calmann-lévy

Chronique des falsifications

Comment devient-on Staline? Né pauvre, ce garçon séducteur et dangereux s'essaye à la poésie romantique, se prépare à entrer dans les ordres, mais trouve sa vocation dans l'action révolutionnaire. À la fois intellectuel, gangster et terroriste, le jeune Staline avait tout pour se forger un destin hors du commun dans la Russie de 1917: peu de scrupules et un énorme appétit de vie et de pouvoir.

En s'appuyant sur dix ans de recherches, en particulier dans des fonds d'archives récemment ouverts en Géorgie et à Moscou, ainsi que sur les Mémoires de nombreux acteurs et témoins de l'époque, Simon Sebag Montefiore décape le vernis de la mythologie révolutionnaire. Il montre comment la rencontre, chez le jeune Staline, du banditisme caucasien, d'une paranoïa extrême et d'une idéologie impitoyable lui permet de conquérir le Kremlin et l'URSS et fit de lui un des dictateurs les plus sanguinaires de l'histoire.

Sont exposés ici ses liens ambigus avec la police secrète tsariste, ses nombreuses conquêtes féminines, ses innombrables crimes et délits, mais aussi le rôle qu'il joua dans la naissance du parti bolchevique et dans la Révolution d'Octobre. On comprend mieux la question des nationalités, les luttes d'influence et la guerre idéologique, puis exterminatrice, entre bolcheviks et mencheviks avant et pendant la Révolution de 1917. Se trouvent aussi éclairées d'un jour nouveau ses relations avec Lénine, qu'il impressionna tant que celui-ci en fit, avec Trotski, son principal homme de main, avant de mesurer, trop tard, le danger qu'il représentait.

Le Jeune Staline est à la fois une fascinante préhistoire de l'URSS et le portrait saisissant d'un tyran en jeune homme.

Simon Sebag Montefiore est né en 1965 et a fait des études d'histoire à Cambridge. Romancier et présentateur de télévision, il est membre de la Royal Society of Literature. Son Jeune Staline a été traduit dans plusieurs pays, a reçu le prix Bruno Kreisky du livre politique, le Costa Biography Award et le prix de la Biographie du Los Angeles Times.

Traduit de l'anglais par Jean-François Sené



© Ian Jones

Marc Lazar, le centralisme démocratique et le stalinisme...

Où la falsification ne va-t-elle pas se nicher ? *Le Monde* (20 septembre 2008) nous annonce que "l'historien Marc Lazar a vu la pièce *Le silence des communistes*" consacrée à l'histoire du PC italien, et qui repose sur un échange de lettres entre trois vieux dirigeants du PCI (Vittorio Foa, Miriam Mafai et Alfredo Reichlin, aujourd'hui député du Parti démocrate). L'on y apprend de la bouche de Marc Lazar que "le stalinisme du PCI était aussi intérieur : c'est le centralisme démocratique".

C'est le droit de chacun d'être hostile au centralisme démocratique, mais en faire une marque du stalinisme... Pour un historien, c'est au choix bien léger ou un peu gros ! Le centralisme démocratique, cela signifie qu'après une discussion libre où les points de vue exprimés peuvent être très divergents, il y a unité dans l'action une fois qu'une majorité s'est dessinée, sans que l'on contraigne celui qui y est en désaccord à se déjuger, à se frapper sur la poitrine en déclarant avec contrition qu'il avait tort, comme l'hérétique dans la religion ou dans le stalinisme. Il respecte seulement la discipline dans l'action.

Si cela, c'est le stalinisme, alors Marc Lazar devrait qualifier l'ancien secrétaire du PS, François Hollande, d'ultra-stali-

nien. Dans une interview au *Monde* (mardi 4 novembre), ce dernier affirme en effet : "Ce qui a le plus manqué au Parti socialiste, ces dernières années, c'est la discipline après le vote." Il dit ensuite signer la motion Delanoë parce que, "sur sa motion, aucun signataire n'a jamais enfreint une règle du Parti socialiste. Ce n'est pas le cas des autres. Ce respect de la discipline au sein du parti est pour moi un critère décisif." A quoi fait donc allusion François Hollande ? A l'évidence, au vote sur la Constitution européenne de mai 2005. Si on le comprend bien, les partisans du vote non, après avoir été battus de peu dans des conditions qu'il est hors de notre propos de discuter, auraient dû ensuite appeler à voter oui, c'est-à-dire se déjuger, renoncer à leur conviction intime (ce qui n'est qu'une caricature bureaucratique du centralisme démocratique)... Lénine, lui, n'a jamais demandé aux adversaires du traité de Brest-Litovsk de changer d'opinion et de l'approuver. En revanche, il s'est opposé à ce que des adversaires du traité (comme certains socialistes-révolutionnaires de gauche) organisent des coups de main contre les troupes allemandes pour contraindre l'Allemagne à déchirer le traité et engager à nouveau la guerre...

Enfin, où Marc Lazar a-t-il vu que dans le stalinisme il y a liberté dans la

discussion, puis dégagement d'une majorité ? Dans le stalinisme, il y a décision venant du sommet de l'appareil, chasse organisée contre tous ceux qui expriment un point de vue personnel différent et obligation imposée à celui qui était en désaccord d'affirmer qu'il s'est trompé,

qu'il avait tort, bref, de se déjuger (c'est la fameuse "autocritique" stalinienne à laquelle doivent se livrer tous ceux qui ont eu l'audace d'avoir un avis différent). Ceux-là ont été pendant longtemps qualifiés de "trotskystes" même s'ils ne l'étaient pas du tout...

A propos de Jacques Attali

NOUS avons plusieurs fois attiré l'attention sur quelques falsifications (ou erreurs grossières) commises par Jacques Attali dans ses écrits (1). Dans l'article publié sous le titre "*Jacques Attali, un faussaire au petit pied*", nous dressions une liste incomplète des bourdes et falsifications énormes contenues dans *Karl Marx ou l'Esprit du monde*. Rappelons la plus belle d'entre elles, peut-être. Il y écrivait : "*Le 27 mars, en pleine émeute communiste à Berlin et à Petrograd (toutes les deux imaginaires ! — NDA), le gouvernement du Kaiser affrète un train blindé et assure le transfert de Lénine et de certains de ses camarades venus de Suisse jusqu'en Russie.*" Après quoi ces derniers, le 25 octobre, "*arrêtent les ministres siégeant alors au palais d'Été*", Attali confondant peut-être Pékin et Petrograd, où les ministres siégeaient dans le palais d'Hiver.

Un article de *Libération* (lundi 6 octobre 2008), intitulé "*Le facteur de luxe, Jacques Attali*", à propos de l'Angolagate, permet de s'interroger sur le mécanisme possible de ces inventions, parfois gratuites, parfois perfides. Citons cet article, auquel Jacques Attali n'a apparemment pas demandé de rectificatif à la rédaction de *Libération* :

"En 1997, Attali est saisi d'une requête par l'avocat de Falcone : transmettre au ministre des Affaires étrangères, Hubert Vedrine, ses récrimina-

tions contre un redressement fiscal de deux milliards de franc (sic !), soit 305 millions d'euros, sur une société d'armement tchèque qu'il pilote à distance. Attali joue le facteur avec une pudeur de jeune fille : aux enquêteurs, il affirme ne pas connaître la secrétaire de Vedrine à laquelle il transmettait les requêtes. Celle-ci a rétabli la vérité : ils s'étaient croisés pendant dix ans à l'Élysée." Donc, premier point : Jacques Attali souffre de troubles de la mémoire, ce qui est fâcheux quand on écrit autant que lui.

Ensuite, continue *Libération* : *« Concomitamment, Attali se voit commander par le gouvernement angolais un rapport sur le microcrédit — en pleine guerre civile ! Son cabinet, Attali consultant et associés (ACA), sous-traite la rédaction du rapport au cabinet Horus pour 46 000 euros et conserve pour lui une marge de 107 000 euros. "Nous avons apporté notre caution par la signature du rapport", a expliqué Attali aux enquêteurs. »* Donc, deuxième point, Jacques Attali pratique la sous-traitance, à des conditions financièrement avantageuses (un tiers pour le sous-traitant, deux tiers pour le signataire final), reposant sur une division du travail : la rédaction du texte écrit (le rapport) est secondaire, la signature finale est l'essentiel... Pour un rapport, bien entendu.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 27, pp. 139 à 142.

Fukuyama... et Marx !

LE “philosophe” (c’est ainsi que *Libération* le présente) Francis Fukuyama, auteur du livre *La Fin de l’histoire*, qui annonçait après la chute de l’URSS que le capitalisme était l’horizon indépassable de l’histoire, ancien haut fonctionnaire du département d’Etat sous Reagan et nommé par Bush membre du conseil d’éthique (*sic !*), a donné à *Libération* une interview publiée dans le numéro des 25-26 octobre 2008 du quotidien.

Il y affirme : “Comme Marx, je crois aux évolutions à long terme.” Marx prophète des “évolutions à long terme” ? C’est une découverte, et même un scoop ! A la fin de la *Misère de la philosophie*, Marx, citant George Sand, affirme pourtant : “A la veille de chaque reconstruction générale de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant.” Dans sa *Lettre à Kugelman*, du 12 avril 1871, il affirme : “La prochaine tentative de révolution, en France, devra non faire passer la machine militaire et bureaucratique en d’autres mains (...), mais la briser”, ce qui n’est pas tout à fait la même chose que la faire évoluer...

La découverte de Fukuyama... permet à ce serviteur de Reagan et de Bush

de se réclamer de l’auteur du *Manifeste du Parti communiste*.

Il écrit en effet : “Le concept de la fin de l’histoire que j’ai proposé d’appliquer en 1989 à la situation créée par la chute du Mur de Berlin vient d’Hegel et a d’abord transité par Marx.”

Evidemment, Fukuyama lui donne un autre sens. D’ailleurs, ajoute-t-il, “c’est un professeur de Berkeley qui a fait la comparaison en disant que j’étais l’équivalent de Marx pour le néoconservatisme et que Robert Kagan ou Bill Kristol (des partisans de Bush — NDA) en étaient les Lénine”. Vraiment ? Eh bien oui, Fukuyama le nouveau Marx croit à l’évolution, les faucons de Bush voudraient la démocratie et croiraient en l’usage de la force pour l’imposer.

Leurs buts sont donc nobles, mais leurs moyens inadéquats. Il conclut en effet : « Les “léninistes” (c’est-à-dire les ultraconservateurs ! — NDA), eux, veulent accélérer le processus en usant du rapport de forces, notamment depuis le 11 Septembre, pour la démocratisation au Moyen-Orient. » C’est ce qu’il appelle “le léninisme conservateur”. On a là affaire à un véritable hold-up politique.

Jean-Jacques Marie

La bague de Dati... et le trotskysme !

Pierre Roy
Le Bourg
42 260 Saint-Julien-d'Odes
roypie@wanadoo.fr

Samedi 22 novembre 2008

A la rédaction de France-Inter

Bonjour.

Vendredi soir 21 novembre, après les informations de 19 heures sur France-Inter, j'ai entendu un débat entre Jean-François Kahn, Gérard Filoche et Bernard Debré.

L'entretien a évoqué la personnalité de Rachida Dati et mentionné le fait que *Le Figaro* avait fait disparaître sur une photo une bague de très grand prix que la ministre portait au doigt.

M. Bernard Debré, commentant cet épisode qu'on peut considérer comme un escamotage, voire une sorte de falsification, a utilisé par deux fois, à un très court intervalle, le qualificatif de "trotskyste" pour le caractériser.

J'avoue que les connaissances que j'ai pu acquérir au fil d'assez nombreuses lectures que j'ai faites sur Trotsky et le trotskysme ne me permettent pas de saisir le rapport entre l'escamotage de cette bague sur une photo de presse et l'histoire de Trotsky et du trotskysme.

Certes, j'ai appris dans mes lectures que Léon Trotsky avait très souvent été *victime* de mensonges, manipulations de textes et autres caviardages, de la part de ses ennemis et du premier d'entre eux, Joseph Staline : les photos retouchées pour effacer sa présence sont nombreuses, c'est un fait bien connu.

Mais ce serait un curieux abus de langage que de qualifier de "trotskystes" les falsifications dont Trotsky a été la victime !

Or, dans le contexte de l'émission entendue vendredi soir, ce que l'auditeur retient, *c'est que ce serait la pratique d'une falsification qui serait "trotskyste" et non le fait d'en être victime !*

En effet, s'il s'était agi de pratiquer un subtil "second degré" pour initiés, une occurrence du mot aurait suffi.

Aussi bien, la répétition tend-elle à fonctionner comme si elle renvoyait à l'interprétation au "premier degré" d'une expression qui, saisie au vol par l'auditeur non averti, sera comprise au "pied de la lettre", ce qui est insultant pour Trotsky et le trotskysme. Et ce d'autant plus qu'aucun éclairage complémentaire n'a été fourni.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre mon observation à M. Bernard Debré, à toutes fins utiles.

Avec mes salutations.

Pierre Roy

COMITE INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSION

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Président : Jean-Jacques Marie

Secrétaire : Gérard Bauvert

Pour la libération de Sergueï Rojkov...

LE 15 août 2008, le tribunal de Touapsé, dans la région de Krasnodar (Russie), a condamné le jeune journaliste russe Sergueï Rojkov, animateur de la section des Komsomols (Jeunesses communistes) de la ville, à 3 ans et demi de réclusion en colonie pénitentiaire, après l'avoir maintenu deux mois en détention préventive. Rojkov, qui avait subi auparavant l'ablation d'un poumon, est un invalide du troisième groupe.

Son activité politique déplaisait aux autorités locales. Le 2 février 2008, un groupe de policiers a pénétré dans son domicile et l'a passé à tabac avec son oncle. Victime d'un traumatisme crânien, Sergueï Rojkov a été hospitalisé et a décidé de porter plainte contre les policiers. Ces derniers ont exigé de lui qu'il signe un document attestant qu'il n'avait subi aucune violence de leur part. Il a refusé. Le 2 juin, à l'occasion d'une manifestation devant l'immeuble de l'administration locale, il a été appréhendé par les policiers, qui l'ont accusé de brutalité à leur rencontre. Le tribunal de Touapsé a répondu à leurs demandes en condam-

nant Rojkov pour ces brutalités invraisemblables infligées aux policiers qui l'avaient tabassé. Les témoins apeurés n'ont pas souhaité témoigner à l'encontre des forces de police. La condamnation et la détention de Sergueï Rojkov est un déni de justice flagrant. Le Comité international contre la répression demande l'annulation d'une condamnation aussi manifestement inique.

18 octobre 2008

LE Comité international contre la répression, informé de l'agression — la troisième en trois semaines — dont a été victime à Moscou la sociologue et militante française Carine Clément, proteste vigoureusement contre ces tentatives d'intimidation répétées à son encontre et contre quiconque, sur le terrain de son choix, tente d'organiser une résistance aux agissements des requins de la finance, des promoteurs immobiliers et des privatiseurs en tout genre.

Le 19 novembre 2008

N°131

Novembre 2008

ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

1958 : agonie de la république parlementaire, naissance de la V^{ème} République

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

28 rue des Petites -Ecuries - 75010 Paris - France - 01 44 83 00 00

5 €

**Pétition nationale
de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie**

L'histoire-géographie : un enseignement fondamental

Selon des déclarations imprécises et parfois contradictoires du ministère de l'Éducation nationale, les projets de réforme des études de lycée envisagés élimineraient l'histoire et la géographie du tronc commun en 1^{re} et en terminale, et aboutiraient ainsi à un démantèlement de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, qui ne peut se concevoir que dans un ensemble continu et cohérent dispensé à tous les élèves des classes élémentaires à la terminale des lycées. L'histoire et la géographie sont par nature des disciplines d'insertion dans la cité. Elles structurent les identités personnelles et les appartenances collectives quelles que soient les spécialisations professionnelles ultérieures. Rien dans les moyens de communication actuels ne peut remplacer la valeur formatrice d'un cursus scolaire ordonné selon les étapes du développement intellectuel dont la terminale constitue un couronnement.

L'Association des professeurs d'histoire et de géographie tient à affirmer son attachement à la présence de l'histoire et de la géographie comme disciplines fondamentales au cours des trois années de lycée et comme source d'éducation à la citoyenneté. Elle souligne la nécessité d'être présente aussi dans des modules de spécialisation d'histoire-géographie prévus par la réforme.

L'APHG s'élève aussi contre le projet de réforme du CAPES, qui, en imposant un mémoire de recherche en même temps qu'un concours même allégé, ne peut aboutir qu'à un abaissement de la formation des enseignants. Elle exige le maintien d'un niveau de connaissances et de culture répondant aux exigences du service public de l'Éducation nationale. L'APHG demande d'abandonner tout projet d'amointrissement et de marginalisation de nos disciplines.

La mise en œuvre de ces projets entraînerait inévitablement une régression culturelle. L'APHG s'y opposera de toutes ses forces.

Les personnes soussignées soutiennent ces points de vue et appuient l'action de l'APHG.

Merci de renvoyer les signatures au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

Perles

Le dalaï-lama et la psychanalyste

LE Monde 2, daté du 3 au 9 mai 2008, consacre un dossier au Tibet et à la Chine. Il reproduit un article de l'écrivain et psychanalyste Maryse Choisy publié dans *Le Monde* en date des 23-24 août 1970. Evoquant la fuite du dalaï-lama et de sa suite en mars 1959, elle écrit sous le sous-titre "Exode miraculeux" les lignes suivantes : « Le mot "surnaturel" me vient aux lèvres. Personne n'a remarqué ce fait insolite en plein XX^e siècle. A la barbe des troupes d'occupation, Sa Sainteté, sa mère, ses sœurs, son petit frère, ses ministres et toute sa suite ont quitté Lhassa (en mars 1959). Malgré les avions chinois, cette colonne de trois cents personnes, qui ne sauraient passer inaperçues pendant un mois de marche à travers les cols neigeux des Himalayas, a pu franchir la frontière. On songe à la nuée qui protégeait Moïse et le Peuple élu quand ils s'enfuirent d'Egypte. »

Après cette évocation d'une protection surnaturelle qui laisse rêveur sur les

compétences de l'auteur dans le domaine de la psychanalyse, elle donne la parole au dalaï-lama, qui commence par confirmer le délire de la psychanalyste avant de noyer quelque peu ses propos dans un verbiage confus à souhait : "Vous voulez savoir, demande le dalaï-lama, si religieusement la chose est possible. Oui, le religieux a des effets. Ni les hélicoptères ni les radars ne nous ont détectés. Je suppose que beaucoup de gens appelleraient mon exode un miracle."

"Ce qui à l'œil profond paraît surnaturel est, au niveau supérieur, naturel ?", renchérit la psychanalyste en folie.

A quoi le dalaï-lama, de sens plus rassis, répond : "C'est cela. Même dans la nature, il y a de nombreuses profondeurs et de nombreuses altitudes. Les ignorants ne saisissent pas la cause naturelle plus profonde ni son effet naturel plus subtil. Différence de niveau et différence de connaissance."

Une version originale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

RAPHAËL Glucksmann vient de publier un livre sur la Géorgie. Inutile, sans doute, de l'acheter, et plus encore de le lire. On peut en effet avoir un échantillon de sa "pensée" en relisant une phrase (une seule suffit) qu'il avait écrite dans *Libération* (25 août 2008) à propos de la Géorgie pour exalter le caractère profondément démocratique de son gouvernement. Il y donne une vision nouvelle et originale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une vraie perle ! "Le gouvernement est formé de jeunes gens dont la double nationalité américaine, anglaise ou israélienne fait

ressembler Tbilissi à une Babel occidentale plantée au cœur du Caucase." C'est sans doute pourquoi le démocrate Bush avait entièrement équipé et armé l'armée géorgienne, et l'avait encadrée de conseillers militaires américains. Tbilissi compte d'ailleurs une avenue George-Bush...

C'est aussi sans doute la même conception de la démocratie qui aboutit à ce que l'actuel président de l'Estonie soit un ancien citoyen américain qui fut un temps journaliste à Free Europe et l'actuel président de la Lituanie un ancien haut fonctionnaire américain. Deux perles supplémentaires.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360